



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor



**BULLETIN D'ANALYSE ÉCONOMIQUE**

**GRANDE CHINE**

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

**DE PÉKIN**

T1 2023

L'année 2023 est présentée par les autorités chinoises comme celle du rebond espéré après l'abandon de la politique 0 Covid en décembre dernier et une année 2022 bien difficile. Elle se vit d'ores et déjà comme celle du soulagement pour une population qui a pleinement profité pour la première fois depuis longtemps des festivités du nouvel an chinois.

Les résultats seront-ils au rendez-vous de ces espoirs ? A vous d'en juger au vu de la sélection de notes du SER de Pékin sélectionnées pour cette première édition 2023.

Très bonne lecture !

Jean-Marc FENET et l'équipe du SER de Pékin

# SOMMAIRE

Après 2022, la fin du 0-Covid suffira-t-elle à doper la croissance en 2023 ? .....	3
Assemblées parlementaires : un objectif de croissance du PIB 2023 fixé « autour de » 5 % .....	7
Croissance du PIB de 4,5 % au premier trimestre 2023 .....	12
Accroissement du déficit commercial de la France .....	16
Le commerce extérieur chinois affiche un excédent record du fait de la stagnation des importations .....	23
Les « petits géants », atouts pour le rattrapage technologique chinois ? .....	35
La stratégie de résilience de Huawei face au test de nouvelles restrictions américaines .....	38
Kuaishou, l'autre TikTok.....	41
Vers une reconfiguration de l'approvisionnement énergétique ? .....	43
Retour sur les récoltes chinoises fin 2022 .....	51
Les bateaux chinois repérés en situation de pêche illégale dans les eaux internationales .....	54
La dépendance économique et commerciale du Brésil à la Chine s'accroît .....	58
Situation économique et financière de la Mongolie .....	61

# Après 2022, la fin du 0-Covid suffira-t-elle à doper la croissance en 2023 ?

La Chine enregistre en 2022 une croissance du PIB de 3 %, soit une performance historiquement faible, loin de la cible fixée en début d'année (5,5 %), et surtout probablement inférieure à la croissance de l'ASEAN (attendue à 4% par le FMI) et du monde (3,2 %). Ce résultat est largement imputable à la politique 0-Covid, dont l'abandon laisse présager d'une reprise en 2023 (évaluée entre +5 et +6 %). Cependant, les perspectives économiques demeurent incertaines, car obscurcies par des facteurs conjoncturels (secteur immobilier, commerce extérieur, réduction des marges de manœuvre budgétaire et monétaire) et structurels (insuffisance de la consommation, endettement massif, vieillissement démographique, etc.).

## 1. UNE PERFORMANCE DECEVANTE EN 2022 MALGRE UN SOUTIEN PUBLIC IMPORTANT

La performance économique de 2022, la plus mauvaise depuis 1976 (hormis 2020), est largement imputable à la politique 0-Covid. Côté consommation, les confinements et incertitudes liées à cette politique ont conduit à la contraction des ventes au détail sur l'année (-0,2 %), contribuant à la faiblesse de l'inflation (2 %<sup>1</sup>). Côté production, malgré les perturbations des chaînes de valeur, la production industrielle (en valeur ajoutée) croît de 3,6 %, notamment portée par l'industrie minière (+7,3 %) et le secteur énergétique (+5 %). L'industrie manufacturière croît de 3 %. Le commerce international soutient aussi la croissance<sup>2</sup> (+7% pour les exportations, mais relative atonie des importations à +1,4 %<sup>3</sup> du fait des difficultés domestiques), avec un excédent commercial record (889 Mds USD).

Les difficultés du secteur immobilier, qui représente jusqu'à 30 % de l'économie<sup>4</sup> se sont aggravées en 2022. Les investissements se contractent de 10 %<sup>5</sup>, les ventes de logements chutent de 28,3 %, et la crise de liquidité des promoteurs n'est pas achevée<sup>6</sup>. La baisse des prix, à l'exception des villes de premier rang<sup>7</sup>, alimente la crise de confiance dans le secteur.

Face à cela, des mesures de relance massives ont soutenu l'activité avec un impact ambivalent. Au niveau budgétaire, le soutien à l'activité est estimé à 2 % du PIB par le FMI soit un effort supérieur à 350 Mds USD. Il a beaucoup contribué à l'amélioration de la conjoncture, jouant sur (i) l'investissement, premier moteur de la

<sup>1</sup> Malgré une forte volatilité des prix énergétiques au niveau mondial, et des prix alimentaires en Chine. L'inflation sous-jacente s'établit à 0,9 % en 2022. La cible de la PBoC était de 3 %.

<sup>2</sup> Avec une contribution positive à hauteur de 0,5 point de pourcentage (soit moins que sur les trois années précédant 2022), affectée en partie par le ralentissement du dernier trimestre.

<sup>3</sup> En dépit de la flambée du cours de certaines matières premières.

<sup>4</sup> En prenant en compte les secteurs en aval. Au sens strict, le NBS estime le poids du secteur à 14 % du PIB.

<sup>5</sup> Après une croissance de 4,4 % en 2021.

<sup>6</sup> Les fonds dont ils disposent se contractent de 25,9 % en 2022.

<sup>7</sup> Pékin, Shanghai, Canton (Guangzhou) et Shenzhen.

croissance en 2022<sup>8</sup> (+5,1%, à 90% du fait de l'investissement public<sup>9</sup>) ; (ii) la production, notamment dans les secteurs très subventionnés (production de haute technologie +7,4 %, automobile +6,3 %). Les baisses de charges et réductions d'impôts ont eu des effets plus diffus, ceux-ci n'ayant pas fait l'objet d'évaluations. Le poids de ce soutien est élevé pour les finances publiques, en particulier pour les gouvernements locaux<sup>10</sup> : sur les onze premiers mois de l'année, le déficit public<sup>11</sup> atteint 1100 Mds USD<sup>12</sup>. L'assouplissement monétaire (baisses de taux directeur, recours au *relending*) a été confronté à un phénomène de « trappe à liquidité », dont témoigne une croissance des dépôts plus élevée que celle des nouveaux prêts<sup>13</sup>, en particulier pour les ménages<sup>14</sup>. L'efficacité du soutien macroéconomique a donc été limitée par l'impact de la politique 0-Covid sur la confiance des acteurs dans l'économie chinoise. En outre, ce soutien a renforcé certains problèmes structurels de l'économie chinoise (allocation fléchée du capital, dépendance à l'investissement public, poids croissant du secteur public...).

**La croissance au T4 a dépassé les attentes<sup>15</sup> (+2,9 % en g.a., +0% en g.t.) en dépit d'une conjoncture très défavorable.** Ce résultat est dû à une baisse plus faible des ventes de détail par rapport au T3<sup>16</sup>, et surtout par l'investissement (principalement public) qui contribue de 3,9 points à la croissance trimestrielle en g.a. (0,2 point pour la consommation et -1,2 point pour les exportations nettes). Les analystes ne suspectent pas de manipulation des chiffres, estimant plutôt que la 1<sup>e</sup> vague de Covid s'est rapidement résorbée. Le T4 permet *in fine* à la Chine d'afficher un taux de croissance annuel supérieur aux attentes<sup>17</sup>.

## 2. UN REBOND ATTENDU EN 2023, MAIS LES INCERTITUDES ET LES DEFIS STRUCTURELS DEMEURENT

**L'année 2023 devrait connaître un rattrapage, d'une durée et d'une ampleur difficiles à prévoir.** Outre un effet de base favorable, la consommation devrait repartir à la hausse (voir, déjà, l'augmentation des voyages à l'occasion du Nouvel an<sup>18</sup>), potentiellement dès le T1. De même, la demande en logements pourrait augmenter après 3 ans de restrictions. La production devrait être fluidifiée par l'abandon de la politique 0-Covid. A ce titre, le consensus anticipe une croissance 2023 entre 5 et 6%, les différents objectifs publiés par les gouvernements

<sup>8</sup> Avec 1,5 point de pourcentage pour l'investissement contre 1 point pour la consommation.

<sup>9</sup> Ainsi, l'investissement public progresse de 10,1 % (contre +0,9 % seulement pour l'investissement privé). En absolu, l'investissement est à 54 % le fait du secteur privé et 46 % le secteur public : on calcule donc des contributions de 0,5 point pour le privé et 4,6 points pour le public. Par ailleurs, en particulier, les investissements dans les infrastructures demeurent un levier important, avec une progression de 9,4 % en 2022.

<sup>10</sup> Qui ont subi un fort effet de ciseau en 2022, lié à la hausse de leurs dépenses (pour financer les mesures de relances et la mise en œuvre de la politique 0-Covid) alors que leurs recettes se sont contractées (en raison du ralentissement de l'activité, des allègements de charges et de la chute des revenus liés à la vente de terrains).

<sup>11</sup> Incluant les budgets des gouvernements central et locaux ainsi que les fonds gouvernementaux.

<sup>12</sup> Soit deux fois le montant sur la même période de 2021. Les dépenses de janvier à novembre étaient en hausses de 6,2 %, alors que les recettes se contractent de 3 % en g.a. Pour l'ensemble de 2022, le FMI anticipe un déficit « augmenté », incluant l'activité des *local government financing vehicles* (LGFVs), de 16,8 % du PIB.

<sup>13</sup> Pour tous les mois du second semestre 2022 à l'exception d'octobre.

<sup>14</sup> A 17 400 Mds RMB en 2022 pour les nouveaux dépôts, contre 9900 Mds RMB en 2021

<sup>15</sup> La croissance au T4 en g.a. était attendue à 1,6 %, et en g.t. à -0,8 %.

<sup>16</sup> -1,8 % en g.a. contre -9 % attendus (et -5,9 % au mois de novembre). La progression des ventes alimentaires (+10,5 % en g.a. en décembre), de médicaments (+39,8 % en g.a.), dans le contexte de la vague massive de contamination au moment de la levée des restrictions, et d'automobiles (+4,6 %) dans un contexte de levée de certaines subventions à la fin de 2022, ont permis d'atténuer la chute. Sans l'automobile, la contraction des ventes de détail sur le mois est de 2,6 %.

<sup>17</sup> La croissance était attendue par le consensus à 2,8 %. Le chiffre annoncé dépasse ainsi également les prévisions du FMI (+2,6 %) et la Banque mondiale (+2,7 %).

<sup>18</sup> Ainsi, au 16 janvier, le nombre de passagers par vol et train étaient respectivement de 70 % et 84% de leur niveau en 2019. Le nouvel an chinois commence officiellement le 21 janvier.

locaux pointant aussi vers ce chiffre<sup>19</sup>. L'objectif fixé par les autorités en mars lors des *Lianghui* devrait donc se situer dans cette fourchette.

**Les autorités affichent désormais une priorité au soutien à l'économie.** Comme en témoignent les récents discours<sup>20</sup> et revirements (politique 0-Covid, relance du secteur immobilier<sup>21</sup>, fin de la répression du secteur technologique, accords commerciaux pour l'énergie<sup>22</sup>), la priorité du Parti est désormais à la « croissance » et à « l'attractivité ». Dans ce contexte, si aucun stimulus d'ampleur ne semble prévu, la politique macroéconomique devrait rester assez expansionniste. La baisse des taux à un rythme plutôt lent pourrait se poursuivre, mais est limitée par la contrainte externe (taux de change<sup>23</sup>). Les émissions obligataires publiques, et en corollaire les investissements publics et les baisses de charges, devraient rester élevées (le 11 janvier, 18 gouvernements locaux ont annoncé plus de 146 Mds USD d'émissions<sup>24</sup>).

**Cependant, de nombreuses incertitudes demeurent, pouvant réduire l'ampleur de la reprise.** Au niveau sanitaire, si la première vague semble passée dans les grandes villes<sup>25</sup>, une résurgence du virus ne peut être exclue, et la peur de variants pourrait peser sur la confiance. Le rebond dans la consommation pourrait tarder, étant donné la faible progression des revenus en 2022<sup>26</sup> et le chômage qui demeure assez élevé<sup>27</sup>, notamment chez les jeunes. Au niveau commercial, la moindre croissance en Occident a déjà commencé à se traduire par une baisse des exportations, qui risque de perdurer. S'agissant de l'immobilier, la restructuration du secteur demeure encore largement à réaliser<sup>28</sup> et ne sera pas sans risques. En matière financière, l'endettement des petites banques et des gouvernements locaux est préoccupant et des défauts aux répercussions incertaines ne peuvent être exclus. Enfin, les tensions géopolitiques demeurent élevées voire s'accroissent en Asie, constituant un risque non négligeable.

**Les défis structurels auxquels l'économie chinoise est confrontée demeurent en 2023, jouant sur la croissance potentielle.** Le niveau élevé d'endettement des entreprises<sup>29</sup> pèse sur leur capacité à investir. La baisse de la population chinoise<sup>30</sup>, et en particulier de la population active<sup>31</sup> du fait du vieillissement, joue aussi

<sup>19</sup> Avec par exemple +9,5 % anticipé par Hainan. On notera cependant que 21 provinces choisissent de mettre un objectif inférieur à l'objectif de 2022, 5 donnent un objectif identique et seules 4 (Chongqing, Xinjiang, Heilongjiang, Hainan) prévoient des objectifs supérieurs.

<sup>20</sup> Voir : Xi lors de la Conférence centrale sur le Travail économique, ou celui de Liu He à Davos le 17/01

<sup>21</sup> S&P évaluait, le 6 janvier, à 256 Mds USD les annonces récentes des banques chinoises de prêts aux promoteurs

<sup>22</sup> Y compris avec l'Australie, malgré une relation bilatérale difficile

<sup>23</sup> Fin octobre, le CNY a atteint un point bas face au dollar, inédit depuis 2008, à 7,32.

<sup>24</sup> D'après Caixin

<sup>25</sup> Du fait de la vitesse de circulation du virus en l'absence de mesures de restriction et d'immunité naturelle préalable de la population, les taux de contaminations atteints en seulement quelques semaines (voire quelques jours) sont extrêmement élevés. Les effets sur l'activité économique ont donc tendance à se dissiper assez rapidement une fois la vague passée et une forme d'immunité collective atteinte, ce qui serait déjà le cas de la plupart des grandes villes. Cependant, on ne peut exclure au S1 2023 un délai dans le rebond de la consommation par crainte d'un nouveau variant.

<sup>26</sup> Le revenu disponible des ménages progresse de 5 % en 2022 (2,9 % en termes réels), soit la progression la plus faible (hors 2020) depuis les années 80. Avant la pandémie, la croissance était supérieure à 8 %.

<sup>27</sup> Le taux de chômage urbain officiel est à 5,5 %, mais minore structurellement la situation en ne prenant quasiment pas en compte les travailleurs migrants. Le taux de chômage des jeunes (16 à 24 ans) est toujours élevé, à 16,7 %.

<sup>28</sup> Evergrande n'a ainsi toujours pas publié de plan de restructuration, pourtant attendu pour juillet 2022.

<sup>29</sup> Que le FMI estime à 119 % du PIB pour 2022.

<sup>30</sup> Le pays a officiellement rapporté pour 2022 la première diminution de sa population depuis 1961

<sup>31</sup> En 2022, la population en âge de travailler (16 à 59 ans) a diminué de 0,75 %, soit la deuxième plus forte diminution annuelle de la population active (après 2020) depuis que la baisse a débuté en 2012. La force de travail chinoise s'est ainsi réduite de 50 millions de personnes (-5,5 %) en l'espace de 10 ans.

sur la production. La diminution de la croissance de la productivité<sup>32</sup> semble amenée à se poursuivre : investissements publics aux rendements décroissants, allocation du capital en faveur des SOE<sup>33</sup>, réformes du *hukou* ou des barrières internes encore à réaliser, etc. Le chemin vers un réel rééquilibrage du modèle de croissance semble encore long. Le taux d'épargne des ménages est particulièrement élevé et alimente une dynamique d'investissement excessif, mais la bascule vers la consommation ne se profile pas : le plan de soutien à la consommation à horizon 2035, publié en décembre, prévoit surtout de subventionner les secteurs industriels prioritaires, plutôt que d'augmenter les revenus des ménages, et aucune réforme majeure de la protection sociale n'est prévue.

*Retour au sommaire* ([ici](#))

---

<sup>32</sup> D'après les estimations du FMI, la croissance de la productivité totale de facteurs serait passée d'une moyenne de 3,7 % sur la décennie 2000 à une moyenne de 1,9 % dans les années 2010.

<sup>33</sup> Dont la productivité est structurellement plus faible que celle des entreprises privées.

# Assemblées parlementaires : un objectif de croissance du PIB 2023 fixé « autour de » 5 %

Les *Lianghui* (réunion des deux assemblées parlementaires)<sup>1</sup>, ont débuté le 4 mars. Comme chaque année, les rapports annuels du gouvernement et des ministères<sup>2</sup> sont publiés à cette occasion. A ce titre, la cible de croissance pour 2023 reste prudente (« autour de 5 % » du PIB), témoignant des incertitudes économiques. Les politiques macroéconomiques et structurelles devraient rester stables et orientées vers les objectifs stratégiques d'autosuffisance et de sécurité (alimentaire, technologique, etc.). Au-delà, l'édition 2023, la première depuis le XX<sup>ème</sup> Congrès du PCC, est aussi marquée par une révision institutionnelle et des nominations aux postes-clés de l'Etat (ces dernières n'étant pas encore publiées). Parmi les réformes, 10 sur 13 concernent le secteur économique et 6 la finance en particulier.

## 1. UN OBJECTIF DE CROISSANCE MODESTE, UN SOUTIEN A L'ACTIVITE MAINTENU

Les autorités fixent pour 2023 un objectif relativement prudent d'une croissance du PIB « autour de 5 % »<sup>3</sup>, légèrement en-dessous des projections du consensus<sup>4</sup>, et alors que l'effet de base sera important. La prudence de la cible de croissance témoigne des nombreuses incertitudes et risques<sup>5</sup> qui demeurent pour l'année à venir, et pourrait viser à laisser du champ libre à la nouvelle équipe dirigeante – tout en lui assurant un affichage positif pour 2024, à l'issue de sa première année aux responsabilités. On note un objectif de création de 12 millions<sup>6</sup> de nouveaux emplois urbains, en hausse, quand les autres objectifs (inflation, taux de chômage, etc.) sont identiques

<sup>1</sup> Le terme désigne la réunion annuelle en parallèle de deux institutions de l'État chinois : l'Assemblée nationale populaire (ANP, 3000 membres) et le comité national de la Conférence consultative populaire du Peuple chinois (CCPPC, 2200 membres). Formellement, l'ANP reçoit et vote les rapports d'activité gouvernementale de l'année, vote le budget et certaines lois symboliques ; quand la CCPPC a un rôle essentiellement consultatif.

<sup>2</sup> Le 5 mars ont été dévoilés trois rapports : le Rapport sur le travail du Gouvernement (à la suite du discours du PM LI Keqiang), présentant les réalisations de l'année 2022 et les objectifs pour 2023 ; le rapport de la *National Development and Reform Commission* (NDRC), détaillant de manière plus significative le bilan de l'année 2022 et les objectifs et orientations économiques pour le développement en 2023 ; et le Rapport sur la mise en œuvre des budgets centraux et locaux 2022 et les projections pour les budgets centraux et locaux en 2023, publié par le ministère des finances (MOF).

<sup>3</sup> Contre un objectif -non atteint- « autour de 5,5 % » pour 2022, et « au-delà de 6 % » en 2021. Pour rappel, les taux de croissance enregistrés en 2021 et 2022 étaient de respectivement 8,4 % et 3 %.

<sup>4</sup> Le FMI prévoit en 2023 une croissance du PIB chinois de 5,2 %. Le consensus Bloomberg anticipe quant à lui une hausse de 5,3 %.

<sup>5</sup> Les incertitudes liées à l'environnement international, notamment la croissance du commerce international qui ralentit, pesant sur l'économie chinoise, ont coutume de figurer parmi les explications des autorités en cas de performance contrastée de l'économie chinoise. Fait plus rare, l'accent est aussi mis ici sur les risques financiers internes, dont les « déséquilibres budgétaires substantiels » de certains gouvernements locaux, les « nombreux risques et dangers cachés » dans le secteur immobilier, et les « risques opérationnels » de certaines petites et moyennes institutions financières.

<sup>6</sup> Soit un million de plus que l'objectif fixé l'an dernier. Il correspond toutefois à la performance enregistrée en 2022 (12,06 millions d'emplois urbains créés) et est inférieur aux chiffres réalisés depuis 2018 (hors 2020).

à 2022<sup>7</sup>. Après un abandon l'an dernier, l'objectif de réduction de l'intensité énergétique par unité de PIB fait son retour<sup>8</sup>, à un modeste -2 %.

**Dans ce contexte, le pilotage macroéconomique devrait maintenir son orientation actuelle :**

- Au niveau budgétaire, les autorités entendent maintenir une politique « proactive », en prolongeant les dispositifs à l'œuvre (allègements et reports de charges et de TVA, notamment en faveur du secteur manufacturier et des MPME), en augmentant légèrement le quota d'obligations spéciales finançant les infrastructures (à 3 800 Mds RMB, soit 543 Mds EUR, contre 3650 Mds RMB en 2022 – chiffre toutefois inférieur aux émissions réalisées l'an dernier<sup>9</sup>). L'objectif de déficit public augmente légèrement, à 3 % (contre 2,8 % pour 2022)<sup>10</sup>, mais le déficit combiné des différents comptes publics devrait rester globalement stable<sup>11</sup>, sans impulsion supplémentaire. Les transferts de l'échelon central aux gouvernements locaux vont augmenter de 3,6 % à plus de 10 000 Mds RMB (1 437 Mds EUR)<sup>12</sup>, notamment pour leur permettre de financer les allègements de charge<sup>13</sup>, et faire face à une situation budgétaire difficile.
- La politique monétaire restera « prudente », « ciblée » et « efficace », avec une offre de liquidités « en quantité suffisante et adaptée ». Une éventuelle baisse des taux resterait limitée, face à l'objectif de stabilité du taux de change du RMB. Les autorités vont continuer à recourir à des instruments « structurels » de politique monétaire, tels que les facilités de *relending*<sup>14</sup>.

## 2. LES PRIORITES POLITIQUES DEVRAIENT SUIVRE UNE GRANDE CONTINUITÉ

**Les priorités macroéconomiques restent inchangées.** L'expansion de la demande intérieure est la première priorité<sup>15</sup>, mais des mesures crédibles manquent toujours. Les politiques sociales et leur évolution structurelle sont mentionnées, avec parfois des formulations ambitieuses<sup>16</sup>, mais concrètement très limitées<sup>17</sup>, notamment

<sup>7</sup> En particulier, les autorités visent un taux de chômage « autour de 5,5 % » (soit son niveau actuel) ; un taux d'inflation « autour de 3 % » (en 2022, l'inflation s'est établie en moyenne annuelle à 2 %) ; une croissance des revenus personnels « au même rythme que la croissance économique ».

<sup>8</sup> L'objectif quantitatif est présent dans le rapport de la NDRC, mais pas dans celui du gouvernement. Le dernier objectif chiffré, en 2021, était d'une réduction de 3 %, pour une réalisation effective de -2,7 % cette année-là (contre seulement -0,1 % en 2022).

<sup>9</sup> 4040 Mds RMB (577 Mds EUR) d'obligations spéciales ont été émis par les gouvernements locaux en 2022. Le montant supérieur au quota annuel alloué résulte du transfert en 2022 d'une partie non-utilisée du quota de 2021.

<sup>10</sup> A noter que, par le jeu des transferts entre les différents comptes publics, la cible officielle de déficit est toujours atteinte, ce qui invite à regarder au-delà du premier compte public pour appréhender la réalité des finances publiques chinoises.

<sup>11</sup> En prenant le cumul des déficits des trois premiers comptes publics (en retenant uniquement les recettes effectives et les dépenses, hors transferts divers) tels que projetés par le MOF, le déficit courant devrait s'élever à environ 7,4 % du PIB du PIB, contre 7,3 % l'an dernier.

<sup>12</sup> A 10 062 Mds RMB, ce qui devrait représenter 43,8 % des ressources du budget public local général (premier compte public), une proportion proche de celle de l'année dernière (44,6 %), durant laquelle les transferts avaient augmenté de 18 %.

<sup>13</sup> Aucun déficit supplémentaire ne leur est octroyé. L'augmentation du déficit public de 510 Mds RMB (73 Mds EUR) concerne uniquement le gouvernement central.

<sup>14</sup> Ces dispositifs consistent pour la PBoC à fournir à des institutions financières des financements avec des taux préférentiels en regard de financement ciblés octroyés par ces dernières.

<sup>15</sup> Elle occupait la 5<sup>ème</sup> place dans le rapport de travail de l'année dernière.

<sup>16</sup> Dans le rapport du MOF: "Giving priority to restoring and expanding consumption, we will enhance the roles of social security and transfer payments in regulating income distribution, and increase personal income through multiple channels, so as to unleash consumption potential."

<sup>17</sup> Par exemple, sur l'emploi : hausse des subventions visant à aider les gouvernements locaux à soutenir l'emploi et l'entrepreneuriat de 5 Mds RMB, pour atteindre 66,8 Mds RMB ; la « haute priorité » donnée à l'emploi des jeunes n'est pas assortie de mesure ciblée.

sur les filets de sécurité sociale<sup>18</sup>. De plus, le soutien au secteur privé est mis en avant par les autorités<sup>19</sup> (dont Xi lui-même), qui veulent que les entrepreneurs et entreprises privés puissent se « concentrer sur le développement de leur activité, sans fardeau »<sup>20</sup> et leur apportent un soutien « indéfectible ». L'importance de soutenir l'investissement privé<sup>21</sup> est martelée, notamment à travers le traitement équitable avec les entreprises publiques<sup>22</sup>.

**Pour les priorités sectorielles, les thèmes traditionnels d'autosuffisance et de sécurité (sur tous les thèmes<sup>23</sup>) demeurent**, avec notamment, à nouveau, la mention d'un objectif quantitatif de production céréalière au même niveau que les autres objectifs<sup>24</sup>. Les priorités de la politique industrielles sont rappelées, en particulier la sécurisation des chaînes de valeur, l'autosuffisance technologique ou encore la montée en gamme industrielle<sup>25</sup>, certaines annonces plus concrètes ont notamment trait aux secteurs minier, médical, des véhicules électriques, des semi-conducteurs<sup>26</sup>. Comme l'année dernière, l'ambition environnementale et climatique est faible. Après un satisfecit pour 2022<sup>27</sup>, les objectifs concrets se limitent à la cible de réduction de l'intensité énergétique mentionnée *supra*<sup>28</sup>. En revanche, l'accent est une nouvelle fois mis sur « l'utilisation propre et efficace du charbon » en parallèle des énergies propres.

**Ces éléments sur l'autosuffisance cohabitent avec un discours sur l'attractivité de la Chine et son ouverture commerciale.** Si les autorités réitérent vouloir promouvoir les IDE et offrir « encore davantage » d'opportunités aux entreprises étrangères, elles n'avancent cependant qu'une liste de mesures générales : garantir l'égalité de

<sup>18</sup> L'assurance médicale de base voit ainsi la subvention gouvernementale annuelle augmenter de 30 RMB (4,2 €) par personne, pour atteindre 640 RMB (91 €). Le développement d'un système de pension individuel est rappelé comme objectif allant connaître des avancées, sans plus de précisions.

<sup>19</sup> Dans le prolongement de la Conférence Centrale sur le Travail Économique de décembre dernier.

<sup>20</sup> *"We should help solve problems for private enterprises and private entrepreneurs, so that they can have a free hand and concentrate on [business] development without burden."*

<sup>21</sup> Pour rappel, en 2022, l'investissement public a progressé de 10,1 %, contre seulement 0,9 % pour l'investissement privé.

<sup>22</sup> *"We should cultivate a cordial and clean relationship between government and business and create an environment in which enterprises under all forms of ownership can compete and grow on a level playing field."*

<sup>23</sup> A titre d'exemple, le rapport de la NDRC mentionne dans cet ordre au sujet de l'investissement du gouvernement central : *"We will further improve the composition of central government investment, placing focus on major national development strategies and giving priority to food security, energy security, industrial and supply chains security, national security, and areas concerning the people's wellbeing"*.

<sup>24</sup> Pour la deuxième année consécutive un objectif d'une production céréalière « supérieure à 650 millions de tonnes » est fixé. En 2022, la production atteinte était de 686,53 millions de tonnes.

<sup>25</sup> Au sujet de l'industrie, une distinction est effectuée entre les « industries traditionnelles » à transformer et les « industries émergentes » à cultiver et renforcer. Selon les autorités, l'industrie manufacturière chinoise se doit d'être plus qualitative, intelligente et écologique. Il s'agit de renforcer la position dominante de la Chine dans les VEN et les panneaux photovoltaïques, tout en développant des industries domestiques dans les biotechnologies et les technologies vertes (dont l'hydrogène).

<sup>26</sup> Les rapports mentionnent ainsi le soutien au développement de projets miniers sur le territoire chinois, le renforcement de la production et du stockage de fournitures médicales clés (réaction post-épidémie de covid-19), ou encore le prolongement de l'exemption de taxes à l'achat de VEN. En outre, le MoF a proposé une augmentation nette de 2% des dépenses scientifiques et technologiques au niveau du budget national, qui devraient atteindre 328 Mds CNY. De plus, 13,3 Mds CNY (+4,4 Mds CNY) de fonds spéciaux seront mobilisés pour rebâtir les « fondations industrielles » et soutenir la montée en gamme du secteur manufacturier, notamment pour les semi-conducteurs.

<sup>27</sup> Côté énergie et climat : une baisse de 0,1 % de l'intensité énergétique et de 0,8 % de l'intensité carbone, 1 200 GW de capacités installées d'énergies renouvelables, les énergies propres représentent 25 % du mix énergétique.

Côté environnement : une couverture forestière qui se monte à 24 % du territoire, 50 % des zones humides protégées, des terres affectées par l'érosion des sols, la désertification et l'ensablement réduites de 106 000 km<sup>2</sup>, 38 000 km<sup>2</sup> et 33 000 km<sup>2</sup> respectivement, une qualité de l'air meilleure avec une baisse de 27,5 % des particules PM2.5 et une baisse de 50 % des jours fortement pollués, une qualité de l'eau meilleure avec une proportion de 87,9 des eaux de surface de bonne qualité.

<sup>28</sup> Hormis cela, le rapport du gouvernement se borne à une évocation vague de la nécessité de « réduire les polluants », de « contrôler la consommation des énergies fossiles », et d'« améliorer la qualité de l'environnement ».

traitement des entreprises étrangères, améliorer les services aux entreprises étrangères en Chine, accession aux accords de libre-échange et de standards (CPTPP).

### 3. LA REFORME DE L'ÉTAT : CENTRALISATION DU CONTROLE DE CERTAINS SECTEURS STRATEGIQUES

**Un projet de réforme institutionnelle a été présenté, il prévoit notamment<sup>29</sup> :**

- La réorganisation de la gouvernance des sciences et technologies<sup>30</sup> : le MOST<sup>31</sup> serait désormais placé sous la supervision d'une nouvelle commission centrale du Parti<sup>32</sup>. La réforme s'accompagne également de la création d'un Bureau national sur les données<sup>33</sup> chargé de coordonner les différentes politiques en la matière<sup>34</sup>.
- En matière de supervision financière, une nouvelle entité de régulation nationale<sup>35</sup> absorbera l'actuel régulateur bancaire et assurantiel (CBIRC) en récupérant certaines fonctions de supervision de la banque centrale (PBoC) et les missions de protection des investisseurs du régulateur des marchés (CSRC)<sup>36</sup>. De plus, la CSRC est placée directement sous l'autorité du Conseil des affaires de l'État<sup>37</sup>, et les branches locales de la PBoC sont réformées<sup>38</sup>.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

---

<sup>29</sup> En plus des points principaux développés dans la note, le projet de réforme institutionnelle concerne le développement de la stratégie nationale de réponse au vieillissement de la population, l'élévation au rang d'agence relevant directement du Conseil des Affaires de l'État de l'administration nationale des pétitions et de l'agence en charge de la propriété intellectuelle, ainsi que « l'optimisation des responsabilités » du ministère de l'agriculture et des affaires rurales.

<sup>30</sup> Son placement en première position parmi les réformes institutionnelles illustre le caractère prioritaire de celle-ci.

<sup>31</sup> *Ministry of Science and Technology*

<sup>32</sup> La Commission Centrale des Sciences et Technologies. Cela est conforme au discours de Xi Jinping appelant au « leadership unifié » du PCC sur les sciences et technologies. Si le MOST se voit renforcé dans sa mission de pilotage des politiques publiques en matière de recherche et d'innovation, en particulier pour les projets nationaux prioritaires tels que les laboratoires nationaux, le ministère perd d'autres compétences au profit d'autres ministères sectoriels (notamment les politiques liées au développement social, qui sont désormais sous la responsabilité de la NDRC, du MEE et de la NHC tandis que les sujets relatifs à la souveraineté et aux marchés technologiques sont attribués au MIIT).

<sup>33</sup> 国家数据局

<sup>34</sup> Et notamment d'arbitrer entre les injonctions, souvent contradictoires, entre (1) le renforcement du cadre de sécurité des données et (2) l'incitation à développer l'économie numérique en promouvant les échanges libres de données, désormais considérés comme un facteur de production à part entière. Tandis que la CAC conserverait ses compétences sur le premier aspect, la NDRC serait chargée du second.

<sup>35</sup> Qui devrait prendre le nom d'« Administration nationale de supervision et d'administration financière », 国家金融监督管理总局

<sup>36</sup> Et concentrera donc l'ensemble de la régulation financière à l'exception du contrôle des valeurs mobilières.

<sup>37</sup> Au même titre que le nouvel organe national de supervision mis en place par la réforme.

<sup>38</sup> Les branches de la PBoC au niveau des comtés, qui comptent environ 40 000 employés, soit un tiers de l'effectif de la Banque centrale, vont ainsi être supprimées et leurs fonctions transmises aux succursales préfectorales.

## ANNEXE 1 : Détail des points concernant le secteur financier du projet de réforme institutionnelle présenté durant les *lianghui*

Le « projet de réforme institutionnelle du Conseil des affaires de l'État » concernant 13 aspects a été soumis pour examen le 7 mars 2023 lors de la 2<sup>ème</sup> réunion plénière de la 1<sup>ère</sup> session du 14<sup>ème</sup> Congrès national. Les principaux aspects de la réforme concernant le secteur financier sont les suivants :

1. **Etablissement d'une « Administration nationale de supervision et d'administration financière »** (国家金融监督管理总局). Selon le projet, cet organe sera créé sur la base de la CBIRC (*China Banking and Insurance Regulatory Commission*) et relèvera directement du Conseil des affaires de l'État. Cette nouvelle administration sera chargée de la régulation de toutes les activités financières à l'exception de celles relatives aux valeurs mobilières.
2. **Approfondir la réforme sur le système de régulation financière régionale.** Le projet de réforme prévoit la mise en place dans les régions d'un système de supervision dominé par les branches des administrations centrales de contrôle financier. Les services de régulation financière établis par les gouvernements locaux n'auront que des responsabilités de supervision, et ne seront donc plus responsables du développement financier ou de la promotion des investissements.
3. **La CSRC (*China Securities Regulatory Commission*), actuellement institution publique (直属事业单位) devient une administration (直属机构) relevant directement du Conseil des affaires de l'État.** La fonction de régulation des émissions d'obligations d'entreprises est transférée de la NDRC (*National Development and Reform Commission*) à la CSRC, afin de renforcer la surveillance des marchés de capitaux.
4. **Promouvoir la réforme des branches et succursales de la PBoC (*People's Bank of China*).** Le projet prévoit de supprimer les neuf branches régionales (Shanghai, Tianjin, Shenyang, Nankin, Jinan, Wuhan, Canton, Chengdu, Xi'an) de la PBoC ainsi que leurs guichets, les guichets relevant directement du siège et les succursales des capitales provinciales. Il prévoit dans le même temps d'installer des branches de niveau provincial dans 31 provinces (ainsi que régions autonomes et municipalités directement sous le gouvernement central) et 5 villes à planification séparée (Shenzhen, Dalian, Ningbo, Qingdao et Xiamen). La branche de Pékin conservera son guichet. La branche et le siège de Shanghai travailleront ensemble. Les sous-succursales de comté (县) seront supprimées et les fonctions pertinentes seront transférées aux succursales centrales préfectorales (地), qui pourraient d'ailleurs envoyer en fonction des besoins des correspondants dans les zones frontalières et les zones avec des volumes de règlements ou de change de devises importants.
5. **Améliorer le système de gestion des actifs de l'État.** Les institutions d'exploitation commerciale d'actifs étatiques sont retirées aux services de contrôle financier du gouvernement central, et les actifs financiers concernés seront transférés aux institutions effectivement en charge de la gestion des actifs financiers de l'Etat.
6. **Renforcer une gestion unifiée et normalisée du personnel des services de contrôle financier.** Les membres du personnel de la PBoC, du Bureau national de la régulation financière, de la CSRC, de la SAFE (*State Administration of Foreign Exchange*) ainsi que de leurs branches et agences correspondantes seront tous inclus dans la gestion unifiée des fonctionnaires du pays, et traités de façon identique en termes de rémunération.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

# Croissance du PIB de 4,5 % au premier trimestre 2023

Au T1, le PIB chinois progresse de 4,5 % en g.a.<sup>1</sup>, en hausse après 2,9 % au T4 2022. La reprise est principalement portée par le rebond de la consommation, permis par l'abandon des restrictions sanitaires fin 2022. La stabilisation du marché immobilier à un point bas se poursuit. Le premier trimestre présentait la base la moins favorable pour le PIB chinois en 2023. Le rebond devrait donc mécaniquement s'amplifier ces prochains mois compte tenu de l'effet de base favorable du T2 2022, les autorités maintenant par ailleurs leurs mesures de soutien à l'économie. La cible de croissance (« autour de 5 % ») devrait donc être atteinte.

## 1. AU T1, LE REBOND DE LA CONSOMMATION PERMET AU PIB DE PROGRESSER DE 4,5 %

**La performance économique de la Chine au T1 témoigne du rebond induit par l'abandon des mesures de restrictions sanitaires fin 2022.** Le PIB chinois progresse de 4,5 % au T1<sup>2</sup>, surprenant à la hausse<sup>3</sup>. En glissement trimestriel, le PIB chinois augmente de 2,2 %<sup>4</sup>. Alors que le T1 constituait la base la plus élevée pour 2023, le taux de croissance enregistré est principalement porté par le rebond de la consommation, qui contribue à hauteur des deux tiers (3 points) au chiffre trimestriel. Dans le détail :

- Les ventes au détail<sup>5</sup> rebondissent de 5,8 % sur le trimestre, portées en particulier par la performance du mois de mars<sup>6</sup>, renforcée par un effet de base<sup>7</sup>. Les secteurs de la restauration (+13,9 %) et de l'habillement (+9 %), notamment, profitent du retour des consommateurs. Pour le secteur automobile, la tendance s'inverse au cours du trimestre et les ventes repartent à la hausse en mars, sous l'effet du retour de certaines subventions à l'achat<sup>8</sup>. Sur l'ensemble du trimestre, l'automobile pèse néanmoins négativement sur l'ensemble des ventes au détail, qui augmentent de 6,8 % en excluant ce secteur.
- L'investissement progresse de 5,1 % au T1 (même rythme qu'en 2022). La dynamique continue d'être portée par la sphère publique, avec une divergence massive de tendance entre l'investissement public et privé (hausse de respectivement +10 % et +0,6 %<sup>9</sup>) qui se maintient, en dépit du contexte de réouverture du pays. L'investissement dans les infrastructures (+8,8 %<sup>10</sup> au T1) constitue toujours un levier mobilisé.

<sup>1</sup> Sauf mention contraire, tous les chiffres de cette note sont exprimés en glissement annuel.

<sup>2</sup> Après une croissance de 2,9 % au T4 2022, et contre une progression du PIB de 4,8 % au T1 2022.

<sup>3</sup> D'un demi-point de PIB, une hausse de 4 % était anticipée par le consensus Reuters.

<sup>4</sup> Contre +0,6 % au T4 2022, révisé à la hausse à l'occasion de la publication des chiffres du T1 2023.

<sup>5</sup> Qui ont enregistré une contraction de 0,2 % en 2022, malgré l'utilisation par le NBS des valeurs nominales.

<sup>6</sup> En mars, les ventes au détail augmentent de 10,6 %, contre une progression de 3,5 % sur les mois de janvier et février.

<sup>7</sup> Entre février et mars, les ventes au détail ne progressent ainsi que de 0,15 %, contre 0,31 % et 0,67 % en g.m. en janvier et février. Pour rappel, en mars 2022 les ventes au détail s'étaient contractées de 3,5 %, sous l'effet de la dégradation de la situation sanitaire.

<sup>8</sup> Dont l'expiration à la fin 2022 avait été suivie d'une chute des ventes sur les deux premiers mois de l'année.

<sup>9</sup> La divergence s'accroît même très légèrement, puisque sur l'ensemble de l'année 2022, l'investissement public avait progressé de 10,1 %, contre 0,9 % pour l'investissement public.

<sup>10</sup> Contre une progression de 9,4 % sur l'ensemble de l'année 2022.

- La production industrielle<sup>11</sup> progresse de 3 % au premier trimestre, moins qu'en 2022 (+3,6 %). La croissance de la production ralentit dans le secteur minier et celui de la production énergétique et se maintient pour le secteur manufacturier, avec cependant une baisse marquée pour l'industrie de haute technologie<sup>12</sup>. L'industrie automobile croît en valeur ajoutée<sup>13</sup>, mais la production en nombre d'unités chute hors véhicules à énergie nouvelle<sup>14</sup>.

**La hausse inattendue des exportations<sup>15</sup> au mois de mars permet d'enregistrer une performance tout juste positive au T1<sup>16</sup>, malgré le ralentissement de la demande mondiale**, qui avait déjà largement pesé sur le commerce extérieur chinois<sup>17</sup>. La performance de mars serait toutefois partiellement attribuable à un rattrapage de commandes perturbées par la situation sanitaire les mois précédents, plus qu'à une réelle inflexion de tendance.

**Le secteur immobilier continue de montrer des signes de stabilisation, aidé par les mesures de soutien.** La croissance des ventes immobilières résidentielles en surface et chiffres d'affaires sur le premier trimestre redevient positive pour la première fois depuis 2021 : elles progressent ainsi de respectivement 1,8 % et 7,1 %<sup>18</sup>. L'amélioration des chiffres procède en partie d'un effet de base, les ventes demeurant en contraction par rapport à 2021<sup>19</sup>. Si la crise de liquidité des promoteurs se poursuit<sup>20</sup>, tout comme la contraction des investissements<sup>21</sup> dans le secteur, la stabilisation des ventes et la hausse modeste des prix enregistrée depuis le début de l'année sont des signaux importants pour amorcer un éventuel retour de la confiance des acheteurs dans le marché.

## 2. LE REBOND DEVRAIT S'AMPLIFIER SUR LE RESTE DE L'ANNEE, AVEC UNE ORIENTATION DE POLITIQUE ECONOMIQUE MAINTENUE

**Au-delà de la normalisation de la situation sanitaire, le maintien des mesures de soutien favorise la performance du T1.** La croissance enregistrée devrait d'ailleurs conforter les autorités dans leurs orientations. Au niveau budgétaire, les autorités maintiennent une politique expansionniste (notamment à travers des dispositifs d'allègements et reports de charges pour les entreprises, et un niveau d'investissement élevé), et

<sup>11</sup> Mesurée en valeur ajoutée par le NBS.

<sup>12</sup> Dont la production en valeur ajoutée croît de 0,9 % au T1 2023, contre 7,4 % en 2022.

<sup>13</sup> +4,4 % au T1.

<sup>14</sup> Le nombre de véhicules produits au premier trimestre baisse de 5,1 %, mais le nombre de véhicules à énergie nouvelle produits est en hausse de 22,5 %. A noter que sur le mois de mars seul, tous les types de véhicules sont en hausse.

<sup>15</sup> Qui ont progressé de 14,8 %, alors que le consensus anticipait une baisse de 7 %, dans le prolongement des données des mois précédents. Sur les mois de janvier et février, les exportations chinoises avaient baissé de 6,8 %.

<sup>16</sup> A une progression de 0,5 % pour les exportations sur le trimestre, contre +15,8 % au T1 2022.

<sup>17</sup> Pour rappel, dès le 4<sup>ème</sup> trimestre 2022, les exportations nettes avaient contribué négativement à la croissance du PIB chinois, à hauteur de -1,2 points de pourcentage (pour une croissance trimestrielle de 2,9 %).

<sup>18</sup> Contre des baisses de respectivement 24,3 % et 28,3 % sur l'année 2022. Pour l'ensemble des ventes immobilières au T1, les ventes chutent de 1,8 % en surface, mais progressent de 4,1 % en chiffre d'affaires.

<sup>19</sup> Au T1 2022, le secteur immobilier enregistrait déjà des contractions importantes des ventes immobilières (en surface comme en chiffres d'affaires, à respectivement -13,8 % et -22,7 %). En chiffre d'affaires, les contractions des ventes immobilières et d'immobilier résidentiel sont de respectivement -20,4 % et -21 % par rapport à 2021.

<sup>20</sup> Les fonds à leur disposition sur le premier trimestre sont en contraction de 9 %, contre -25,9 % en 2022.

<sup>21</sup> A -5,8 % sur les trois premiers mois de l'année (contre -10 % en 2022) et -4,1% pour l'immobilier résidentiel.

n'envisageait pas d'impulsion supplémentaire par rapport au niveau élevé de 2022<sup>22</sup>. Au niveau monétaire, la PBoC maintient sa politique accommodante<sup>23</sup> mais une baisse des taux apparaît moins probable<sup>24</sup>. Les autorités devraient se limiter à des mesures plus modestes<sup>25</sup> et continuer de recourir aux dispositifs « structurels »<sup>26</sup>.

**Au deuxième trimestre, la dynamique de reprise devrait se renforcer.** L'effet de base du deuxième trimestre de l'année dernière<sup>27</sup> favorisera le taux de croissance du T2. Au-delà du rebond de la consommation, la relative stabilisation du secteur immobilier<sup>28</sup> et le maintien d'un niveau d'investissement public relativement élevé soutiendront également l'activité. L'activité dans les services pour le mois d'avril est orientée à la hausse, comme l'indiquent les indices PMI de mars<sup>29</sup>.

**Plusieurs facteurs pourraient toutefois peser sur la nature et l'ampleur de la reprise.** Le rebond de consommation restera en partie contraint par la progression des revenus, modeste en 2022<sup>30</sup> et la situation sur le marché de l'emploi. Si le taux de chômage officiel demeure invariablement stable<sup>31</sup>, le taux de chômage des jeunes augmente sur le trimestre de près de 3 points, et s'établit à 19,6 %, presque à son record. Les ménages demeurent dans l'ensemble assez prudents : au T1, la croissance de leurs dépôts atteint 26 %<sup>32</sup>. Signe du dynamisme toujours modéré de la demande, l'inflation s'établit sur le trimestre à 1,3 %, et 0,8 % pour l'inflation sous-jacente, un niveau qui demeure faible<sup>33</sup>. Par ailleurs, la situation d'endettement des autorités locales<sup>34</sup> pourrait inciter certains gouvernements à lever prématurément certains des dispositifs de soutien. De plus, même si les autorités disposent de leviers importants au niveau national, la stabilité financière continue d'être un enjeu essentiel. La solvabilité des banques rurales et l'endettement généralisé dans le pays font planer le risque d'éventuels défauts, dont les répercussions incertaines pourraient peser sur l'activité.

<sup>22</sup> En prenant le cumul des déficits des trois premiers comptes publics (en retenant uniquement les recettes effectives et les dépenses, hors transferts divers) tels que projetés dans le rapport du ministère des finances (MOF), le déficit courant devrait s'élever à environ 7,4 % du PIB du PIB, contre 7,3 % l'an dernier.

<sup>23</sup> Au premier trimestre, les nouveaux prêts bancaires atteignent ainsi un record, à +10 600 Mds RMB, contre 8 340 au T1 2022 (soit une croissance de 27 % en g.a.), signe du soutien actif que les autorités cherchent à apporter pour appuyer la reprise économique.

<sup>24</sup> Lors de sa réunion du 1<sup>er</sup> trimestre, le comité de politique monétaire de la PBoC n'a ainsi plus mentionné les « trois pressions » : « la contraction de la demande, les chocs sur l'offre et l'affaiblissement des attentes », signalant une perspective plus favorable de la situation économique.

<sup>25</sup> Comme la baisse du ratio de réserves obligatoires décidée en mars.

<sup>26</sup> Tels que les facilités de *relending*, qui consistent pour la PBoC à fournir à des institutions financières des financements avec des taux préférentiels en regard de financement ciblés octroyés par ces dernières.

<sup>27</sup> Avec une croissance quasi-nulle, à +0,4 %.

<sup>28</sup> Même si la stabilisation observée en ce début d'année n'a qu'un potentiel limité pour redonner au secteur son rôle économique moteur, tant les surcapacités étaient élevées. Le FMI estime ainsi qu'à la fin 2021, la surface résidentielle en construction en Chine atteignait 6,9 milliards de mètres carrés, soit 10 fois la surface moyenne dont la construction est effectivement achevée chaque année dans le pays.

<sup>29</sup> Pour le secteur des services, l'indice des directeurs d'achats (PMI) Caixin a progressé en mars, à 57,8 (contre 55 en février). L'indice PMI officiel du secteur des services atteint 56,9 (après 55,6). Les indices non-manufacturier ont en revanche marqué le pas, en diminuant tout en restant en zone d'expansion, à respectivement 51,9 et 50 pour les indices officiels et Caixin.

<sup>30</sup> +2,9 % en termes réels. Sur le T1 2023, la croissance a cependant augmenté, à +3,8 %, mais demeure faible par rapport au rythme habituel pré-pandémie (croissance supérieure à 6 %).

<sup>31</sup> Au T1, il diminue de 0,1 point pour s'établir à 5,5 % par rapport au trimestre précédent, et à 5,3 % en mars. Le taux de chômage urbain ne reflète pas parfaitement le marché du travail, n'intégrant qu'imparfaitement les données relatives aux travailleurs migrants, qui jouent le rôle de variable d'ajustement du marché du travail. Certaines estimations portent à 50% la part de la population active exclue des statistiques.

<sup>32</sup> Et s'établissent à +9 900 Mds RMB (1 400 Mds EUR). A noter que depuis l'année dernière, une partie de la hausse des dépôts procède d'une sortie de certains épargnants de produits de gestion de patrimoine, suit à de fortes fluctuations de leurs cours.

<sup>33</sup> Et inférieure à la cible fixée par les autorités, de 3 % pour l'inflation générale.

<sup>34</sup> Sur les trois premiers mois de l'année, la Chine enregistre un déficit public au niveau de ses deux premiers comptes publics de 1 582 Mds RMB (226 Mds EUR), soit plus qu'au T1 2022 (1 250 Mds RMB).

Après un début modeste en janvier et février, le rebond chinois s'est accéléré en mars. Au deuxième trimestre, il devrait encore s'amplifier, notamment grâce à un effet de base favorable. La reprise de la consommation était attendue post-normalisation de la situation sanitaire, mais la dynamique reste à confirmer dans la durée. Au-delà du rebond mécanique, qui devrait suffire à atteindre la cible de croissance pour 2023, les incertitudes (illustrées par l'atonie de l'investissement privé) et risques de moyen terme demeurent toutefois bien présents. Si le discours est résolument porté sur l'attractivité et la croissance, la mise en œuvre de réformes structurelles, à même de bénéficier à l'économie chinoise une fois le rebond épuisé, ne semble pour l'instant pas avoir la faveur des autorités.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

# Accroissement du déficit commercial de la France

En 2022, nos exportations ont baissé (-1,3 % à 24,1 Md€; +38,6 % en 2021) du fait de la stagnation des ventes aéronautiques et à la mauvaise performance du secteur agroalimentaire. Les importations ont quant à elles fortement progressé (+20,7 % à 77,7 Md€; +14,0 % en 2021) dans l'ensemble des secteurs à cause de la reprise de la consommation des ménages en France. Notre déficit commercial vis-à-vis de la Chine a par conséquent subi une dégradation sans précédent : -53,6 Md€, contre 39,6 Md€ en 2021 et 32,3 Md€ en 2019. Notre exposition commerciale à la Chine a baissé (7,5 % des échanges totaux, contre 8,2 % en 2021, à cause de la hausse des dépenses énergétiques), mais reste supérieure à son niveau de 2019 (6,9 %).

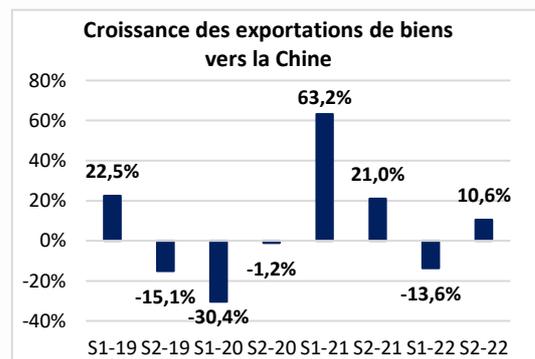
## 1. LES EXPORTATIONS FRANÇAISES ONT LÉGEREMENT BAISSÉ

**Les exportations françaises vers la Chine ont baissé en 2022 : -1,3 % à 24,1 Md€.** Ce résultat s'explique par :

**(i) Un effet de base:** nos exportations avaient augmenté de 37,3 % en 2021.

**(ii) La réduction des exportations du secteur agricole et agroalimentaire,** (-13,2 % à 3,7 Md€<sup>35</sup>; -15,1 % en g.a. au S1<sup>36</sup>) qui a été pénalisé par la baisse de la consommation en Chine (-0,2 % en valeur pour la consommation réelle en 2022) dans le contexte des blocages enregistrés dans les ports, et des confinements - partiels ou généraux – tout au long de l'année. Les exportations de céréales (-38,3 % à 731 M€) ont chuté à cause des mauvaises récoltes en France, et les ventes de viande (-29,1 à 358 M€) ont baissé du fait de l'effondrement des cours du porc<sup>37</sup>. Les exportations de vins (-4,8 % à 532 M€) se sont plutôt bien maintenues, malgré la baisse de la consommation domestique ; la France conserve sa place de premier fournisseur dans ce secteur pour la deuxième année consécutive, suite à l'éviction des vins d'Australie du fait des sanctions (droits de douane rédhitoires) prises par la Chine à l'encontre de cet exportateur<sup>38</sup>, qui pourraient d'ailleurs être levées du fait de la détente entre les deux pays.

**(iii) La lenteur de la reprise des ventes aéronautiques,** (+2,4 % à 4,6 Md€) de loin le premier poste de nos exportations en Chine (plus d'un tiers de nos exportations pré-covid avec 7,4 Md€ d'exportation en 2019 ; 19 % en 2022). L'an dernier, Airbus a livré 112 appareils à des clients chinois (contre 142 en 2021), dont 92 appareils de la famille A320 (issus des usines de Tianjin, Hambourg et Toulouse) et 16 A350. La commande de plus de 37



<sup>35</sup> Les chiffres des douanes françaises ne tiennent pas des flux de Cognac exportés via Singapour (environ la moitié du total des exportations de Cognac).

<sup>36</sup> Du fait notamment des confinements dans 45 villes représentant 40 % du PIB au printemps.

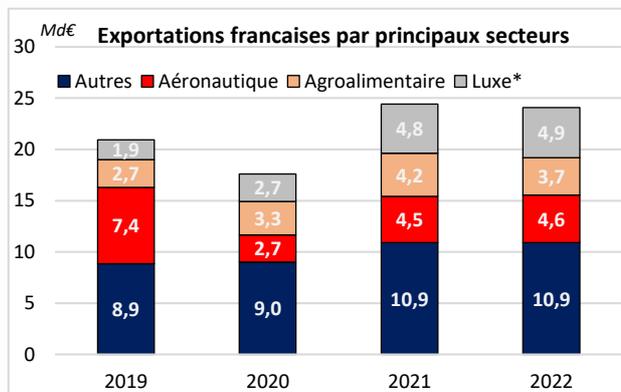
<sup>37</sup> La Chine a connu une surproduction de viande de porc, suite à la reconstitution de son cheptel après l'épisode de peste porcine africaine et des investissements massifs dans ce secteur. Le prix du porc importé par la Chine depuis la France est passé de 3,0\$/kg en 2021 à 2,4\$/kg en 2022 (chiffres des douanes chinoises).

<sup>38</sup> Selon les douanes chinoises, les importations de vin en provenance d'Australie sont passées de 624 M\$ en 2020 à 47 M\$ en 2021, et 6 M\$ en 2022.

Md\$ d'appareils Airbus annoncée le 1<sup>er</sup> juillet 2022 par trois compagnies chinoises portant sur des livraisons devant avoir lieu entre 2023 et 2027 devrait avoir une incidence positive sur les chiffres des exportations aéronautiques en 2023, même si certaines livraisons d'appareils long-courrier sont encore conditionnées à la signature d'un « general terms agreement » lors de la prochaine visite présidentielle (la signature d'un GTA portant sur 140 appareils lors de la visite du chancelier Scholz permettant d'assurer les livraisons des appareils monocouloirs jusqu'en 2024). Malgré la levée des contraintes sanitaires (ayant limité les déplacements en Europe des clients chinois pour finaliser les livraisons) en fin d'année, les contraintes réglementaires persistent (certification de l'A220 par l'autorité chinoise toujours en attente après 2 ans). En 2023, Airbus cible environ 100 avions à livrer à ses clients chinois, avec idéalement 18 A350.

**Les exportations de luxe<sup>39</sup> ont résisté en 2022** (+2,0 % à 6,3 Md€), et ont plus que doublé par rapport à 2019.

**La part de marché de la France en Chine<sup>40</sup> est en baisse** (1,3 %, contre 1,5 % en 2021 et 1,6 % en 2019) ; loin derrière celle de l'Allemagne (4,1 %, en baisse également). Nos entreprises sont bien positionnées dans les secteurs du vin et des spiritueux (1<sup>er</sup> fournisseur), de l'aéronautique (2<sup>e</sup> derrière les États-Unis), des cosmétiques (2<sup>e</sup> derrière le Japon) et des produits pharmaceutiques (4<sup>e</sup> derrière l'Allemagne, l'Irlande, et les États-Unis). Pour l'agroalimentaire, la France est le 11<sup>e</sup> fournisseur de la Chine (8<sup>e</sup> en 2021).

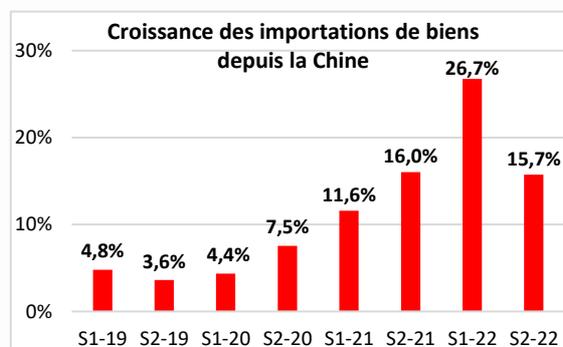


## 2. LES IMPORTATIONS FRANÇAISES ONT AUGMENTÉ DANS L'ENSEMBLE DES SECTEURS

**Les importations françaises de biens chinois ont bondi en 2022 : +20,7 % à 77,7 Md€** (+12,8 % en 2021). Cette hausse s'explique en premier lieu par la reprise de la consommation des ménages en France se traduisant par des achats de matériel électrique (+25,0 à 10,1 Md€) et de produits informatiques et électroniques (+16,3 % à 21,7 Md€), dont les téléphones (+15,2 % à 7,4 Md€), les cartes électroniques (+68,6 % à 2,1 Md€), et les ordinateurs (+10,4 % à 8,0 Md€).

La hausse de nos importations de textile et d'habillement (+20,0 % à 11,6 Md€) a été importante, ainsi que celle pour le secteur automobile (+46,4 % à 2,0 Md€). Les importations dans les autres principaux postes ont également enregistré une croissance élevée, en lien avec la reprise de l'industrie (+70,3 % 3,1 Md€ pour les produits chimiques). Dans tous ces secteurs, les achats en provenance de Chine sont bien plus

Principales contributions positives et négatives à l'évolution des importations en g.a. (+20,7%)	
Matériel électrique et électroménager	3,1%
Textile et habillement	3,0%
Ordinateurs et téléphones	2,7%
Navires et bateaux	-1,2%



<sup>39</sup> Boissons, parfums, cosmétiques, cuir, bagagerie, bijouterie, joaillerie et objets d'art.

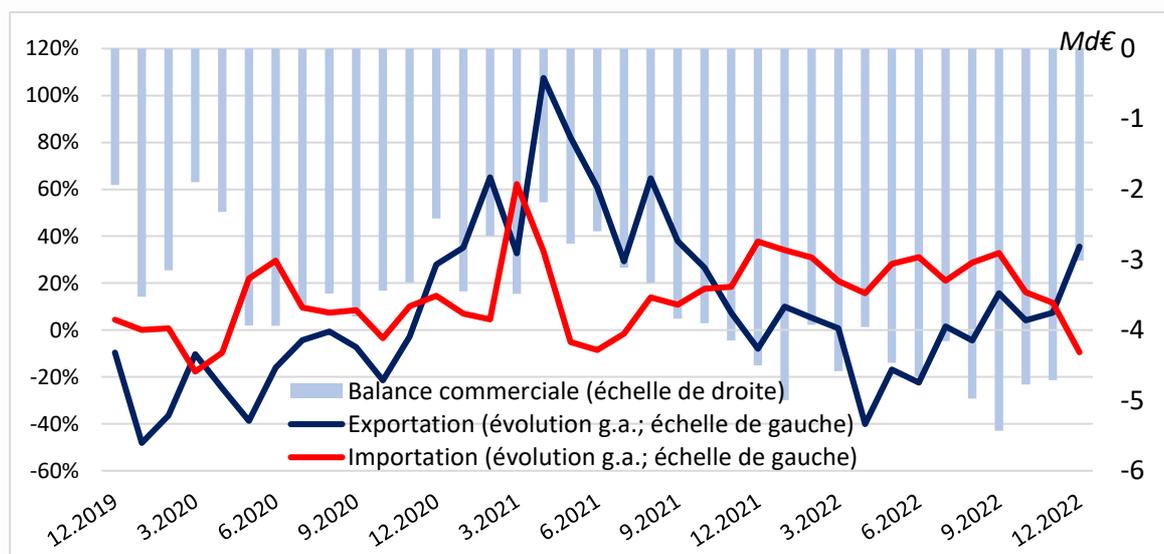
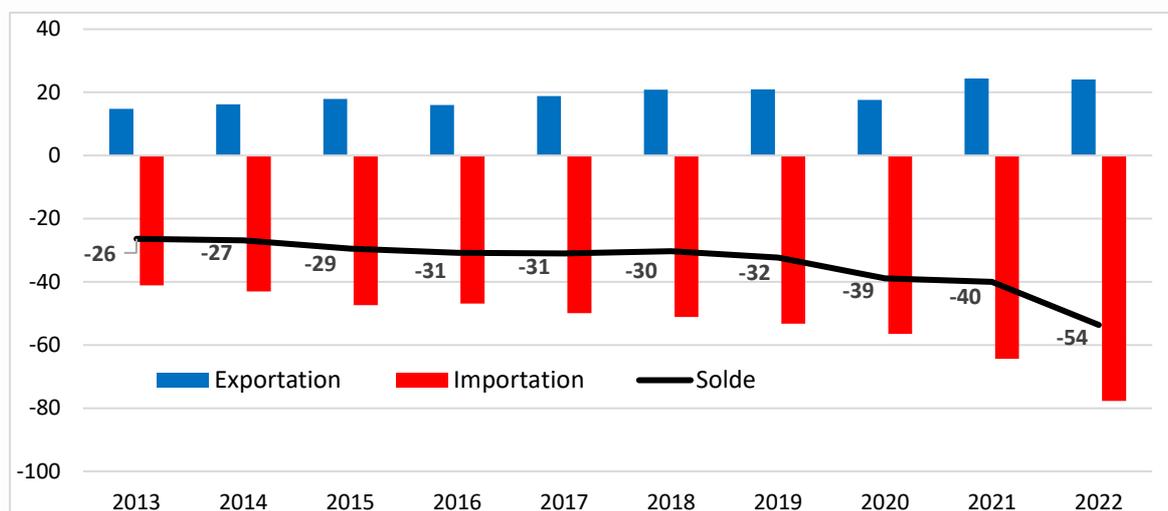
\* Les dans le graphique « Exportations françaises par principaux secteurs » les boissons sont comptabilisées dans les exportations du secteur agroalimentaire et non dans le luxe.

<sup>40</sup> Données douanes chinoises



élevés qu'avant la crise sanitaire. Les importations de navires (-91,9 % à 70 M€) ont en revanche baissé à cause d'un fort effet de base (+53,8 % l'an dernier).

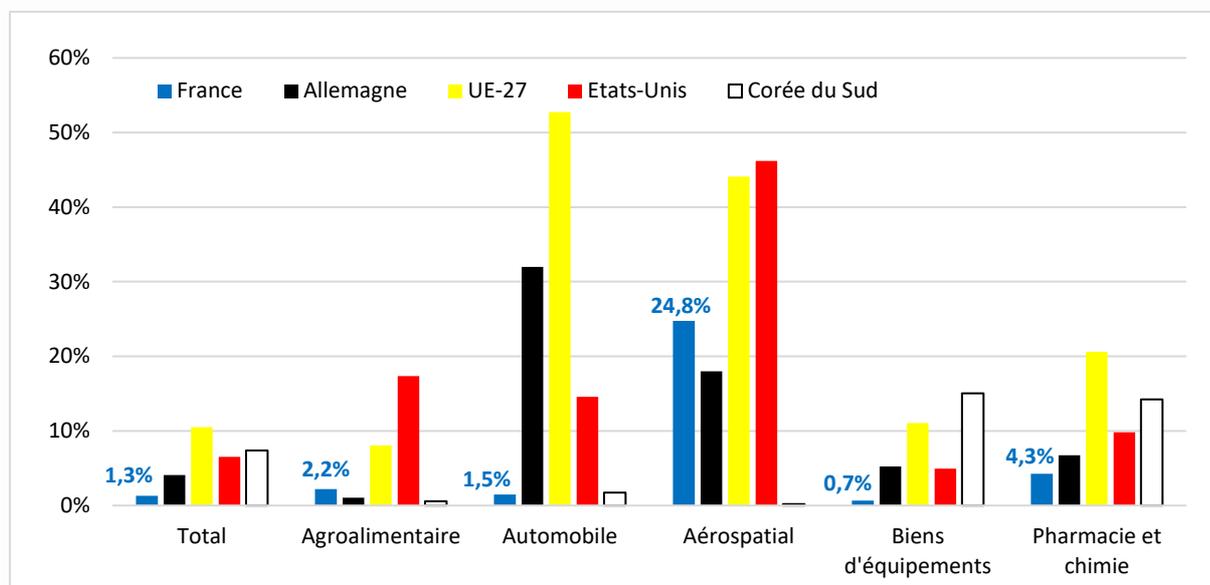
### Annexe 1 : Echanges de biens entre la France et la Chine entre 2013 et 2022 (Md€)



#### **Écarts de statistiques douanières : selon les douanes chinoises, la Chine est excédentaire de seulement 10,0 Md\$ vis-à-vis de la France en 2022**

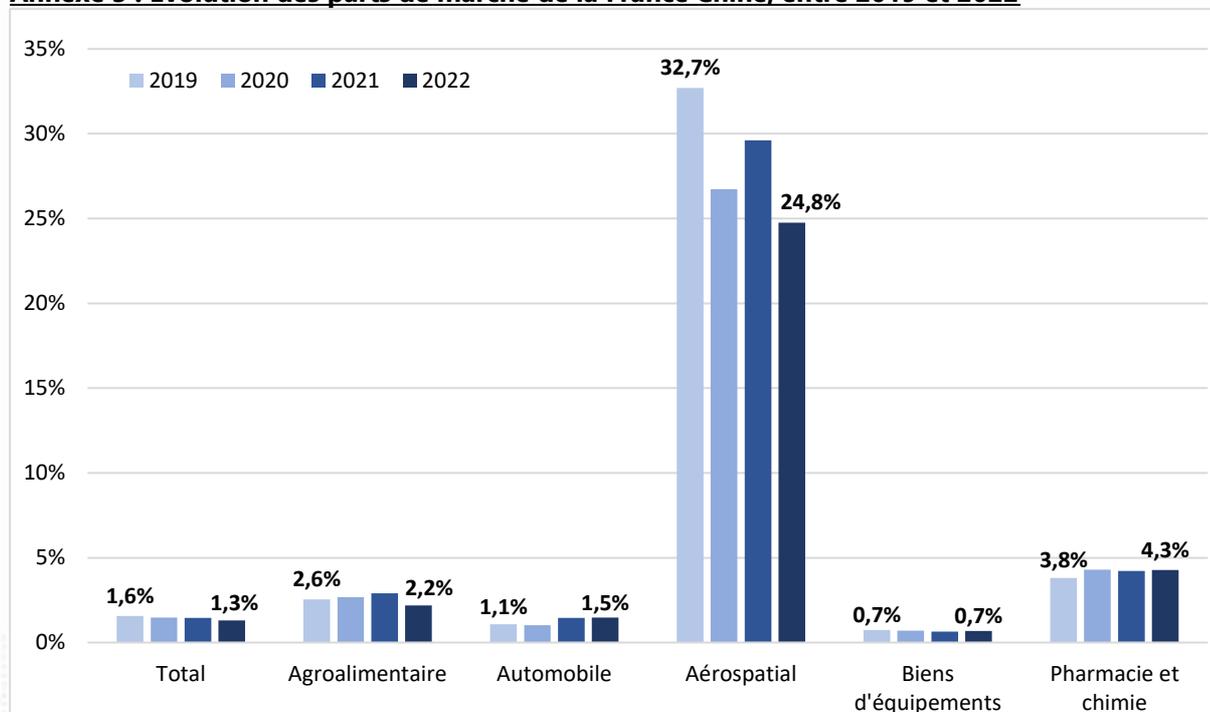
Les statistiques douanières françaises et chinoises diffèrent de manière significative, pouvant engendrer une bataille de chiffres et ont déjà fait l'objet d'un dialogue entre les administrations des deux pays de 2010 à 2012. Cet écart est dû principalement à une différence de mesure du commerce de transit, les exportateurs chinois déclarant fréquemment leurs marchandises à destination de l'UE comme étant vendues au pays de transit (Hong Kong, Pays-Bas, Belgique). Cette pratique conduit – vue de Chine – à minorer les exportations chinoises à destination de la France.

### Annexe 2 : Parts de marché de la France et de ses principaux concurrents en Chine, en 2022



Source : douanes chinoises

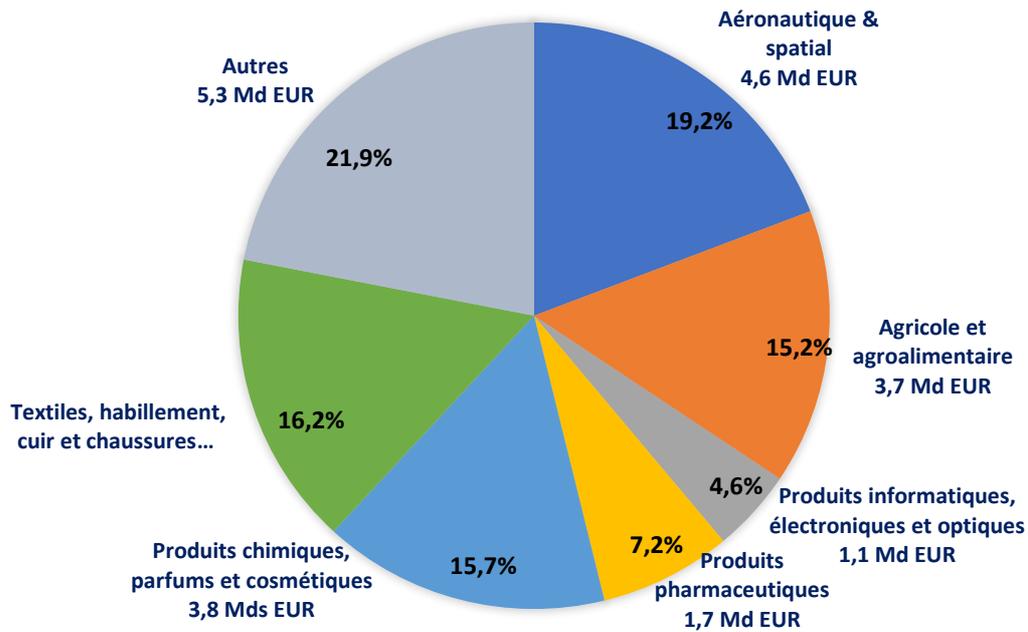
### Annexe 3 : Evolution des parts de marché de la France Chine, entre 2019 et 2022



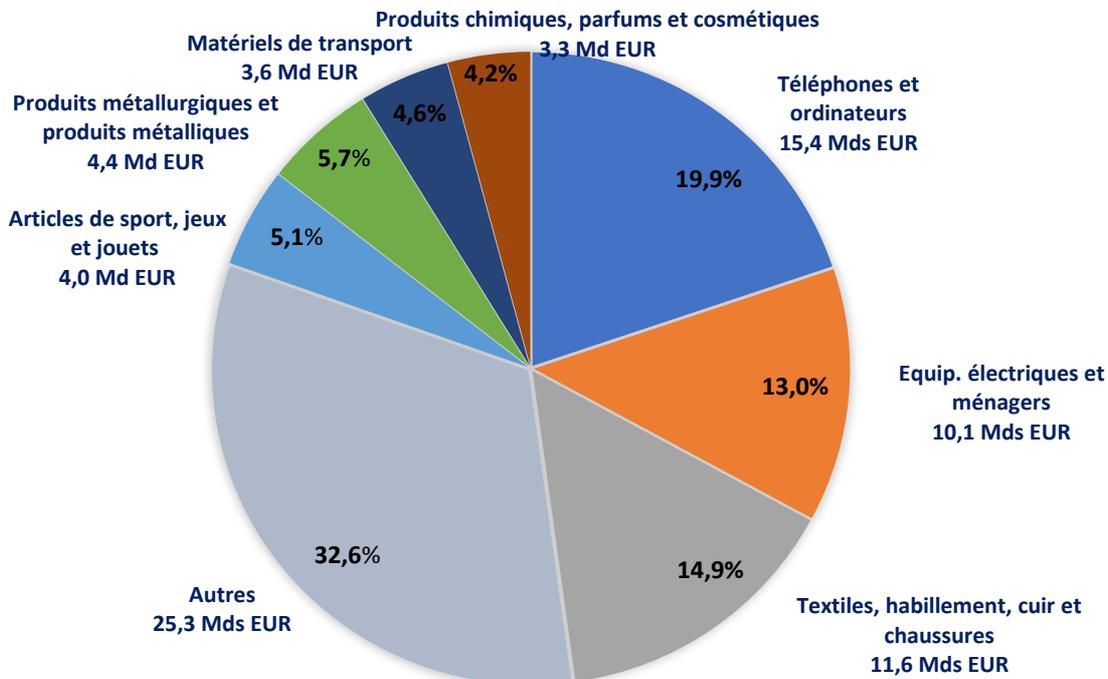
Source : douanes chinoises

**Annexe 4 : Evolution des parts de marché de la France Chine, entre 2019 et 2022**

**Exportations françaises vers la Chine**



**Importations françaises en provenance de Chine**



Données brutes estimées		2021		2022			Contribution à la croissance annuelle des échanges (pt de pourcentage)
		Md€	Poids	Md€	Poids	Croissance 2021/22	
<b>TOTAL biens</b>	Export	24,4	100,0%	24,1	100,0%	-1,3%	-1,3%
	Import	64,4	100,0%	77,7	100,0%	20,7%	20,7%
	Solde	-40,0		-53,6		34,2%	
<b>Energie</b>	Export	0,3	1,2%	0,2	0,8%	-28,1%	-0,3%
	Import	0,2	0,3%	0,5	0,7%	137,8%	0,5%
	Solde	0,1		-0,3			
<b>Agroalimentaire</b>	Export	4,2	17,3%	3,7	15,2%	-13,2%	-2,3%
	Import	0,6	1,0%	0,9	1,1%	33,7%	0,3%
	Solde	3,6		2,8			
Agricole	Export	1,4	5,5%	0,9	3,8%	-31,7%	-1,8%
	Import	0,1	0,2%	0,2	0,2%	24,2%	0,0%
	Solde	1,2		0,8			
Boissons	Export	1,4	5,8%	1,4	5,9%	0,7%	0,0%
	Import	0,0	0,0%	0,0	0,0%	12,5%	0,0%
	Solde	1,4		1,4			
Produits IAA hors boissons	Export	1,1	4,6%	0,9	3,8%	-18,6%	-0,9%
	Import	0,4	0,6%	0,5	0,7%	38,8%	0,2%
	Solde	0,8		0,4			
<b>Biens d'équipements</b>	Export	3,9	16,1%	3,5	14,6%	-10,3%	-1,7%
	Import	32,2	50,0%	38,5	49,6%	19,8%	9,9%
	Solde	-28,2		-35,0			
Produits informatiques, électroniques et optiques	Export	1,2	4,9%	1,1	4,6%	-7,4%	-0,4%
	Import	18,7	29,0%	21,7	27,9%	16,3%	4,7%
	Solde	-17,5		-20,6			
<b>Matériels de transport</b>	Export	4,9	19,9%	4,9	20,5%	1,7%	0,3%
	Import	3,4	5,3%	3,6	4,6%	6,0%	0,3%
	Solde	1,5		1,4			
Aéronautique & spatial	Export	4,5	18,5%	4,6	19,2%	2,4%	0,4%
	Import	0,4	0,7%	0,6	0,8%	48,5%	0,3%
	Solde	4,1		4,0			
Automobile	Export	0,3	1,3%	0,3	1,2%	-9,4%	-0,1%
	Import	1,4	2,2%	2,0	2,6%	46,4%	1,0%
	Solde	-1,1		-1,8			
Navires et bateaux	Export	0,0	0,1%	0,0	0,0%	-31,8%	0,0%
	Import	0,9	1,3%	0,1	0,1%	-91,9%	-1,2%
	Solde	-0,9		-0,1			
<b>Autres produits industriels</b>	Export	11,1	45,3%	11,7	48,5%	5,7%	2,6%
	Import	27,8	43,2%	34,0	43,7%	22,3%	9,6%
	Solde	-16,7		-22,3			
Textiles, habillement, cuir et chaussures	Export	3,8	15,6%	3,9	16,2%	2,4%	0,1%
	Import	9,7	15,0%	11,6	14,9%	20,0%	3,0%
	Solde	-5,8		-7,7			
Bois, papier et carton	Export	0,2	0,9%	0,2	0,9%	-3,5%	0,0%
	Import	0,8	1,2%	1,1	1,4%	36,8%	0,5%
	Solde	-0,6		-0,9			
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	Export	3,5	14,5%	3,8	15,7%	6,4%	0,4%
	Import	1,9	3,0%	3,3	4,2%	67,7%	2,0%
	Solde	1,6		0,5			
Produits pharmaceutiques	Export	1,7	6,8%	1,7	7,2%	5,0%	0,1%
	Import	1,1	1,7%	1,4	1,9%	29,0%	0,5%
	Solde	0,5		0,3			
Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	Export	0,5	1,9%	0,5	2,0%	4,6%	0,0%
	Import	3,4	5,3%	3,9	5,0%	14,6%	0,8%
	Solde	-3,0		-3,4			
Produits métallurgiques et produits métalliques	Export	0,6	2,5%	0,7	2,9%	14,9%	0,1%
	Import	3,4	5,4%	4,4	5,7%	27,9%	1,5%
	Solde	-2,8		-3,7			
Produits manufacturés divers	Export	0,7	3,0%	0,9	3,5%	16,9%	0,2%
	Import	7,4	11,5%	8,2	10,6%	11,6%	1,3%
	Solde	-6,7		-7,4			
<b>Produits Divers</b>	Export	0,1	0,3%	0,1	0,3%	8,2%	0,0%
	Import	0,2	0,3%	0,2	0,3%	30,5%	0,1%
	Solde	-0,1		-0,2			

Retour au sommaire ([ici](#))

# Le commerce extérieur chinois affiche un excédent record du fait de la stagnation des importations

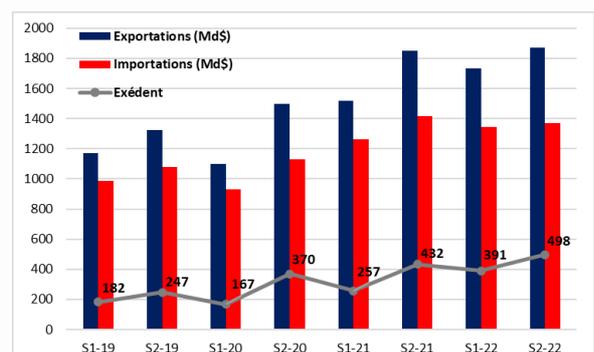
Alors que le commerce mondial des biens a connu une hausse importante en 2022 (+10 % en valeur selon UNCTAD<sup>41</sup>; +22 % en 2021), le commerce extérieur chinois a enregistré des résultats mitigés: +7,0 % pour les exportations; +1,4 % pour les importations (comprenant l'augmentation du prix des matières premières). Ce nonobstant, la Chine affiche un excédent commercial record (+29,0 % à 889,0 Md\$; +107,0 % par rapport à 2019).

**NB :** toutes les données sont issues des douanes chinoises (sauf mention contraire)

## 1. LES EXPORTATIONS DE BIENS ENREGISTRENT UN NOUVEAU RECORD EN 2022, MALGRE L'EFFONDREMENT DES VENTES DE BIENS D'EQUIPEMENTS

Les exportations chinoises ont été dynamiques au premier semestre (+14,1 % en g.a.; +24,0 % en g.a. en janvier), malgré un léger ralentissement en avril (+3,7 %) dans le contexte du ralentissement de la production, des blocages enregistrés dans les ports, et les confinements - partiels ou généraux - dans au moins 45 villes (représentant 40 % du PIB chinois). La croissance a ralenti au cours du deuxième semestre (+1,2 % en g.a.), enregistrant une baisse au cours des trois derniers mois de l'année (respectivement -0,6 % en g.a., -9,0 % en g.a., et -10,1 % en g.a.) du fait resserrement de la politique zéro-covid. Sur l'année, les exportations chinoises ont enregistré une croissance supérieure à celles de 2019 et 2020 (respectivement +0,3 % et +4,0 %), augmentant de 7,0 % à 3 605 Md\$, après l'année record 2021 (+29,7 %). Première contribution à la croissance des exportations en 2021, les biens d'équipements ont enregistré une baisse significative (-19,0 % à 1278,2 Md\$) du fait de la baisse des ventes de téléphones (-78,0 % à 56,8 Md\$) et de semi-conducteurs (-15,6 % à 194,8 Md\$) dans le contexte de la dégradation de la conjoncture économique dans les principaux marchés à l'exportation de la Chine et de la multiplication des restrictions technologiques mises en place par les Etats-Unis vis-à-vis des entités chinoises. Cette baisse a été compensée par les ventes dans le secteur de la métallurgie (+14,8 % à 318,4 Md\$), dont le fer et l'acier (+15,8 % à 77,7 Md\$), de voitures (+25,3 % à 150,4 Md\$), et des produits des industries extractives (+42,2 % à 72,1 Md\$).

Les exportations ont augmenté vers l'ASEAN (+18,1 % à 571,1 Md\$), l'UE (+8,3 % à 561,5 Md\$), la Corée du Sud (+9,0 % à 164,1 Md\$), et l'Inde (+21,7 % à 118,8 Md\$). Elles ont été plus modérées vers les Etats-Unis (+0,9 % à 581,6 Md\$) et le Japon (+4,3 % à 173,1 Md\$). La Chine a enregistré les exportations les plus importantes de son histoire avec l'ensemble des pays précités.



### Principales contributions à l'évolution des exportations (+7,0 %)

Produits métallurgiques	+1,2%
Automobile	+0,9%
Energie et industries extractives	+0,6%
Pharma, chimie, cosmétiques	+0,5%
Biens d'équipements	-8,9%
dont : téléphones	-6,0%

<sup>41</sup> Chiffres préliminaires.

## 2. LES IMPORTATIONS CHINOISES ONT STAGNE DU FAIT DE L'AUGMENTATION DU PRIX DES MATIERES PREMIERES, MAIS ONT DIMINUE EN VOLUME

### Si les importations de biens de la Chine ont été stables sur l'ensemble

de l'année (+1,4 %), elles ont enregistré une baisse sur les cinq derniers mois de 2022 (-10,9 % en g.a. en novembre ; -7,3 % en g.a. en décembre). Cette faible performance, malgré la hausse des prix des matières premières (le prix du pétrole brut importé par la Chine est passé de 494 \$/tonne en 2021 à 709 \$/tonne en 2022), s'explique par (i) un effet de base (les importations avaient augmenté de 30,0 % en 2021) ; et (ii) le vacillement de la production industrielle (+3,6 % ; +9,6 % en 2021) et de la consommation (-0,2 %, pour la consommation réelle en 2022 ; +12,5 % en 2021) du fait des confinements et incertitudes liées à la politique zéro-covid.

Principales contributions à l'évolution des importations (+1,4 %)	
<b>Energie et industries extractives</b>	<b>+3,9%</b>
dont : pétrole	+4,0%
<b>Produits métallurgiques</b>	<b>+1,1%</b>
<b>Agroalimentaire</b>	<b>+0,4%</b>
<b>Biens d'équipements</b>	<b>-5,8%</b>
dont : téléphones	-1,7%
dont : Semi-conducteurs	-1,1%

Les importations ont augmenté en provenance de l'ASEAN (+3,5 % à 408,2 Md\$), de Russie (+43,2 % à 112,2 Md\$), et d'Arabie saoudite (+37,2 % à 77,8 Md\$). Ceci s'explique en premier lieu par l'augmentation, en valeur, des importations d'énergie et d'industries extractives (+15,4 % à 778,9 Md\$ ; +42 % à 360,6 Md\$ pour le pétrole) ainsi que de produits métallurgiques (+14,6 % à 232,4 Md\$ ; +63 % à 75,7 Md\$ pour l'or). **Hors énergie, les importations chinoises ont baissé de -3,4 %**, principalement du fait de la baisse des achats de téléphones (-81,7 % à 10,2 Mds\$) et de semi-conducteurs (-6,3 % à 453,5 Mds\$). Les importations de biens aéronautiques (-20,1 % à 15,9 Mds\$) et de voitures (-6,5 % à 80,8 Mds\$), demeurent en deçà de leur niveau pré-pandémie, pénalisant le commerce extérieur français (déficit record de 53,6 Md€ avec la Chine en 2022)<sup>42</sup>. La baisse de la demande dans ces secteurs pénalise également les importations en provenance de l'UE (-7,9 % à 285,5 Md\$ ; dont -7,9 % à 111,4 Mds\$ pour l'Allemagne), de Taiwan (-4,5 % à 240,2 Md\$ ; +0,7 % à 165,7 Md\$ pour les semi-conducteurs), du Japon (-10,3 % à 184,8 Mds\$ ; -6,0 % à 16,2 Md\$ dans le secteur automobile), et des Etats-Unis (-1,0 % à 177,7 Md\$).

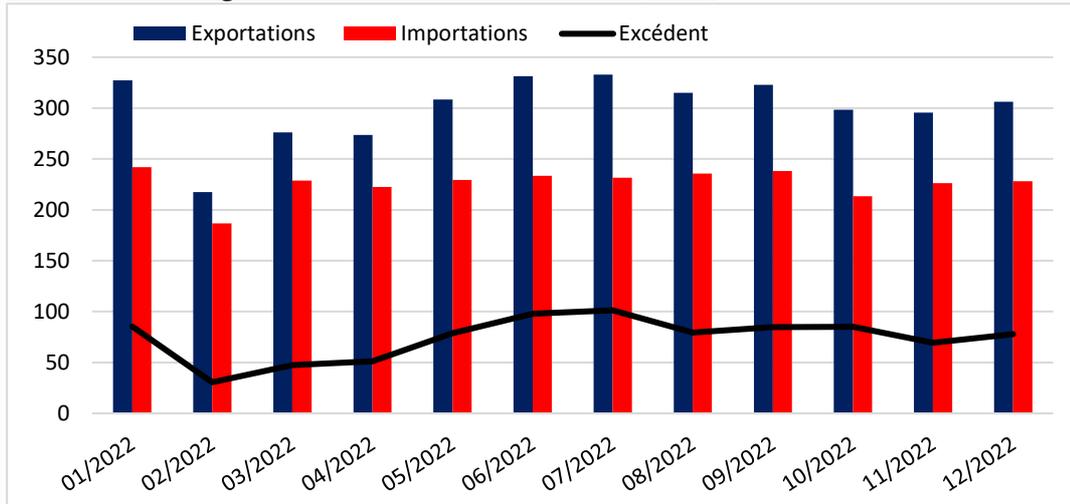
**Les données des douanes chinoises font état d'une importante hausse des achats en provenance de Russie (+43,2 % à 112,2 Md\$).** Depuis le mois de mai, la tendance de la reflète une augmentation des importations chinoises en volume. Ainsi, la Chine semble avoir privilégié les fournisseurs russes pour l'ensemble des biens énergétiques, la part de marché de la Russie y ayant enregistré une hausse. En outre, le prix à l'importation des principaux biens énergétiques en provenance de Russie était significativement inférieur à celui de ses autres fournisseurs (656 \$/tonne en 2022 pour les importations de pétrole en provenance de Russie contre 739 \$/tonne depuis l'Arabie saoudite).

Après avoir enregistré de bonnes performances sur les trois premiers trimestres en dépit des perturbations logistiques et de la dégradation de la conjoncture internationale, les exportations chinoises ont terminé l'année sur une baisse inédite. Toutefois, la stagnation des importations a permis à la Chine d'atteindre un excédent commercial record. La part de marché en Chine des pays occidentaux continue de décroître, alors que les exportations chinoises augmentent, exacerbant le déséquilibre de leurs relations commerciales. Face à la dégradation de la conjoncture internationale, la Chine continuera probablement de mener une politique mercantiliste en 2023 : renforcement de sa politique industrielle

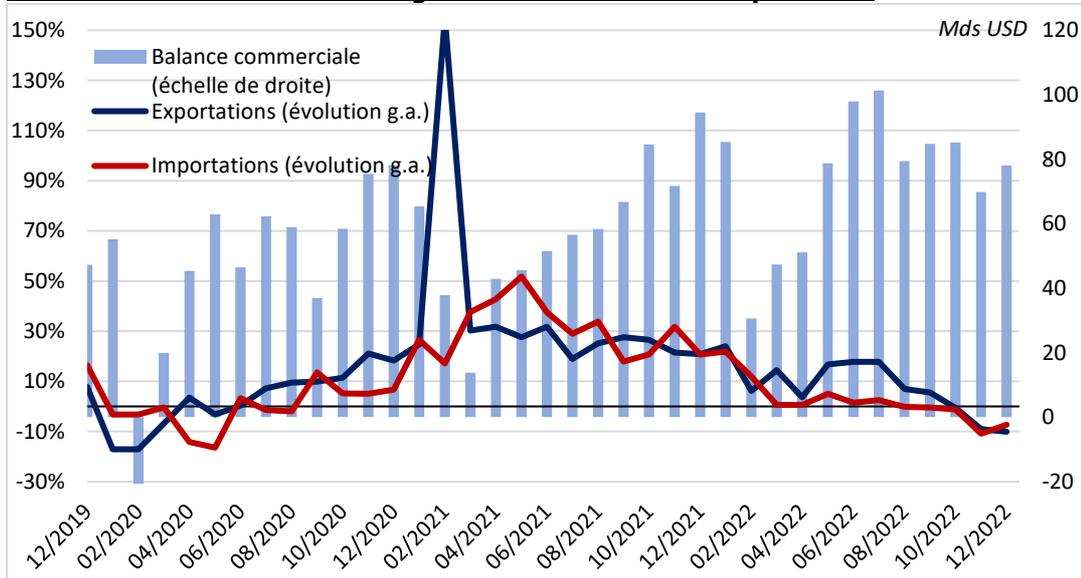
<sup>42</sup> Selon les douanes françaises ; les douanes chinoises font quant à elles état d'un déficit français de 11 Md\$.

d'indigénisation ; diversification de ses relations commerciales au profit de l'ASEAN et de la Russie ; approfondissement de ses accords commerciaux<sup>43</sup>.

**Annexe 1 : Echanges de biens de la Chine en 2022 (Md\$)**

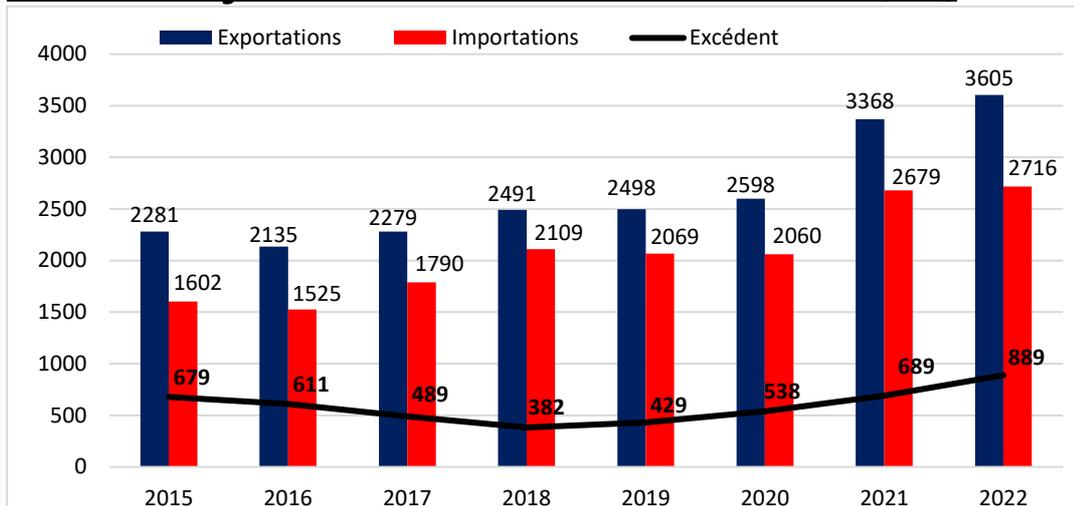


**Annexe 2 : Croissance des échanges de biens de la Chine depuis 2020**

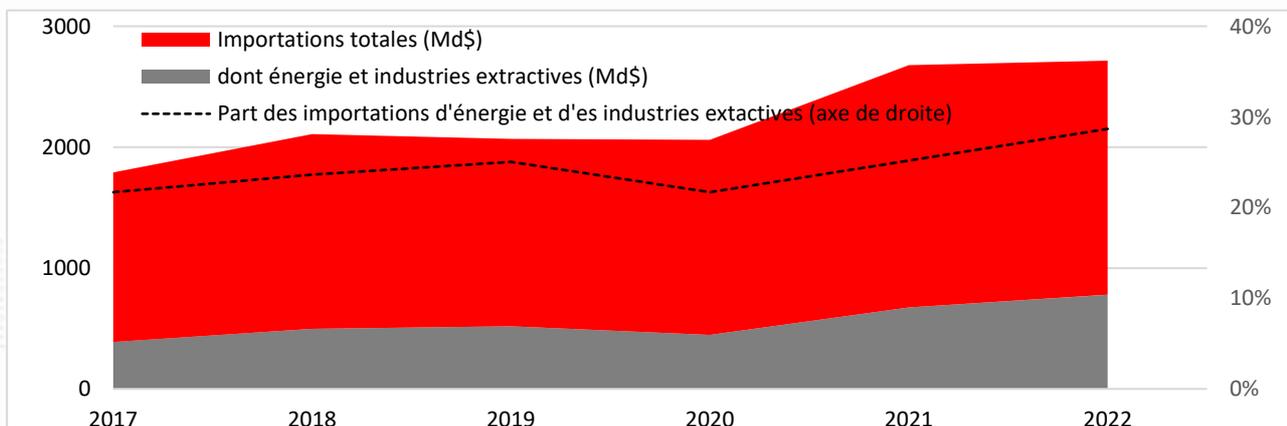
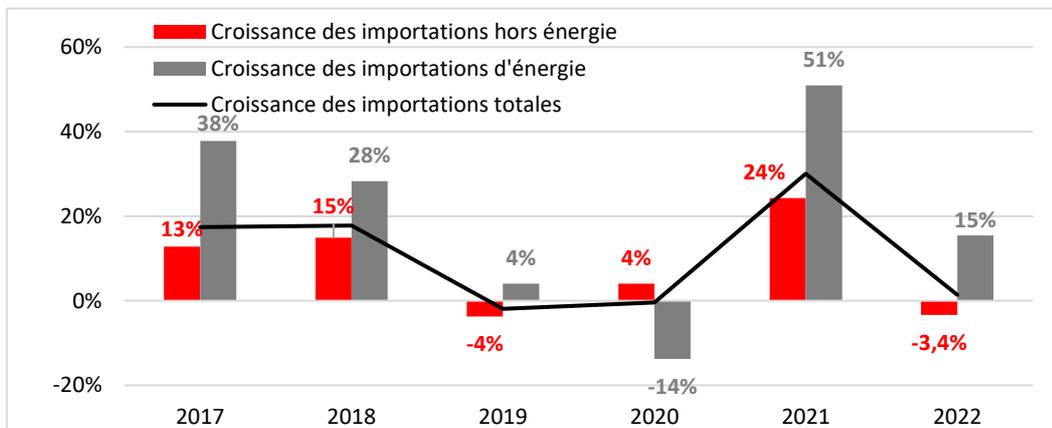


<sup>43</sup> Mise en œuvre du RCEP ; candidature au CPTPP ; mise à jour de l'ALE Chine-ASEAN ; candidature au DEPA ; suspension des tarifs douaniers sur des importations en provenance pays en voie de développement (26 pays en 2022, dont 17 pays africains).

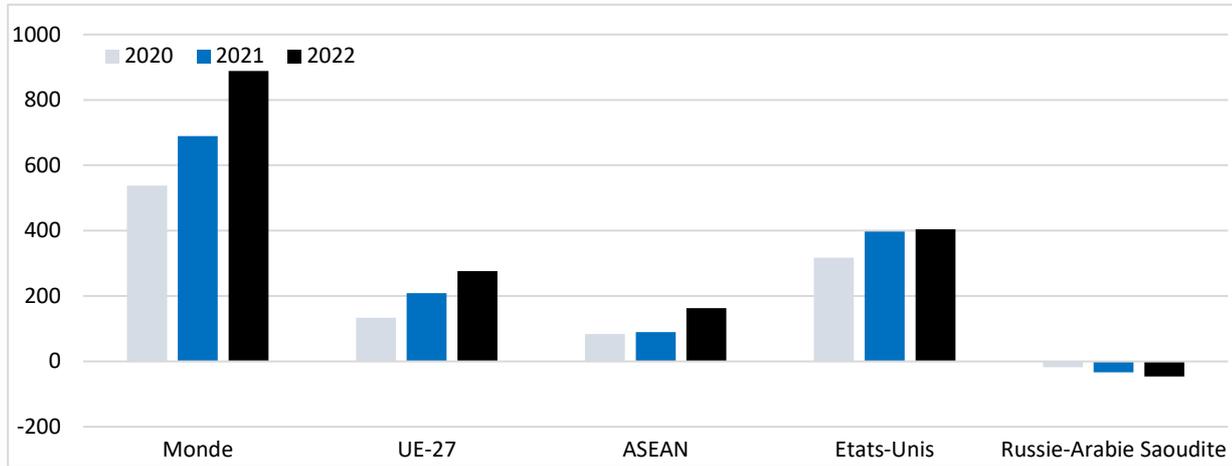
**Annexe 3 : Echanges annuels de biens de la Chine entre 2015 et 2022 (Md\$)**



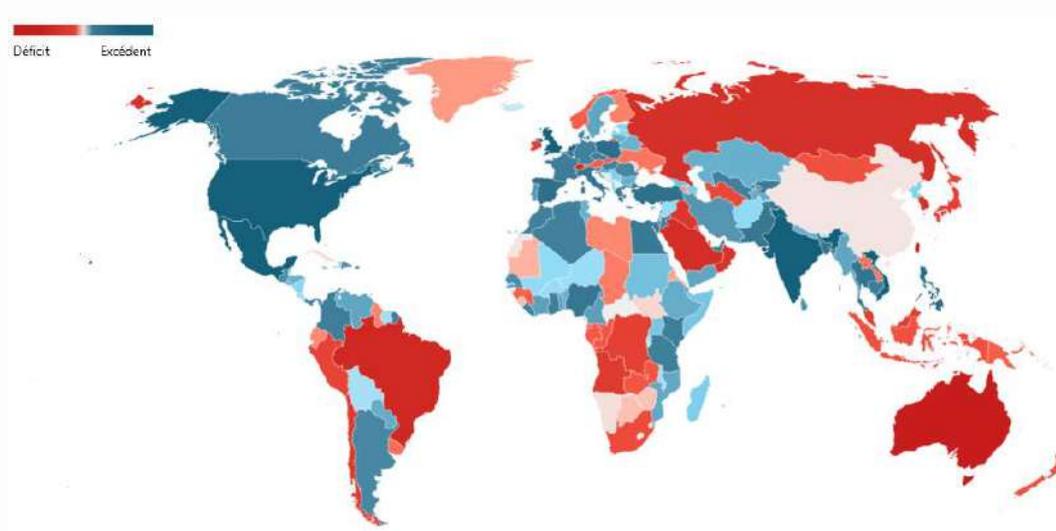
**Annexe 4 : Les importations d'énergie représentent une part croissante des importations chinoises totales**



**Annexe 5 : Balance commerciale bilatérale de la Chine (Md\$)**



**Annexe 6 : Déficits et excédents commerciaux de la Chine en 2022**



### Annexe 7 : Les principaux clients de la Chine

Clients (exports CN)	Md\$	Evolution 2022	Part des exp.
<b>Total</b>	<b>3 604,5</b>	<b>+7,0%</b>	<b>100,0%</b>
<b>Etats-Unis</b>	<b>581,6</b>	<b>+0,9%</b>	<b>16,1%</b> ↓
<b>ASEAN</b>	<b>571,1</b>	<b>+18,1%</b>	<b>15,8%</b> ↑
dont: Vietnam	147,6	+7,0%	4,1% =
dont: Malaisie	95,1	+20,5%	2,6% ↑
dont: Singapour	82,0	+49,0%	2,3% ↑
dont : Indonésie	71,5	+17,8%	2,0% ↑
<b>Union européenne</b>	<b>561,5</b>	<b>+8,3%</b>	<b>15,6%</b> ↑
dont: Pays-Bas	117,7	+14,8%	3,3% ↑
dont: Allemagne	116,2	+0,8%	3,2% ↓
dont: Italie	50,9	+16,6%	1,4% ↑
dont: France	45,6	-0,9%	1,3% ↓
<b>Japon</b>	<b>173,1</b>	<b>+4,3%</b>	<b>4,8%</b> ↓
<b>Corée du Sud</b>	<b>164,1</b>	<b>+9,0%</b>	<b>4,6%</b> ↑
<b>Inde</b>	<b>118,8</b>	<b>+21,7%</b>	<b>3,3%</b> ↑
<b>Royaume-Uni</b>	<b>81,6</b>	<b>-6,3%</b>	<b>2,3%</b> ↓
<b>Taiwan</b>	<b>81,3</b>	<b>+3,7%</b>	<b>2,3%</b> ↓
<b>Australie</b>	<b>79,0</b>	<b>+18,8%</b>	<b>2,2%</b> ↑
<b>Russie</b>	<b>76,3</b>	<b>+12,8%</b>	<b>2,1%</b> ↑

### Annexe 8 : Les secteurs exportateurs de la Chine

Exportations	Md\$	Evolution 2022	Part	Contribution
<b>Total</b>	<b>3 604,5</b>	<b>+7,0%</b>	<b>100%</b>	<b>+7,0%</b>
<b>biens d'équipements</b>	<b>1278,2</b>	<b>-19,0%</b>	<b>35,5%</b>	<b>-8,9%</b>
dont: téléphones	56,8	-78,0%	1,6%	-6,0%
dont: semi-conducteurs	194,8	-15,6%	5,4%	-1,1%
dont: ordinateurs	188,0	-8,1%	5,2%	-0,5%
dont: batteries	57,3	+70,2%	1,6%	+0,7%
<b>textiles</b>	<b>406,2</b>	<b>+3,2%</b>	<b>11,3%</b>	<b>+0,4%</b>
<b>produits métallurgiques et métalliques</b>	<b>318,4</b>	<b>+14,8%</b>	<b>8,8%</b>	<b>+1,2%</b>
dont: fer et acier	77,7	+15,8%	2,2%	+0,3%
dont: aluminium	42,1	+21,4%	1,2%	+0,2%
<b>pharma, chimie, cosmét.</b>	<b>267,1</b>	<b>+6,2%</b>	<b>7,4%</b>	<b>+0,5%</b>
dont : vaccins	25,0	-57,2%	0,7%	-1,0%
<b>agroalimentaire</b>	<b>86,6</b>	<b>+6,2%</b>	<b>2,4%</b>	<b>+0,2%</b>
<b>automobile</b>	<b>150,4</b>	<b>+25,3%</b>	<b>4,2%</b>	<b>+0,9%</b>
dont: voitures électriques	10,1	+33,8%	0,3%	+0,1%
<b>jouets</b>	<b>104,1</b>	<b>+2,0%</b>	<b>2,9%</b>	<b>+0,1%</b>
<b>énergie et industries extractives</b>	<b>72,1</b>	<b>+42,2%</b>	<b>2,0%</b>	<b>+0,6%</b>
<b>autres</b>	<b>920,9</b>	<b>+80,0%</b>	<b>25,5%</b>	<b>+12,2%</b>

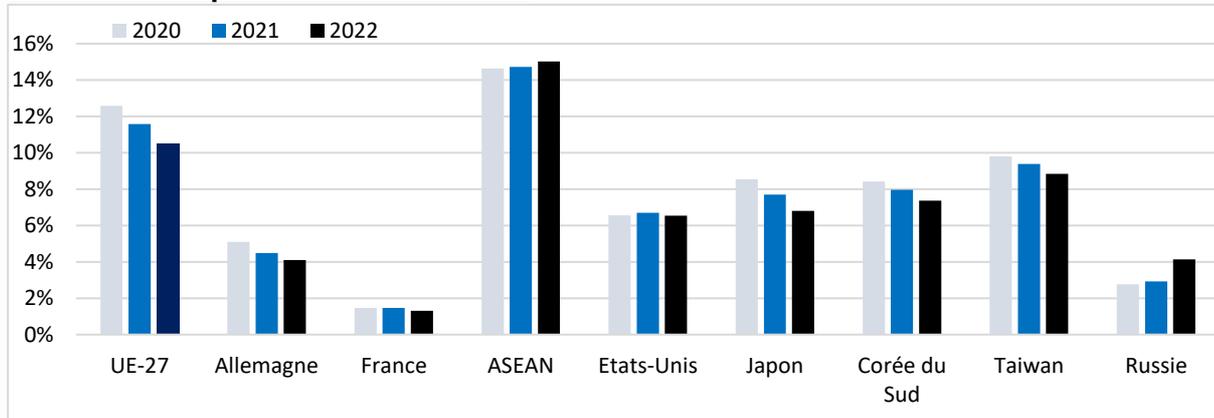
### Annexe 9 : Les principaux fournisseurs de la Chine

Fournisseurs (imports CN)	Md\$	Evolution 2022	Part de marché
<b>Total</b>	<b>2715,5</b>	<b>+1,4%</b>	<b>100%</b>
<b>ASEAN</b>	<b>408,2</b>	<b>+3,5%</b>	<b>15,0%</b> ↑
dont: Malaisie	109,9	+12,0%	4,0% ↑
dont: Vietnam	87,9	-4,7%	3,2% ↓
dont: Indonésie	77,9	+22,4%	2,9% ↑
dont: Thaïlande	56,5	-8,4%	2,1% ↓
<b>Union européenne</b>	<b>285,5</b>	<b>-7,9%</b>	<b>10,5%</b> ↓
dont: Allemagne	111,4	-7,1%	4,2% ↓
dont: France	35,6	-9,0%	1,3% ↓
dont: Italie	27,0	-11,0%	1,0% ↓
dont: Pays-Bas	12,5	-10,6%	0,5% ↓
<b>Taiwan</b>	<b>240,2</b>	<b>-4,5%</b>	<b>8,8%</b> ↓
<b>Corée du Sud</b>	<b>200,2</b>	<b>-6,3%</b>	<b>7,4%</b> ↓
<b>Japon</b>	<b>184,8</b>	<b>-10,3%</b>	<b>6,8%</b> ↓
<b>Etats-Unis</b>	<b>177,7</b>	<b>-1,0%</b>	<b>6,5%</b> ↓
<b>Australie</b>	<b>140,7</b>	<b>-13,2%</b>	<b>5,2%</b> ↓
<b>Russie</b>	<b>112,2</b>	<b>+43,2%</b>	<b>4,1%</b> ↑
<b>Brésil</b>	<b>108,7</b>	<b>-0,3%</b>	<b>4,0%</b> ↓
<b>Arabie saoudite</b>	<b>77,8</b>	<b>+37,2%</b>	<b>2,9%</b>

### Annexe 10 : Les secteurs importateurs de la Chine

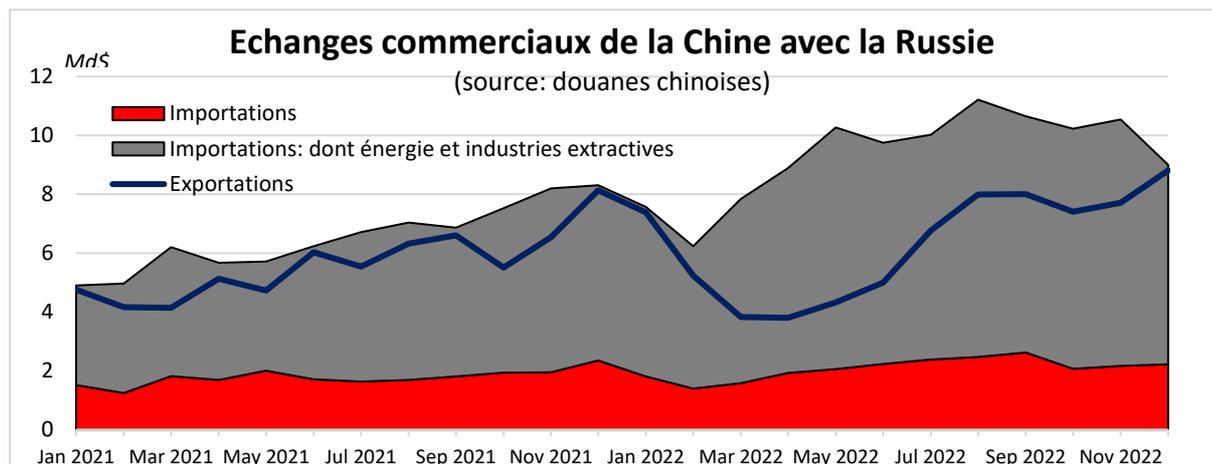
Importations	Md\$	Evolution 2022	Part	Contribution
<b>Total</b>	<b>2715,5</b>	<b>+1,4%</b>	<b>100%</b>	<b>+1,4%</b>
<b>agroalimentaire</b>	<b>244,5</b>	<b>+5,2%</b>	<b>9,0%</b>	<b>+0,4%</b>
<b>biens d'équipements</b>	<b>836,0</b>	<b>-15,6%</b>	<b>30,8%</b>	<b>-5,8%</b>
dont: ordinateurs	34,6	-16,5%	1,3%	-0,3%
dont: téléphones	10,2	-81,7%	0,4%	-1,7%
dont: batteries	3,9	-18,2%	0,1%	-0,0%
dont: semi-conducteurs	453,5	-6,3%	16,7%	-1,1%
<b>aéronautique</b>	<b>15,9</b>	<b>-20,1%</b>	<b>0,6%</b>	<b>-0,1%</b>
<b>automobile</b>	<b>80,8</b>	<b>-6,5%</b>	<b>3,0%</b>	<b>-0,2%</b>
dont : voitures électriques	30,1	+12,2%	1,1%	+0,1%
<b>pharmacie, chimie, cosmétiques</b>	<b>251,7</b>	<b>-6,3%</b>	<b>9,3%</b>	<b>-0,6%</b>
<b>produits métallurgiques et métalliques</b>	<b>232,4</b>	<b>+14,6%</b>	<b>8,6%</b>	<b>+1,1%</b>
dont: or	75,7	+63,2%	2,8%	+1,1%
dont: aluminium	8,4	-19,7%	0,3%	-0,1%
<b>énergie et industries extractives</b>	<b>778,9</b>	<b>+15,4%</b>	<b>28,7%</b>	<b>+3,9%</b>
dont : pétrole	360,6	42,3%	13,3%	+4,0%
dont : gaz gazeux	17,8	+53,4%	0,7%	+0,2%
dont : GNL	16,0	+27,3%	0,6%	+0,1%
dont : charbon	30,1	+12,2%	1,1%	+0,1%
<b>autres</b>	<b>275,5</b>	<b>+35,1%</b>	<b>10,1%</b>	<b>+2,7%</b>

### Annexe 11 : Les parts de marché en Chine



## Annexe 12 – Forte hausse des échanges commerciaux avec la Russie en 2022

Les données des douanes chinoises font état d'une hausse des échanges de biens entre la Chine et la Russie en 2022 (+29,2 % à 188,5 Md\$), alimentée par une hausse des importations chinoises (+43,2 % en à 112,2 Md\$) et des exportations de cette dernière vers la Russie (+12,8 % à 76,3 Md\$).



Depuis le mois de mai, la tendance de la hausse des importations en provenance de Russie n'est pas exclusivement liée à la hausse des prix de l'énergie, mais reflète aussi une augmentation des importations chinoises en volume

Importations CN de RU en 2022			variation		part de marché russe	
	Part imports	M\$	valeur	volume	%	évol. 1 an
Total	100%	112 225	+43,2%	nd	4,1%	+1,2%
Pétrole brut	50,4%	56 579	+43,4%	+8,3%	15,7%	+0,1%
Gaz naturel (liquéfié)	6,1%	6 806	+142,5%	+42,3%	13,0%	+6,7%
Charbon	10,3%	11 614	+65,9%	+17,0%	39,4%	+12,5%
Biens métallurgiques et métalliques	8,1%	9 117	+6,2%	nd	3,9%	-0,3%
Gaz naturel (gazeux)	3,5%	3 982	+163,5%	nd	22,3%	+9,3%

**Pétrole brut** : en 2022, les importations chinoises de pétrole brut en provenance de Russie ont augmenté de 43,4 % en à 56,6 Md\$ du fait de l'importante hausse du prix du pétrole (de 490 USD à 710 USD/tonne en moyenne entre 2021 et 2022) et d'une croissance des importations en volume (+8,3 % à 86,3 Mt). La part de marché russe, en valeur, a légèrement augmenté (15,7 %, contre 15,6 % en 2021) ; elle a fortement augmenté en volume (17,0 %, contre 15,5 % en 2021). **GNL** : les importations en provenance de Russie ont enregistré leur plus haut niveau annuel historique (+142,5 % à 6,8 Md\$ ; +42,3 % en volume, à 6,6 Mt). La part de marché russe a ainsi augmenté en valeur (13,0 % à comparer à 6,3 % un an plus tôt) et en volume (10,3 %, contre 5,8 % en 2021). Depuis le début de la guerre, les douanes chinoises ne publient plus de données sur le volume des importations de gaz naturel sous forme gazeuse. **Charbon** : les importations en provenance de Russie ont augmenté de 65,9 % (+16,7 % en volume). La Russie est ainsi redevenue en 2022 le premier fournisseur de charbon de la Chine en valeur (38,6 % de part de marché, contre 26,1 % en 2021) et en volume (39,3 %, contre 26,8 % en 2021).

**Les exportations chinoises vers la Russie** ont augmenté en 2022 (+12,8 % à 76,3 Md\$) après +33,5 % en 2021. Elles ont augmenté du fait d'une hausse des exportations de machines et appareils mécaniques (+14,9 % à 16,9

Md\$), les voitures (+47,1 à 6,3 Md\$), et les produits chimiques (+65,5 % à 3,0 Md\$). Elles ont en revanche baissé pour les machines et appareils électriques (-5,2 % à 13,4 Md\$), malgré une hausse pour les circuits intégrés (+14,8 % à 418 M\$).

*Retour au sommaire ([ici](#))*



# Les « petits géants », atouts pour le rattrapage technologique chinois ?

Le programme des « petits géants » (小巨人), initié par le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) en 2018, vise à faire émerger des chefs de file industriels, hautement spécialisés et innovants (专精特新) sur des segments de niche. S'inscrivant dans la quête chinoise d'autosuffisance technologique, le programme mobilise des moyens financiers et institutionnels pour soutenir des PME jugées prometteuses. La réussite des « petits géants » reste empreinte d'incertitudes, mais conduit néanmoins à s'intéresser à ce programme portant sur des technologies matures en Occident.

## 1. LES « PETITS GEANTS », OBJETS DE GRANDS ESPOIRS DE RATTRAPAGE TECHNOLOGIQUE

**Le programme national des « petits géants » a émergé dans un contexte de tensions commerciales croissantes avec les Etats-Unis.** Le concept de « petit géant », connu en Chine dès les années 2000<sup>1</sup>, a trouvé une nouvelle pertinence alors que les craintes d'un « étranglement » technologique se sont renforcées. Les « petits géants » sont appelés à combler les lacunes de la Chine<sup>2</sup> sur les chaînes de valeur industrielles et à se substituer aux importations étrangères. Plus largement, le programme rentre en cohérence avec les objectifs de montée en gamme exprimés dès 2015 dans le plan « Made in China 2025 »<sup>3</sup>. En complément du rôle central des SOEs, les autorités cherchent désormais à mobiliser des PME, en majorité privées, pour assurer l'atteinte de leurs ambitions technologiques.

**Le modèle des « petits géants » s'inspire ouvertement des « champions cachés » du *Mittelstand* allemand.** Ce plan vise à soutenir l'émergence de PME industrielles inconnues du grand public, bien qu'en situation de monopole sur certains maillons des chaînes de valeur. Toutefois, les « champions cachés » allemands se sont principalement développés grâce à l'accumulation des compétences et des savoir-faire pendant des décennies et non grâce à des politiques préférentielles.

**Les « petits géants » sont inclus dans la planification industrielle chinoise.** Le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal pour le développement des PME a fixé pour cible de reconnaître 10 000 « petits géants » à horizon 2025 – un objectif déjà rempli à près de 90% et dont l'atteinte est désormais visée d'ici fin 2023. Les « petits géants » sont également

---

<sup>1</sup> Le concept remonte au moins à 2005, lorsque le gouvernement du Hunan a institué des politiques pour soutenir les petites entreprises.

<sup>2</sup> D'après une [notice](#) publiée par le MIIT en juin 2022, les « petits géants » ont vocation à se concentrer sur les composants de base, les logiciels, les processus avancés, la sécurité des réseaux et des données, les 10 secteurs du plan « Made in China 2025 » (cf *supra*).

<sup>3</sup> Dans le cadre du plan « Made in China 2025 », dix secteurs industriels phares bénéficient de l'attention et du support des autorités : (i) technologies de l'information ; (ii) machines industrielles de pointe et robotique ; (iii) aéronautique et aérospatial ; (iv) ingénierie maritime, construction navale de haute technologie ; (v) équipements ferroviaires avancés ; (vi) véhicules à énergies nouvelles et équipements ; (vii) production électrique ; (viii) équipements agricoles ; (ix) nouveaux matériaux ; (x) équipements médicaux et biotech médicale.

mentionnés dans des plans sectoriels (exemples : cybersécurité, machines d'essais intelligentes). Par ailleurs, le gouvernement central encourage les autorités provinciales et municipales à cultiver leurs propres « petits géants » et à mettre en place des subventions locales.

## 2. LES AUTORITES RECONFIGURENT LEURS MODALITES DE SOUTIEN A L'INNOVATION POUR LES PME

**Le mode de sélection des « petits géants » vise à identifier les meilleures pratiques.** Au niveau central, les « petits géants » sont retenus par le MIIT et le ministère des Finances (MoF) sur propositions préalables des gouvernements provinciaux, selon plusieurs critères<sup>4</sup> appréciant principalement les capacités d'innovation des entreprises candidates ainsi que leur spécialisation dans des secteurs clés. Le statut de « petit géant » est valable pour une durée de 3 ans, à l'issue desquels les autorités procèdent à une réévaluation. En outre, les autorités prévoient de développer une base de données pour suivre la performance des « petits géants » et fournir des services ciblés à chaque entreprise.

**L'appui aux « petits géants » se concrétise par des financements et la création d'un cadre favorable.** Le statut de « petit géant » donne accès à des subventions<sup>5</sup>, des exemptions fiscales et des aides à l'acquisition de talents, selon des modalités non uniformisées entre les entreprises. Il est surtout supposé envoyer un signal positif aux acteurs du système financier et flécher les prêts ainsi que les investissements vers des entreprises distinguées par les autorités. Les banques, les fonds de *venture capital*, ou encore les places boursières orientées vers l'innovation (Beijing Stock Exchange, Shanghai Star Market) sont ainsi impliqués dans le développement des « petits géants ». En parallèle, les autorités incluent les « petits géants » dans des parcs industriels et encouragent leur intégration dans les chaînes de valeur des grandes entreprises domestiques, via des mesures protectionnistes<sup>6</sup>. Elles instituent enfin des mesures pour préserver leur propriété intellectuelle<sup>7</sup>, primordiale pour conserver leur compétitivité.

## 3. DES AMBITIONS QUI RESTENT A CONCRETISER SUR LE LONG TERME

**A ce stade, les accomplissements technologiques tangibles des « petits géants » sont peu mis en avant.** Les autorités communiquent surtout sur leurs performances financières, leurs capacités de R&D et leurs apports dans les processus de standardisation, sans mentionner de réussites sur les marchés internationaux. Cela suggère que les « petits géants » sont en phase de croissance sur le marché domestique et que la plupart de leurs technologies ne sont pas encore matures. Néanmoins, quelques percées technologiques sont connues,

---

<sup>4</sup> D'après une notice publiée par le MIIT en juin 2022, les « petits géants » doivent répondre à des critères tels que la spécialisation sur un segment de marché spécifique depuis plus de 3 ans, la détention d'une part de marché de plus de 10 % en Chine ou encore l'investissement d'une part minimale de leur chiffre d'affaires dans la R&D.

<sup>5</sup> En 2021, le gouvernement central a annoncé allouer 10 Mds RMB (1,4 Mds USD) pour soutenir environ 1 000 « petits géants » entre 2021 et 2025.

<sup>6</sup> D'après le CSIS, les autorités chinoises ont demandé aux entreprises établies et dépendant de composants étrangers de haute technologie d'acheter au moins 20 % de leurs fournitures totales auprès d'entreprises domestiques (où les « petits géants » sont souvent les seuls fournisseurs nationaux disponibles).

<sup>7</sup> En octobre 2022, la CNIPA et le MIIT ont publié des mesures pour aider les « petits géants » à générer et à préserver leur propriété intellectuelle. Les administrations ont été encouragées à : (i) mettre en place des procédures accélérées pour les dépôts de brevets ; (ii) proposer des mécanismes de financement pour la protection de la propriété intellectuelle ; (iii) soutenir le développement de produits qui réduisent les risques liés à l'innovation, tels que l'assurance contre les atteintes à la propriété intellectuelle ; (iv) rendre les services de propriété intellectuelle facilement accessibles.

notamment dans la pharmacie<sup>8</sup>, l'optique<sup>9</sup>, ou encore l'extraction pétrolière<sup>10</sup>. Les « petits géants » concentrent l'attention des autorités : ils ont reçu les encouragements personnels de Xi Jinping lors d'un sommet national sur ce thème en septembre 2022 et ont vocation, selon le MIIT, à servir de modèle pour les autres PME.

**La concrétisation des ambitions chinoises de rattrapage technologique est soumise à plusieurs conditions :**

**(i) l'allocation du capital dans des technologies effectivement prometteuses :** si le mode de sélection des « petits géants » vise à limiter les risques d'investissements inefficaces (comme cela été le cas du Grand Fonds dans le secteur des semi-conducteurs), l'atteinte de quotas chiffrés pourrait toutefois s'effectuer au détriment de la qualité des entreprises retenues, soulevant un risque d'aléa moral vis-à-vis des acteurs du système financier ; **(ii) l'accès à des financements suffisants :** le système bancaire chinois favorise traditionnellement les SOEs, au détriment des PME ; **(iii) l'accès aux talents :** le développement des « petits géants » nécessite le recrutement de profils très spécialisés sur les technologies de pointe (détenteurs de doctorats), qui en plus d'être rares en Chine, se tournent vers le monde académique plutôt que vers l'industrie, contrairement aux chercheurs américains ; **(iv) la capacité d'adaptation aux mesures de contrôle-export américaines,** sources de difficultés logistiques.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

---

<sup>8</sup> En 2020, Gan & Lee Pharmaceuticals Co a développé la première solution d'insuline analogue domestique. L'entreprise fournirait désormais ses produits à 14 marchés majeurs à l'international.

<sup>9</sup> Par exemple, Ningbo Longyang Technology Co. approvisionne Samsung, LG, BOE et Opplé Lighting en films optiques réfléchissants. Cette entreprise se place désormais au premier rang mondial sur son secteur (50 % de part de marché à l'international).

<sup>10</sup> Karamay Victory Plateau Machinery Co. a développé un système innovant de pompes pour puits de pétrole dans le Xinjiang.



# La stratégie de résilience de Huawei face au test de nouvelles restrictions américaines

Face aux restrictions d'exportations mises en place par les Etats-Unis depuis 2019, Huawei a résisté mais a été contraint d'adapter sa stratégie. Si le groupe a dégringolé dans la hiérarchie mondiale des marques de smartphones, son chiffre d'affaires s'est finalement stabilisé en 2022. Ces dernières années, la stratégie du groupe a consisté à (1) se concentrer sur son marché national, notamment pour les infrastructures de réseaux (5G), (2) capitaliser sur sa rente technologique en monétisant sa propriété intellectuelle et (3) se positionner comme intégrateurs de technologies pour alimenter l'industrie chinoise dans des domaines tels que l'internet industriel, les semi-conducteurs ou encore les véhicules électriques et connectés.

## 1. HUAWEI A CONTENU LES EFFETS DES RESTRICTIONS IMPOSEES DEPUIS 2019

**Les « sanctions américaines sont devenues la nouvelle norme » selon Eric Xu l'actuel président de Huawei.** Le groupe figure sur l'*entity List* depuis 2019, conditionnant l'exportation de biens américains au profit de Huawei à l'octroi d'une licence du BIS. Ce premier train de sanctions s'est renforcé en août 2020 par l'application de la *Foreign Direct Product Rule* (FDPR) étendant ces mesures aux entreprises étrangères dont une partie de la propriété intellectuelle est d'origine américaine. Ces sanctions ciblaient exclusivement les technologies 5G et n'ont eu d'effet substantiel que sur les activités smartphone du groupe. Privé de son accès aux semi-conducteurs et au système d'exploitation Android, le groupe n'a pu commercialiser des téléphones haut de gamme, et a vu ses parts de marché chuter dans le domaine de la téléphonie mobile au niveau mondial (de 15 % en 2018 à 2 % en 2022). Subissant l'effet direct des sanctions américaines, les revenus du groupe avaient entamé une chute – son CA passant de 103 Mds USD en 2020 à 92 Mds USD en 2021.

**Suite à ces restrictions, le groupe a résisté principalement en tirant parti de son marché national et en s'appuyant sur son leadership dans les télécommunications.** Le groupe s'est recentré sur le marché chinois, qui a contribué à 65% de son chiffre d'affaires en 2021. Huawei a maintenu des revenus stables en 2022 (92 Mds US), consolidant sa position d'acteur mondial majeur sur la maintenance des réseaux 3G, sur le déploiement de la 4G et de la 5G. Dans ce dernier domaine, Huawei s'est vu attribué plus de 60% du déploiement du réseau 5G de China Mobile en 2021. Au niveau mondial, 30% des stations de base de réseaux mobiles mondiales installées sont fournies par Huawei. Le groupe reste présent sur de nombreux marchés, y compris en Europe<sup>1</sup>. Il renforce également sa position sur le marché du cloud. Au T3 2022, Huawei était ainsi le deuxième fournisseur de services de cloud (IaaS) sur le marché chinois (19% des parts de marché), bénéficiant d'un accès relativement privilégié à certains marchés stratégiques<sup>2</sup>, et se développe à l'international<sup>3</sup>. Huawei a récemment annoncé avoir battu un

---

<sup>1</sup> Le cabinet Strand Consult dénombre qu'en 2022, 8 pays européens - dont l'Allemagne - ont constitué un réseau 5G comptant pour plus de la moitié des stations de base de Huawei. En 2021, Huawei représentait également plus de 70% des stations de base 4G installées en Afrique et 40% de part de marché en Asie du Sud-Est.

<sup>2</sup> Alors que certains marchés (administrations, secteurs stratégiques) sont progressivement restreints aux opérateurs privés (Alibaba, Tencent, Baidu...), Huawei semble épargné par cette tendance et bénéficie d'un accès privilégié à certains programmes souverains, [y compris](#) auprès des autorités.

<sup>3</sup> Huawei a investi dans centres de données en Indonésie et en Irlande.

record de débit sur fibre optique en partenariat avec Orange. Enfin, Huawei dispose également d'une large gamme de produits électroniques grand public (objets connectés, téléviseurs, électroménager...) ne nécessitant pas de puces 5G.

## 2. HUAWEI MISE SUR L'INNOVATION, LA DIVERSIFICATION ET LA SOUVERAINETE TECHNOLOGIQUE

**Huawei poursuit sa course en avant vers l'innovation**<sup>4</sup>. En 2022, le groupe reste le premier déposant mondial de brevets. Malgré les restrictions, le groupe a maintenu un important effort en R&D en y investissant plus de 20 % de ses revenus annuels<sup>5</sup>. Huawei a également réussi à monétiser sa propriété intellectuelle sur la 5G via le paiement d'un droit à l'usage de ses brevets essentiels aux constructeurs (dont Apple et Samsung) qui les exploitent pour la 5G<sup>6</sup>. En novembre 2020, la vente de sa filiale Honor (smartphones) à la municipalité de Shenzhen avait également permis à Huawei d'obtenir 15,2 Mds USD de liquidités, qui ont pu être réinvestis.

**Le groupe se diversifie vers des secteurs moins vulnérables aux restrictions américaines.** Le groupe développe notamment son offre de réseaux privés, notamment des solutions industrielles intégrées conjuguant l'usage de la 5G, de l'IA et de l'Ilot (Industrial Internet of Things) : des travaux d'automatisation de terminaux conteneurs sont par exemple en cours à Tianjin<sup>7</sup>. En parallèle, Huawei se positionne comme un acteur majeur dans le domaine des véhicules électriques et connectés, où les industriels chinois prennent des positions dominantes tout au long de la chaîne de valeur. Outre son rôle d'intégrateur<sup>8</sup>, Huawei fournit des composants de puissance et des puces automobiles, des systèmes d'exploitation des véhicules connectés, des moteurs et des systèmes de gestion thermique ainsi que des solutions d'automatisation (ADAS)<sup>9</sup>. Huawei contribue à l'électrification du véhicule en fournissant ses solutions de gestion d'énergie et de connectivité du véhicule. Le groupe développe également des composants LIDAR et des radars optiques essentiels aux véhicules autonomes.

**Huawei contribue à la montée en gamme de l'industrie chinoise pour s'assurer des relais de croissance à long terme.** Les efforts de Huawei en matière de puces avancées s'accroissent au fur et à mesure que le stock de semi-conducteurs de pointe amassés jusqu'à l'été 2020 s'éteint<sup>10</sup>. En septembre 2020, le groupe a lancé le fonds « Hubble » pour soutenir le développement de technologies chinoises critiques dans la chaîne de valeur des semi-conducteurs (lithographie<sup>11</sup>, cœurs d'architecture, conception des puces). Huawei a également développé

<sup>4</sup> En 2019, le fondateur de Huawei - REN Zhengfei - avait explicité sa stratégie visant à tout miser sur la recherche et le développement (R&D) pour se sortir de l'état des restrictions américaines.

<sup>5</sup> Huawei emploie 107 000 employés sur son pôle R&D, soit plus de 55 % de sa masse salariale.

<sup>6</sup> La vente de ses brevets permet à l'entreprise d'engranger jusqu'à 1,3 Md USD par an.

<sup>7</sup> Huawei a également commercialisé MineHarmony OS – une solution d'exploitation minière intelligente et autonome – qui allie l'usage de la 5G et de l'IA.

<sup>8</sup> Le document 126 (charte interne de Huawei) précise que l'automobile est un domaine dans lequel le groupe ne doit jamais investir. Cette diversification a pourtant été réaffirmé récemment par Richard YU – directeur exécutif de la branche véhicule autonome du groupe – précisant Huawei ne produirait pas directement les véhicules mais souhaitait alimenter les constructeurs en fournissant des solutions sur les segments de l'autonomie, de la connectivité et de l'électrification. Huawei travaille ainsi avec les constructeurs chinois SAIC, BAIC, X-PENG, AVATR, Great Wall Motor, Geely, Changan et Seres.

<sup>9</sup> Sur ce segment, Huawei serait notamment en concurrence avec Valeo.

<sup>10</sup> Certains articles de presse [rapportent](#) que Huawei aurait cependant mis en place des circuits de contournement afin de continuer à s'approvisionner en composants étrangers.

<sup>11</sup> Huawei aurait déposé un brevet relatif à une technologie de lithographie extrême ultra-violet (EUV), outil crucial pour fondre des semi-conducteurs avancés de moins de 7 nm.

des systèmes d'exploitation (OS) nationaux, que ce soit pour les serveurs (openEuler)<sup>12</sup> ou les terminaux mobiles (Harmony), pour le compte de l'ensemble de l'industrie chinoise<sup>13</sup>. Huawei mobilise également des communautés open source chinoises pour développer un écosystème d'applications et de solutions informatiques nationales. Huawei soutient la plateforme OpenI, qui fournit des infrastructures, un environnement logiciel et des cadres pour algorithmes, pour le développement d'applications d'intelligence artificielle souveraines<sup>14</sup>.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

---

<sup>12</sup> OpenEuler est une plateforme associée à EulerOS, le système d'exploitation dédié aux serveurs de Huawei, lui-même basé sur une adaptation de Linux. OpenEuler visant à développer un écosystème spécifique. Cet écosystème open-source doit inciter les développeurs à davantage coopérer pour développer de nouvelles solutions compatibles avec cet écosystème. Selon Huawei, 22 000 développeurs auraient rejoint la plateforme depuis son lancement. Celle-ci pourrait s'ouvrir à l'international dès 2022.

<sup>13</sup> Huawei a annoncé le 9 novembre 2021 avoir cédé le code-source, ainsi que les logiciels et marques associés, d'openEuler. Cette propriété intellectuelle a été transférée à OpenAtom Foundation, organisation à but non-lucratif cofondée placée sous la tutelle du Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT). Cette plateforme a reçu des dons de logiciels open-source de la part de ces fondateurs (Tencent OS Tiny, AliOS Things), dont Huawei qui avait cédé certains droits sur son système d'exploitation pour terminaux HarmonyOS à cette même fondation. A terme, l'objectif de Huawei est de rendre compatible OpenEuler et Harmony.

<sup>14</sup> OpenI s'appuie sur le laboratoire Pengcheng, dont l'objectif est de réaliser des percées technologiques pour résoudre « l'étranglement » américain sur les technologies critiques.

# Kuaishou, l'autre TikTok

## 1. POUR SE DISTINGUER DE BYTEDANCE, KUAISHOU MISE SUR UN POSITIONNEMENT SINGULIER ET SUR L'INNOVATION

Créée en 2011 par deux ingénieurs Hua Su et Cheng Yixiao, l'application Kuaishou était à l'origine un créateur de GIF, avant de se focaliser sur la publication de vidéos courtes en 2013. **Soutenu par Tencent**, actionnaire à hauteur de 21,6% au moment de son IPO et [rival éternel](#) de ByteDance, **Kuaishou se positionne comme concurrent de Douyin en Chine, et de TikTok à l'international**. Kuaishou s'était déjà [positionné](#) pour faire l'acquisition de la startup américaine Musical.ly, finalement rachetée par ByteDance et dont la technologie a permis l'émergence de TikTok et Douyin. Au second trimestre 2022, les applications du groupe **Kuaishou rassemblaient 587 M d'utilisateurs mensuels dans le monde, contre près de 2,5 Md pour TikTok et Douyin**. **En Chine, Kuaishou se distingue de Douyin en proposant une interface plus interactive**. L'algorithme y privilégie le contenu vu ou partagé par les contacts de l'utilisateur ainsi que les abonnements aux comptes d'influenceurs, là où Douyin cible l'internaute lui-même pour lui proposer des vidéos virales. Kuaishou encourage également les commentaires en direct tandis que l'utilisateur de Douyin est davantage passif dans son visionnage. **Ces particularités rendent Kuaishou particulièrement addictif : en 2022, les utilisateurs quotidiens de la plateforme passaient en moyenne 125 minutes sur l'application** sans que cela ne soit au détriment de Douyin : 60% des utilisateurs quotidiens de Douyin et Kuaishou [utilisaient ainsi](#) les deux plateformes en 2020.

Malgré un élargissement progressif de sa base d'utilisateurs, **Kuaishou reste relativement mieux positionné auprès des utilisateurs ruraux et des villes moyennes, attirant notamment les jeunes issus des classes moyennes inférieures**. A partir de 2016, l'application intègre des fonctionnalités de *livestreaming*, puis de e-commerce en 2018 via la possibilité pour n'importe quel compte d'ouvrir un magasin en ligne (小店). Pour les marques, ce positionnement représente **une opportunité d'atteindre de potentiels utilisateurs à la fois moins connectés et moins accoutumés aux modes de consommation des grandes villes**. Lors d'un événement promotionnel en janvier 2022, plus de la moitié des 49 millions de visionnages d'une vidéo publiée par Louis Vuitton [provenaient](#) de Kuaishou.

**Kuaishou se renforce également en investissant dans le domaine de l'innovation**. Alors que l'entreprise n'investissait que 2,9 Mds CNY (390 M EUR) dans la R&D en 2019, ces investissements ont atteint 15 Mds CNY (2,04 Mds EUR) en 2021. Kuaishou détiendrait à cette date aujourd'hui **2116 brevets chinois et internationaux** (7321 dépôts), notamment pour ses algorithmes de recommandation. L'entreprise développe également des solutions de traitement visuel et sonore pour améliorer l'expérience et le contenu de sa plateforme et commence à travailler sur la conception de ses propres puces, suivant ainsi [les pas de ByteDance](#). **Kuaishou participe également à des travaux internationaux de standardisation**, notamment dans le cadre de la [norme AVS 3](#), format de compression vidéo et audio alternatif au format MPEG développé par des acteurs chinois (China AVS working group).

## 2. APRES PLUSIEURS ECHECS RELATIFS, UNE INTERNATIONALISATION COMMENCEE EN 2017 QUI POURRAIT ENFIN S'ACCELERER

**Outre la plateforme Kuaishou destinée au marché chinois, le groupe opère également deux autres applications à l'étranger : Kwai et Snack Video**. Dès 2017, la plateforme Kwai a connu un fort succès en Corée du Sud, avec plus de 10 M de téléchargements en un mois. En 2019, deux nouvelles applications ont été lancées :

Snack Video en Asie du Sud-Est et Zynn en Amérique du Nord, qui a disparu en 2021. Cependant, le département des affaires internationales a connu trois réorganisations sur les cinq dernières années, illustrant les difficultés de maintenir une stratégie cohérente sur la durée, affectant la définition de marchés prioritaires et de stratégies spécifiques.

**Trois catégories de marchés ont été identifiées.** Les [priorités](#) affichées de Kuaishou sont les marchés brésilien ([45 M d'utilisateurs](#) mensuels pour Kwai en mars 2022) et indonésien, où Kwai affiche déjà son plus grand nombre d'utilisateurs quotidiens actifs. Le groupe cherche notamment à y développer son offre de e-commerce. Très peuplés et plutôt jeunes, ces pays présentent un fort potentiel de développement pour le modèle de e-commerce social promu par Kwai. L'application cherche à s'adapter localement pour développer les contenus adaptés à ces marchés, en s'associant à des influenceurs, mais aussi via des coopérations avec des entreprises de contenu. C'est notamment le [cas avec la startup française Believe](#) ; un accord signé en janvier 2022 permet à Kuaishou d'exploiter les licences musicales des artistes collaborant avec Believe. La deuxième catégorie correspond aux marchés où le taux de croissance des utilisateurs est le plus fort (Moyen-Orient, Amérique latine et Asie du Sud-Est). Enfin, la troisième catégorie correspond aux marchés mineurs, dont l'Europe fait pour l'instant partie, où Kuaishou est uniquement présent via des partenariats avec des entreprises tierces.

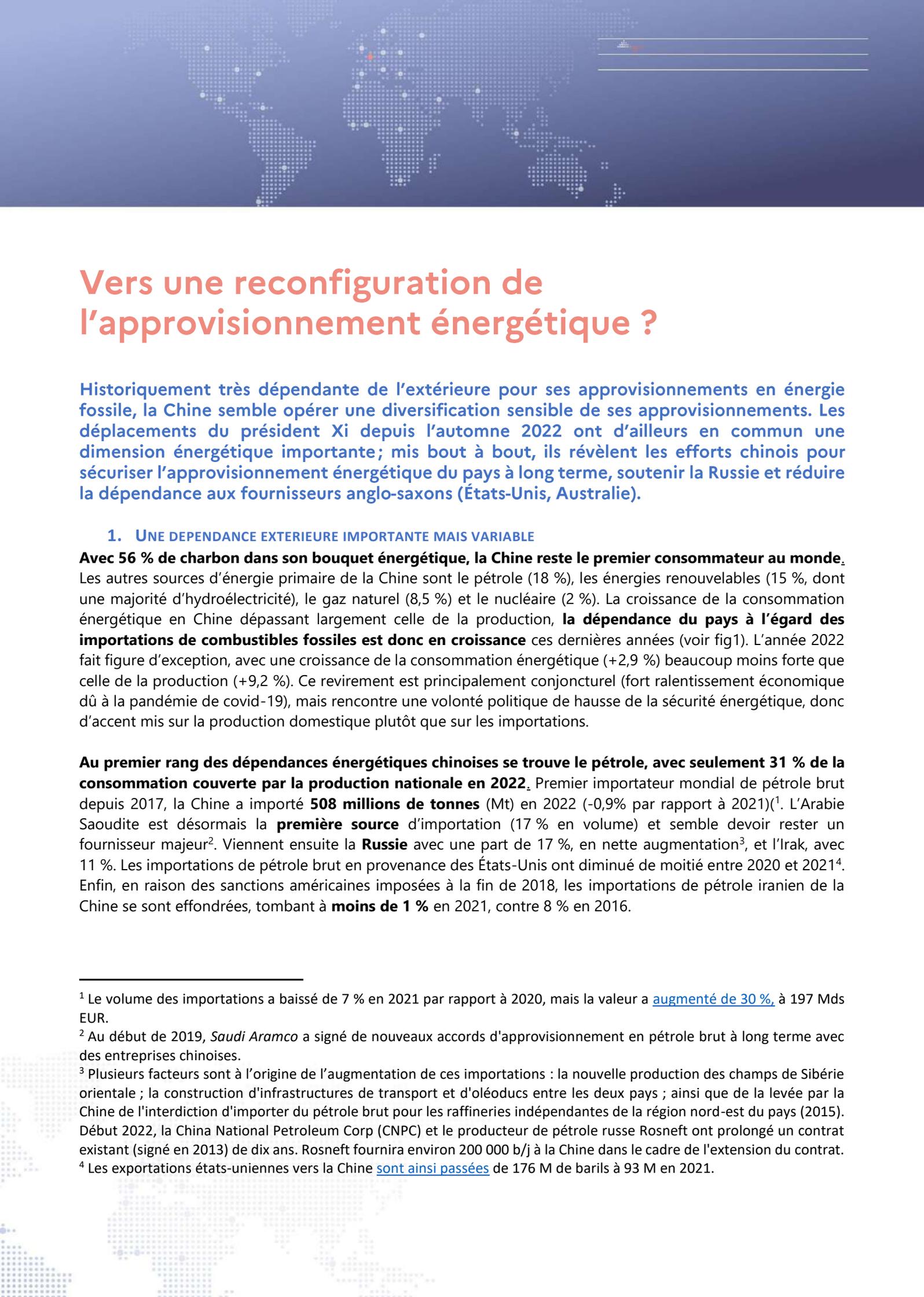
Pour soutenir ce déploiement, Kuaishou envisage d'investir dans le développement de nouvelles capacités de centres de données à l'étranger - en plus de Singapour - ainsi que par le recrutement d'agents locaux chargés de prendre en charge les activités commerciales.

### 3. LE GROUPE RESTE SOUMIS A DE FORTE DES PRESSIONS REGLEMENTAIRES, EN CHINE ET A L'INTERNATIONAL

Pour soutenir sa croissance, Kuaishou avait procédé à une IPO à Hong Kong en février 2021, [levant](#) à cette occasion l'équivalent de 5,3 Mds USD. Cependant, comme l'ensemble des acteurs de l'économie de plateforme en Chine, **Kuaishou n'a pas été épargné par la campagne menée par les autorités pour promouvoir un « développement sain » du secteur** : L'action de Kuaishou, qui avait ouvert à 300 HKD en février 2021 se négociait autour de 70 HKD mi-décembre 2022. Outre les ventes en *livestreaming* qui font l'objet d'une attention particulière des autorités, les secteurs dans lesquels le groupe envisageait de se diversifier ([edtech](#) ou [jeux vidéo](#) notamment) ont été fortement **impactés par des mesures restrictives adoptées par les autorités depuis 2020**. Début 2022, des rumeurs [évoquaient](#) des licenciements de l'ordre de 10 à 30% des effectifs de l'entreprise sur les près de 25 000 employés de l'entreprise. En novembre 2021, le [retrait](#) de Su Hua, l'un des fondateurs, a alimenté les rumeurs sur la pression imposée par les autorités à l'encontre des fortunes chinoises de la tech. **En tant que plateforme d'influence de l'opinion publique, Kuaishou fait également l'objet d'un contrôle strict du contenu de la part des autorités chinoises.** La municipalité de Pékin est entrée en 2022 au capital du groupe à hauteur de 1% via l'investissement de Beijing Radio and Television Station, assorti d'un siège au conseil d'administration pour son représentant Shi Yesen.

Aux Etats-Unis, après un succès initial dû à l'offre d'« enveloppes rouges » aux nouvelles utilisateurs de la plateforme, Zynn a finalement été [exclu](#) du Google Play Store en 2020 suite à des accusations de plagiat contre des contenus préalablement uploadés sur TikTok. La plateforme a également été [accusée](#) d'opérer comme une pyramide de Ponzi. **Surtout, les applications de Kuaishou font l'objet de suspicions similaires à celles que l'on reproche à TikTok.** Josh Hawley, sénateur américain, avait ainsi écrit une [lettre](#) à la Federal Trade Commission en 2020, accusant Kuaishou de connivence avec le Parti Communiste chinois (PCC) à des fins de propagande et de censure en Chine, mais aussi de contrevenir aux conditions du Children's Online Privacy Protection Act (COPPA). En Inde, [Kwai n'a pas été épargné](#) par la vague d'exclusion des applications chinoises du marché indien, consécutive à la détérioration des relations du pays avec la Chine.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)



# Vers une reconfiguration de l'approvisionnement énergétique ?

Historiquement très dépendante de l'extérieure pour ses approvisionnements en énergie fossile, la Chine semble opérer une diversification sensible de ses approvisionnements. Les déplacements du président Xi depuis l'automne 2022 ont d'ailleurs en commun une dimension énergétique importante; mis bout à bout, ils révèlent les efforts chinois pour sécuriser l'approvisionnement énergétique du pays à long terme, soutenir la Russie et réduire la dépendance aux fournisseurs anglo-saxons (États-Unis, Australie).

## 1. UNE DÉPENDANCE EXTERIEURE IMPORTANTE MAIS VARIABLE

**Avec 56 % de charbon dans son bouquet énergétique, la Chine reste le premier consommateur au monde.** Les autres sources d'énergie primaire de la Chine sont le pétrole (18 %), les énergies renouvelables (15 %, dont une majorité d'hydroélectricité), le gaz naturel (8,5 %) et le nucléaire (2 %). La croissance de la consommation énergétique en Chine dépassant largement celle de la production, **la dépendance du pays à l'égard des importations de combustibles fossiles est donc en croissance** ces dernières années (voir fig1). L'année 2022 fait figure d'exception, avec une croissance de la consommation énergétique (+2,9 %) beaucoup moins forte que celle de la production (+9,2 %). Ce revirement est principalement conjoncturel (fort ralentissement économique dû à la pandémie de covid-19), mais rencontre une volonté politique de hausse de la sécurité énergétique, donc d'accent mis sur la production domestique plutôt que sur les importations.

**Au premier rang des dépendances énergétiques chinoises se trouve le pétrole, avec seulement 31 % de la consommation couverte par la production nationale en 2022.** Premier importateur mondial de pétrole brut depuis 2017, la Chine a importé **508 millions de tonnes (Mt)** en 2022 (-0,9% par rapport à 2021)<sup>1</sup>. L'Arabie Saoudite est désormais la **première source** d'importation (17 % en volume) et semble devoir rester un fournisseur majeur<sup>2</sup>. Viennent ensuite la **Russie** avec une part de 17 %, en nette augmentation<sup>3</sup>, et l'Irak, avec 11 %. Les importations de pétrole brut en provenance des États-Unis ont diminué de moitié entre 2020 et 2021<sup>4</sup>. Enfin, en raison des sanctions américaines imposées à la fin de 2018, les importations de pétrole iranien de la Chine se sont effondrées, tombant à **moins de 1 %** en 2021, contre 8 % en 2016.

---

<sup>1</sup> Le volume des importations a baissé de 7 % en 2021 par rapport à 2020, mais la valeur a [augmenté de 30 %](#), à 197 Mds EUR.

<sup>2</sup> Au début de 2019, *Saudi Aramco* a signé de nouveaux accords d'approvisionnement en pétrole brut à long terme avec des entreprises chinoises.

<sup>3</sup> Plusieurs facteurs sont à l'origine de l'augmentation de ces importations : la nouvelle production des champs de Sibérie orientale ; la construction d'infrastructures de transport et d'oléoducs entre les deux pays ; ainsi que de la levée par la Chine de l'interdiction d'importer du pétrole brut pour les raffineries indépendantes de la région nord-est du pays (2015). Début 2022, la China National Petroleum Corp (CNPC) et le producteur de pétrole russe Rosneft ont prolongé un contrat existant (signé en 2013) de dix ans. Rosneft fournira environ 200 000 b/j à la Chine dans le cadre de l'extension du contrat.

<sup>4</sup> Les exportations états-uniennes vers la Chine [sont ainsi passées](#) de 176 M de barils à 93 M en 2021.

**La Chine n'est dépendante de l'extérieur que pour 40% de son approvisionnement en gaz.** Elle n'en reste pas moins le premier importateur de gaz naturel au monde. Concernant le GNL, l'Australie est encore le principal fournisseur, avec 35 % des importations en 2022. Les importations de GNL états-unien ont drastiquement baissé, passant de 12 % en 2021 à 3 % en 2022<sup>5</sup>. En cinq ans, la Chine a multiplié par deux sa capacité totale de regazéification, passant de 70 Mds m<sup>3</sup>/an (avant 2017) à 140 Mds m<sup>3</sup>/an (avril 2022)<sup>6</sup>. Les importations de gaz naturel par gazoducs ont ainsi augmenté en 2022 et proviennent majoritairement du Turkménistan (57 % des importations par gazoduc). La construction de la quatrième phase de pipelines du Turkménistan vers la Chine (Ligne D) devrait encore venir doubler les capacités d'importation. Ce programme a cependant connu de nombreux retards et aucune date de complétion n'a été communiquée.

**Les importations de GNL depuis la Russie ont débuté en décembre 2019 par le gazoduc *Power of Siberia*.** Cette ligne a livré 10 Mds m<sup>3</sup> à la Chine en 2021<sup>7</sup>. En 2022, la Russie a représenté 22 % (en valeur) des importations de gaz naturel par pipeline vers la Chine, contre 13 % en 2021 et 0 % en 2019. Les deux pays ont signé un accord sur le gaz naturel en 2014, selon lequel la Chine importera en moyenne 38 Mds m<sup>3</sup>/an de gaz naturel provenant des champs de Sibérie orientale de Gazprom pendant une période de 30 ans. Un deuxième projet pour approvisionner 50 Mds m<sup>3</sup>/an de gaz naturel est en cours de négociation (*Power of Siberia 2*).

**En 2022, la production de charbon chinoise a dépassé ses besoins en charbon en 2022 dans un contexte de promotion de la sécurité énergétique,** année durant laquelle les importations de charbon ont néanmoins atteint 293 Mt (-9,2 % par rapport à 2021). Après l'embargo sur le charbon australien en 2020, l'Indonésie s'est imposée comme fournisseur majeur, avant que les importations depuis la Russie n'augmentent significativement (+17% en volume, part de marché de 39%). A la faveur du dégel des relations diplomatiques australiennes, les premières livraisons de charbon australien reviennent en Chine depuis le T1 2023<sup>8</sup>.

## 2. VERS UNE RECONFIGURATION DURABLE DES APPROVISIONNEMENTS DEPUIS LA RUSSIE

**Entre soutien financier au partenaire diplomatique et effet d'opportunité, la part de la Russie dans les importations énergétiques chinoises est en forte hausse.** Entre avril et juillet 2022, les importations de pétrole brut russe ont augmenté en g.a. de 17%<sup>9</sup>. Les achats de GNL et de charbon ont également bondi respectivement de +50 % et de +6 %, atteignant pour le charbon un record historique sur les cinq dernières années. En outre, la Chine a également augmenté ses importations d'électricité russe (+39 %), principalement via une ligne de transmission reliant le nord-est de la Chine et l'Extrême-Orient russe. Pour le GNL, les importations chinoises en provenance de la Russie ont augmenté de 42 % en 2022 par rapport à 2021. Ces achats russes ont permis à la Chine de bénéficier d'une énergie à bas coût : environ 3 Mds EUR économisés entre avril et juillet 2022 grâce au

<sup>5</sup> Tendence susceptible d'être inversée : en 2021, plusieurs contrats à long terme d'achat de GNL américain ont été signés, notamment un [contrat de 20 ans](#) entre *Sinopec* et *U.S. Venture Global LNG* pour l'achat de 5,5 mmc/an sur toute la durée du contrat. Les importations de GNL en provenance des États-Unis ont atteint un pic en 2021.

<sup>6</sup> Cette augmentation a impliqué la mise en service de dix nouveaux terminaux et onze projets d'expansion de terminaux existants sur la période, ajoutant un total de 68 mmc/an de capacité d'importation.

<sup>7</sup> International Energy Agency, Gas Market Report Q1 2022, page 33

<sup>8</sup> [First shipment of Australian coal to arrive in China as trade ties improve: insiders - Global Times](#)

<sup>9</sup> Cette croissance pourrait être encore plus importante, [si l'on inclut les transferts de navire à navire dissimulant l'origine russe de certaines cargaisons](#). La Russie est devenue le premier fournisseur de pétrole brut de la Chine de mai à juillet 2022, pour atteindre 19 % des importations chinoises, la Russie dépassant ainsi l'Arabie Saoudite.

pétrole russe<sup>10</sup>, et au rabais de près de 30 % sur le charbon russe par rapport au charbon australien sur la période<sup>11</sup>.

**Les derniers mois ont vu l'annonce de nouveaux contrats d'approvisionnement énergétique** : augmentation de 38 à 48 Mds m<sup>3</sup> /an de gaz pour Power of Siberia (signé par Xi Jinping et Vladimir Poutine pendant les JO de Pékin), avancées sur Power of Siberia 2<sup>12</sup>, contrat de GNL avec le Qatar pour 5,5 Mds m<sup>3</sup> /an sur 27 ans<sup>13</sup>, contrats de GNL et de pétrole brut avec l'Arabie Saoudite<sup>14</sup>, accord de gaz naturel avec le Turkménistan<sup>15</sup>, accord d'exploitation pétrolière avec l'Afghanistan<sup>16</sup>. La Chine multiplie les partenariats stratégiques dans le domaine du gaz, car contrairement au charbon elle ne devrait atteindre son pic de consommation de gaz naturel qu'en 2040 (2025 pour le charbon)<sup>17</sup>.

**La hausse récente de contrats énergétiques témoigne des grandes orientations stratégiques chinoises en la matière : diversification des sources, utilisation du charbon domestique, augmentation du rôle du gaz à moyen terme, augmentation significative des capacités de stockage stratégique (en particulier pour le gaz naturel). Ces partenariats renforcés sont en**

---

<sup>10</sup> [Selon un calcul de Reuters basé sur les données douanières](#), la Chine a économisé environ 3 Mds EUR en achetant du pétrole russe par rapport aux autres importations entre avril et juillet 2022. En moyenne, la Chine a payé environ 690 EUR/t pour le brut russe alors que la valeur des importations en provenance du reste des pays était de 800 EUR/t

<sup>11</sup> La Chine a acheté du charbon à prix réduit tandis que l'Europe a évité les cargaisons russes avant l'entrée en vigueur d'une interdiction le 11 août. Le charbon russe a été négocié à 150 USD la tonne, à la fin du mois de juillet, tandis que le charbon de même qualité en Australie était évalué à plus de 210 USD la tonne. Malgré cela, les importations chinoises de charbon ont diminué au cours des derniers mois. Le Bureau national des statistiques fait état d'une [baisse de 17,5 % des importations au premier trimestre 2022](#) en g.a. alors que la production domestique a, quant à elle, augmenté de 11 %.

<sup>12</sup> Le président russe avait annoncé que la société Gazprom et la société chinoise CNPC s'étaient mises d'accord sur tous les principaux paramètres liés au nouveau projet Power of Siberia 2 de 50 mmc/an, qui transiterait par la Mongolie pour atteindre le marché chinois. Le gaz proviendra des mêmes champs que ceux que Gazprom a développés pour soutenir les exportations de gaz vers l'UE. Cependant, lors de la récente visite de Xi Jinping en Russie (mars 2023), le projet n'a été évoqué que vaguement entre les chefs d'Etat, et l'accord n'a pas été finalisé. La réticence de Pékin peut s'expliquer par la volonté de diversification de ses fournisseurs (si *Power of Siberia 2* était mis en service, les approvisionnements russes représenteraient 50 % des approvisionnements chinois en gaz naturel à horizon 2030).

<sup>13</sup> Le gaz proviendra du champ Northfield, qui fait partie du plus grand gisement gazier au monde.

<sup>14</sup> Accords fin mars 2023 entre Saudi Aramco et deux entreprises chinoises qui résulteront en la fourniture de 690 000 barils/jour de pétrole brut. Le premier accord est une joint-venture (Huajin Aramco Petrochemical Company (HAPCO)) avec Panjin Xicheng Industrial Group pour la construction d'une usine de raffinage de pétrole et un projet pétrochimique dans le Liaoning (date de mise en opération prévue en 2026, 300 000 barils/jour, 12 Mds USD d'investissements au total). Le deuxième accord est l'acquisition de 10 % des parts de Rongsheng Petrochemical Co Ltd dans le Zhejiang (pour 3,6 Mds USD, 480 000 barils/jour pendant 20 ans).

<sup>15</sup> A l'occasion de la visite du président du Turkménistan en Chine du 5 au 6 janvier 2023, les deux présidents se sont accordés sur l'intensification des échanges de gaz naturel, pierre angulaire de la coopération entre les deux pays, avec la mise en œuvre de la deuxième phase du développement du champ gazier Renaissance et de la construction de la ligne D du gazoduc Chine-Asie centrale. Avec la complétion de la ligne D du gazoduc Chine-Asie Centrale, les flux de gaz provenant du Turkménistan pourrait plus que doubler d'ici 2030 (passant de 30 à 70 Mds m<sup>3</sup>).

<sup>16</sup> Un accord d'exploitation pétrolière a été signé entre le gouvernement Taliban d'Afghanistan et l'entreprise China's Xinjiang Central Asia Petroleum and Gas Co (CAPEIC, appartenant à la China National Petroleum Corporation (CNPC)). L'entreprise investira 540 MUSD pour obtenir les droits d'exploitation sur 25 ans dans le bassin de l'Amou-Daria, pour une quantité de 1000 tonnes par jour de pétrole, qui se montera à terme à 20 000 tonnes par jour.

<sup>17</sup> Brèves économiques grande Chine et Mongolie, Service économique régional de Pékin, semaine du 21 novembre 2022.

ligne avec l'accent mis sur la sécurité énergétique depuis un an, qui se trouve citée dans tous les discours officiels avant les objectifs de décarbonation – consécutivement aux crises énergétiques des étés 2021 et 2022.

### Annexes

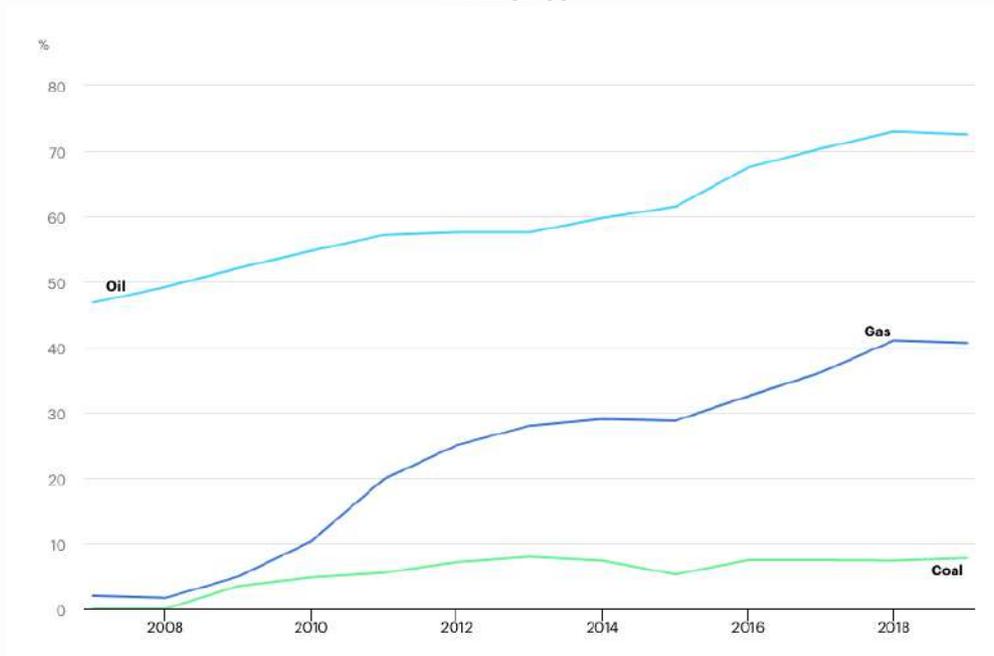
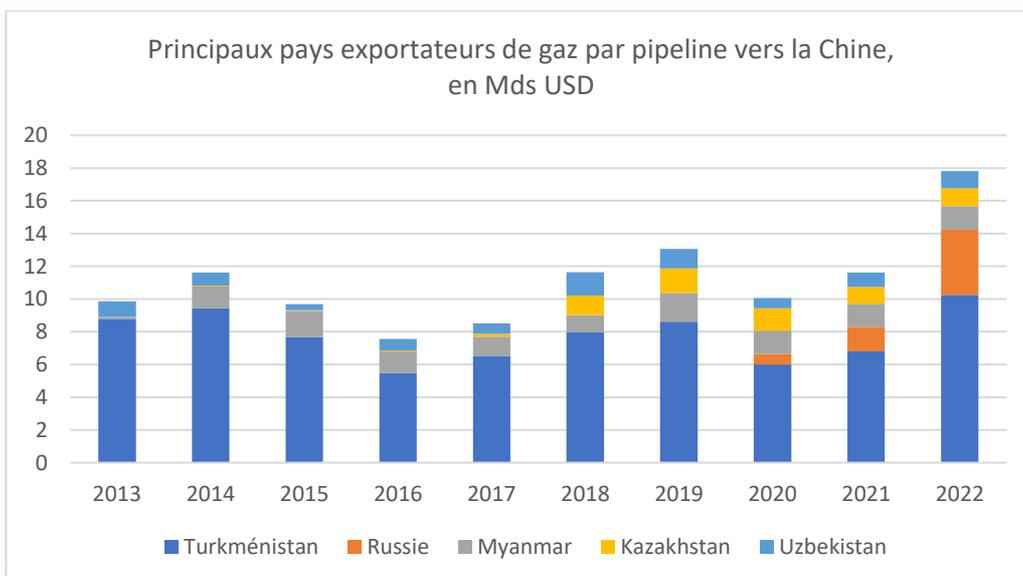
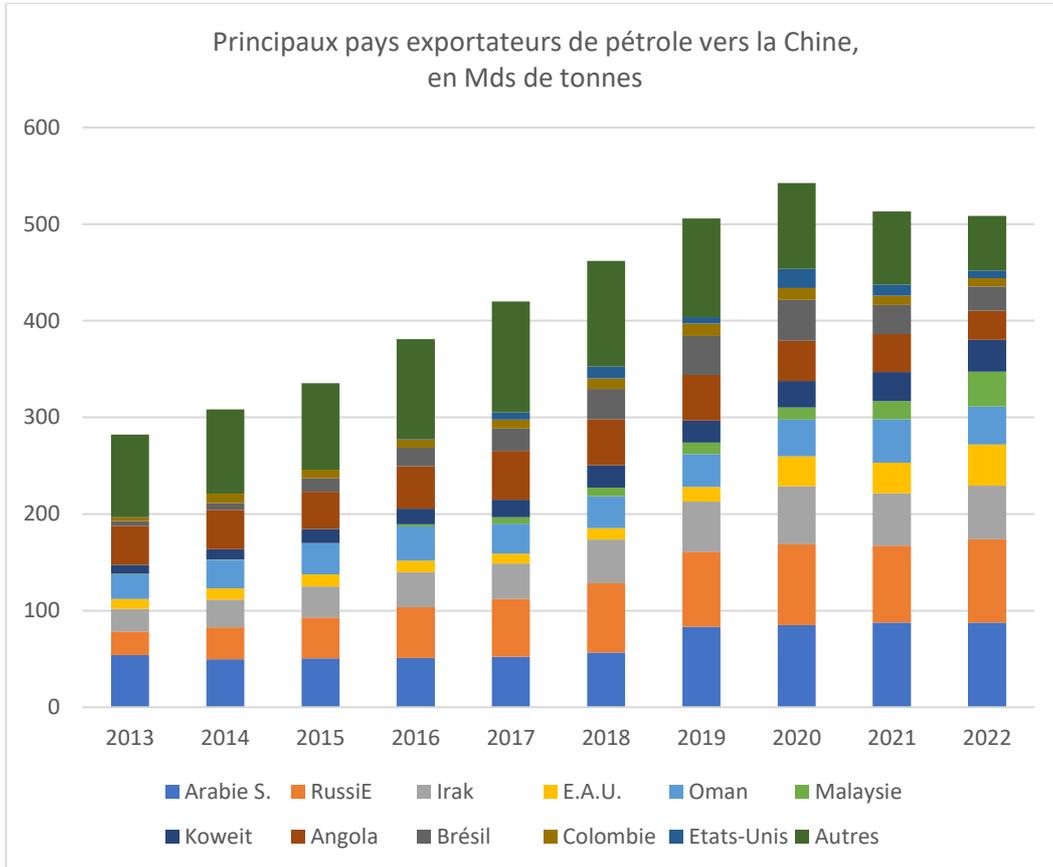
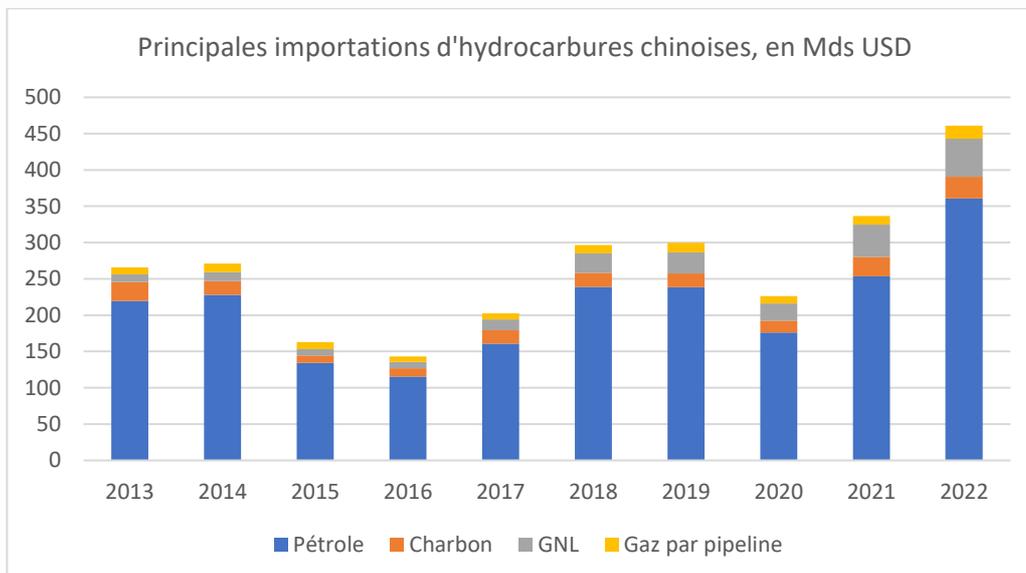
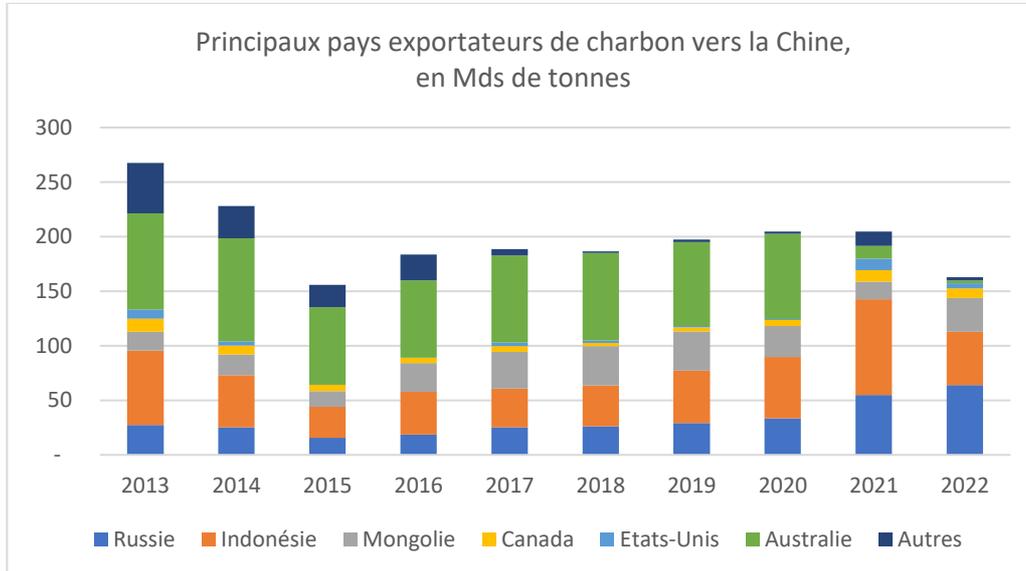
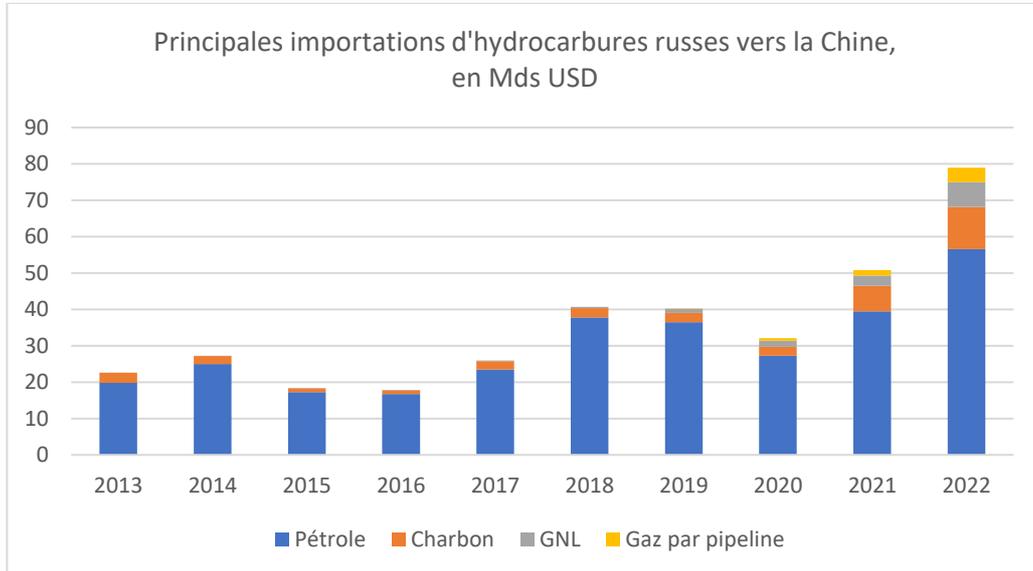
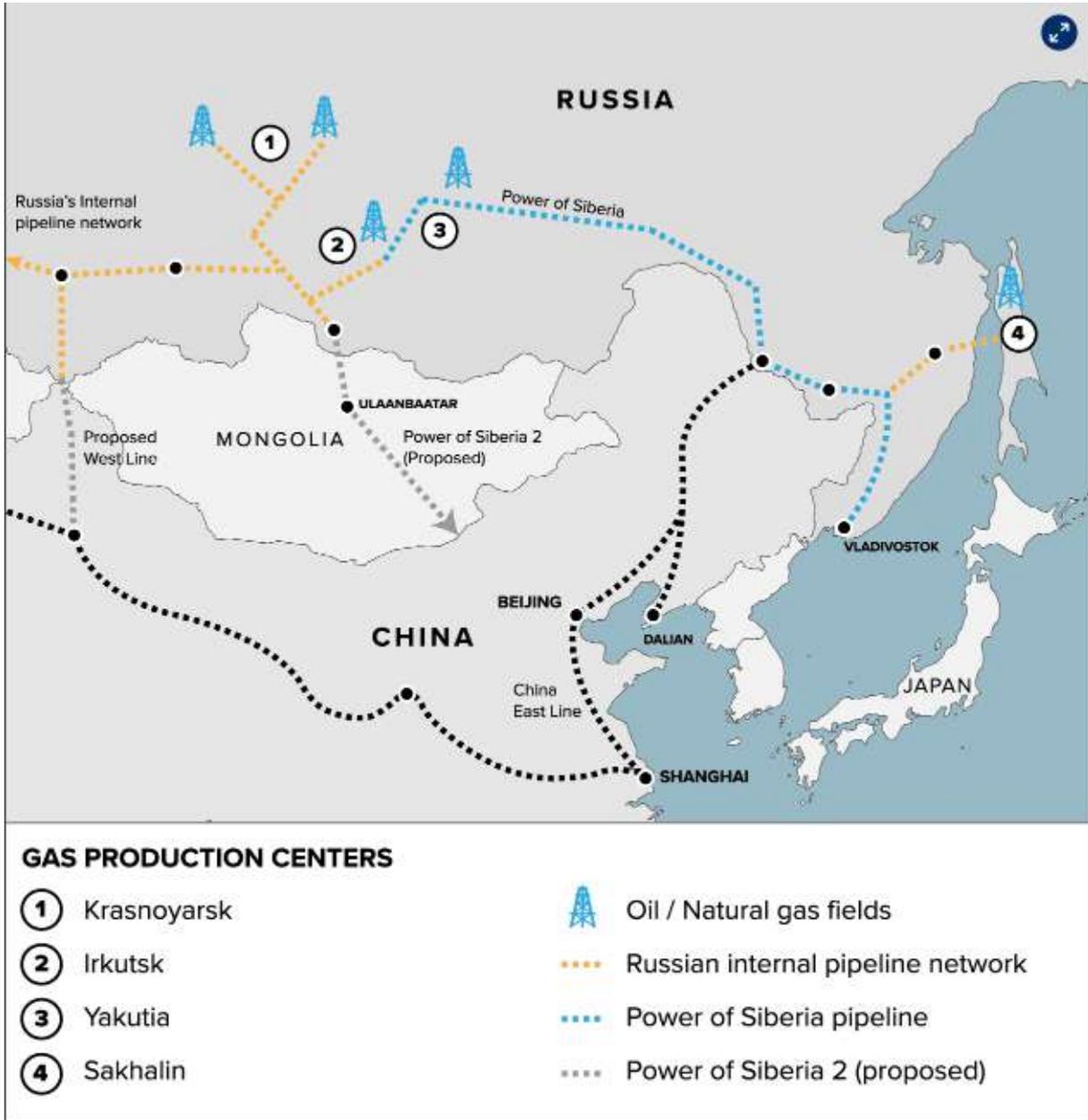


Figure 1 : Evolution de la dépendance chinoise aux importations d'hydrocarbures, 2007-2019,  
Source : [agence internationale de l'énergie](#)









Tracés des gazoducs *Power of Siberia* (en service) et *Power of Siberia 2* (en négociation) reliant la Russie à la Chine

Retour au sommaire ([ici](#))

# Retour sur les récoltes chinoises fin 2022

Au vu des surfaces ensemencées et des conditions météorologiques de l'année 2022, l'USDA et d'autres institutions ont publié une série de prévisions de la production agricole chinoise pour la campagne de commercialisation 2022-2023. Au-delà des quantités impressionnantes produites, les autorités chinoises gardent l'œil sur le viseur des rendements et des quantités produites afin d'assurer la sécurité alimentaire pour les denrées de base alimentaires. Les autorités provinciales mettent ainsi en place des politiques ciblées pour encourager les agriculteurs à semer telle ou telle production afin d'atteindre leurs objectifs de production.

## 1. LA PRODUCTION DE RIZ EN CHINE A DIMINUE EN RAISON D'UNE SUPERFICIE RECOLTEE PLUS FAIBLE QUE PREVUE

L'USDA<sup>1</sup> estime la production de riz de la campagne de commercialisation 2022-2023 à 145,9 M t, soit - 2 % (3 M t) par rapport à 2021-2022 ; - 2 % (2,3 M T) par rapport à la moyenne quinquennale de 148,3 M t. La superficie récoltée est estimée à 29,5 M ha, soit - 2 % par rapport à 2021-2022 et à la moyenne quinquennale (30,1 M ha). Le rendement est estimé à 7,08 t par hectare (stable par rapport à 2021-2022 ; + 1 % par rapport à la moyenne quinquennale de 7,03 t / ha).

Les températures anormalement élevées et la sécheresse (en particulier en juillet et août 2022) dans de grandes parties de la vallée du Yangtze, notamment dans les provinces du Sichuan, du Hunan, du Jiangxi, du Hubei et de l'Anhui, ont entraîné une baisse de la production de riz dans les zones à récolte annuelle unique et dans les zones à double récolte annuelle tardive. Des températures anormalement élevées et la sécheresse du sol depuis début juillet ont persisté dans le sud de la vallée du Yangtze, une zone de production de riz. En juillet et en août, l'indice de précipitations normalisé, utilisé pour caractériser les conditions de sécheresse, a indiqué de graves déficits d'humidité du sol dans le Sichuan, le Jiangxi, l'Anhui et le Hubei. Or, ces provinces produisent 56 M t et représentent 39 % du total du riz chinois.

### La Chine a trois zones de culture du riz :

- celle à culture unique (66 % de la production totale), plantée d'avril à juin ;
- celle à culture double précoce, (16 % du total), plantée en avril et mai ;
- celle à culture double tardif (18 % du total), plantée en juillet et août.

Les inquiétudes concernant l'impact des températures élevées et des conditions d'humidité du sol plus sèches que la normale se sont concentrées sur les cultures de riz simple et de riz double tardif, qui étaient à des stades de croissance sensibles. Les retards de plantation pour le riz double tardif avec moins d'un mois restant de la fenêtre de plantation optimale ont réduit la surface plantée.

## 2. LA PRODUCTION ET LE RENDEMENT DU MAÏS EN CHINE ONT ATTEINT UN RECORD

La production chinoise de maïs pour la campagne de commercialisation 2022-2023 est estimée à un niveau record de 277,2 M t (+ 3,2 M t, + 2 % par rapport à 2021-2022 et + 6 % par rapport à la moyenne quinquennale de 262,0 M t). Le rendement est estimé à un niveau record de 6,44 t par hectare (+ 2 % par rapport à 2021-

<sup>1</sup> <https://apps.fas.usda.gov/psdonline/circulars/production.pdf>

2022 et + 3 % par rapport à la moyenne quinquennale). La superficie est estimée à 43,1 M ha (- 0,3 M ha, - 1 % par rapport à 2021-2022).

Ces **dernières années ont vu des augmentations marginales ou une stabilité des surfaces cultivées en maïs** dans les principales provinces productrices (Heilongjiang, Jilin, Shandong, Henan, Mongolie intérieure et Hebei). Des **conditions de croissance favorables ont joué un rôle majeur dans cette récolte record**. Celle-ci est toutefois également attribuée à des facteurs tels que l'augmentation de la production de maïs et aux **changements dans la politique agricole**. Les agriculteurs ont été encouragés par des politiques augmentant la rotation des cultures céréalières, des incitations ciblées et des subventions aux transformateurs de maïs et en faveur de l'éthanol.

La saison 2022-2023 a été caractérisée par des **conditions favorables dans la « ceinture » de production du maïs, dans les plaines du nord-est et du centre-nord**<sup>2</sup>. En général, les meilleures conditions météorologiques pour une grande partie de la saison de croissance ont été observées dans le nord-est du pays (Heilongjiang, Jilin et Mongolie intérieure), produisant au moins la moitié de la production nationale de maïs. Ces conditions ont facilité la rapidité des semis et de l'établissement des cultures, ce qui a permis des rendements favorables.

Certaines petites régions productrices dans le sud-est (dont le Sichuan) ont connu des températures anormalement élevées et des conditions de sécheresse qui pourraient avoir entraîné des rendements inférieurs aux prévisions. Les principales régions de production ont bénéficié de précipitations et de conditions d'humidité du sol favorables, tout au long de la saison, ce qui a considérablement compensé la faible productivité des régions du sud-est. La récolte est généralement terminée en octobre.

La production de maïs pour la campagne 2022-2023 a été, par ailleurs, révisée en légère hausse, du fait d'une meilleure récolte dans la plaine du nord, qui a plus que compensé les rendements plus faibles dans le nord-est. Les usines d'aliments pour animaux ont recommencé à mélanger davantage de maïs dans les rations alimentaires ; les prix élevés du blé et du sorgho réduisent en effet l'intérêt d'alternatives au maïs. En même temps, le maïs brésilien est disponible et son prix est compétitif par rapport au maïs national.

Les importations de sorgho devraient diminuer sensiblement en 2022-2023, en raison d'une récolte américaine plus faible et de prix élevés. Les importations de riz devraient diminuer en raison d'une production plus faible sur les marchés fournisseurs et en raison d'une interdiction d'exportation de riz en Inde.

### 3. LA CHINE RESTE DE LOIN LE 1<sup>ER</sup> PRODUCTEUR MONDIAL DE POMMES DE TERRE

Selon les données de la base FAOSTAT<sup>3</sup> (décembre 2022), la production mondiale de pommes de terre s'est montée à 376 M t en 2021 ; **la Chine est de loin le 1<sup>er</sup> producteur, avec le quart du total (94 M t)** ; l'Inde, 2<sup>ème</sup> producteur, reste loin derrière (54 M t). La France occupe le 8<sup>ème</sup> rang (9,0 M t). La superficie récoltée en 2021 dans le monde était de 18,1 M ha, soit un rendement moyen mondial d'environ 21 t / ha.

<sup>2</sup>

<https://apps.fas.usda.gov/newgainapi/api/Report/DownloadReportByFileName?fileName=Grain%20and%20Feed%20Update%20Beijing%20China%20-%20People%27s%20Republic%20of%20CH2023-0015.pdf>

<https://apps.fas.usda.gov/psdonline/circulars/production.pdf>

<sup>3</sup> <http://www.fao.org/faostat/en/#data>

<https://www.potatonewstoday.com/2023/01/21/global-potato-statistics-latest-fao-data-published/>

#### 4. LA PRODUCTION ET LA SUPERFICIE PLANTEE DE SOJA EN CHINE ONT ATTEINT UN RECORD

La **production chinoise de soja pour la campagne de commercialisation 2022-2023 est estimée à un niveau record de 20,3 M t**, soit + 19 % par rapport à la moyenne quinquennale (17,1 M t)<sup>4</sup>. La superficie récoltée est estimée à un record de 10,3 M ha (+ 22 % par rapport à 2021-2022). Le rendement est estimé à 1,98 t / ha (+ 2 % par rapport à 2021-2022 et + 3 % par rapport à la moyenne quinquennale de 1,92 t / ha). **La saison 2022-2023 a bénéficié de conditions météorologiques favorables**, notamment au pic de croissance des cultures et de développement avancé, en juin et juillet. Au cours de cette période critique, l'humidité du sol était adéquate voire abondante dans les principales régions de culture, en particulier dans les provinces du Heilongjiang, du Jilin et de Mongolie intérieure. La récolte a lieu généralement de septembre à octobre. Tout au long de la saison, le suivi du rendement des cultures à l'aide d'observations par imagerie satellite n'a montré aucune perturbation, malgré des températures anormalement élevées, en juin et juillet, dans certaines régions localisées, tant dans la plaine de Chine du Nord que dans les provinces du Nord-Est. Des conditions d'humidité du sol positives en juin et juillet dans les principales régions de culture du soja a permis de compenser l'impact des températures relativement élevées.

Les conditions de croissance favorables ainsi que certains **changements de politique agricole** ont joué un rôle important dans cette récolte record. À partir de la saison 2016-2017, la superficie plantée en soja s'est accrue significativement, du fait des politiques gouvernementales visant à réduire la dépendance de la Chine aux importations de soja pour répondre à la demande en alimentation animale et en huile. Les agriculteurs ont réagi positivement à ces politiques, entraînant cette hausse des surfaces. Les **politiques les plus notables** consistent à encourager les autorités provinciales à fixer des objectifs de production annuelle de soja, à augmenter les investissements pour la recherche semencière et pour la gestion des cultures, à adopter des mesures ciblées pour soutenir le prix du soja dans les provinces du Heilongjiang, du Jilin et de Mongolie intérieure (assurant 50 % de la production chinoise – le Heilongjiang produisant 40 % à lui seul), à réduire le soutien des prix du maïs, ainsi qu'à accorder des subventions pour encourager la conversion des surfaces de maïs en soja. Les autres provinces productrices sont l'Anhui, le Henan et le Shandong.

#### 5. LA PRODUCTION CHINOISE D'AGRUMES SE STABILISE

Après plusieurs années de croissance, la **production d'agrumes en Chine devrait rester stable pour la campagne 2022-2023**<sup>5</sup>. Le marché a fait face aux mesures anti-Covid-19 jusqu'à fin 2022, à des conditions météorologiques défavorables et des problèmes phytosanitaires. La production d'oranges devrait augmenter légèrement, bien que les principales zones de production aient été touchées par la sécheresse estivale. La production de mandarines devrait baisser de 500 000 t car les agriculteurs ont fait face à des conditions météorologiques défavorables et à la maladie du dragon jaune des agrumes (黃龍病 – *huánglóngbìng*). La production de pamplemousse devrait également baisser de 50 000 t. Malgré ces difficultés, la demande d'agrumes reste forte, d'autant que les consommateurs, soucieux de leur santé et utilisant les plateformes d'e-commerce électronique, recherchent des produits riches en vitamine C, réputée protéger des symptômes du COVID-19.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

<sup>4</sup> <https://apps.fas.usda.gov/psdonline/circulars/production.pdf>

<sup>5</sup> [https://apps.fas.usda.gov/newgainapi/api/Report/DownloadReportByFileName?fileName=Citrus%20Annual\\_Guangzhou%20ATO\\_China%20-%20People%27s%20Republic%20of\\_CH2022-0135.pdf](https://apps.fas.usda.gov/newgainapi/api/Report/DownloadReportByFileName?fileName=Citrus%20Annual_Guangzhou%20ATO_China%20-%20People%27s%20Republic%20of_CH2022-0135.pdf)



# Les bateaux chinois repérés en situation de pêche illégale dans les eaux internationales

Alors que la Chine a mis en place des politiques strictes de limitation de la pêche dans ses eaux fluviales et maritimes, ses bâtiments de pêche hauturière continuent d'être identifiés en situation de pêche illégale dans les eaux internationales ou parfois dans les zones économiques exclusives d'autres pays. Les politiques publiques chinoises accordent même des subventions aux entreprises de pêche hauturière, ce qui est contradictoire aux engagements pris par la Chine dans le cadre des initiatives internationales de préservation des ressources maritimes.

## 1. LES ONG SUIVANT LA PECHE ILLEGALE APPELLENT A SANCTIONNER LES PRATIQUES CHINOISES

Après que les États-Unis ont décidé de sanctionner les navires chinois, certaines ONG demandent à l'Union européenne d'appliquer des mesures similaires<sup>1</sup>.

« La Chine est un exemple clair d'un pays ayant un problème important de pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN), en particulier pour sa flotte de pêche au long cours qui opère dans l'océan mondial », a déclaré Mme Vanya VULPERHORST, directrice de campagne pour la pêche illégale et la transparence à l'ONG *Oceana*.

Une étude demandée par la commission de la pêche du Parlement européen début décembre 2022<sup>2</sup> a conclu que « [l]es inquiétudes existent quant au fait qu'un grand nombre de navires des flottes chinoises de pêche lointaine "tombent dans l'oubli", en utilisant des techniques telles que la désactivation de leur système d'identification automatique, ce qui augmente la possibilité d'infractions de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) ».

Les flottes de pêche lointaine sont des navires de pêche opérant en dehors de leur zone économique exclusive (ZEE) nationale, dans le cadre de *joint-ventures* ou d'accords bilatéraux. Ces bateaux parcourent de longues distances à travers les océans pour pêcher des espèces plus précieuses qui ne se trouvent pas dans leurs eaux nationales ou pour capturer des volumes plus importants. **La Chine est devenue détentrice de la plus grande flotte de pêche lointaine du monde dès 2014**. Cette tendance a été favorisée par l'épuisement des stocks de poissons dans les eaux chinoises ; elle est aussi partiellement due à la stratégie économique de la Chine qui a élevé la pêche au rang de priorité politique nationale.

La flotte européenne de pêche lointaine est estimée à 259 navires, tandis que la **flotte chinoise dépasserait les 2 700 navires** selon l'étude rendue au Parlement européen. Cette dernière serait surtout présente dans les eaux africaines comme au Ghana, en Mauritanie ou en Côte d'Ivoire, ou dans celles d'Asie du Sud-Est et d'Amérique

---

<sup>1</sup> <https://www.euractiv.com/section/agriculture-food/news/pressure-on-eu-to-sanction-chinese-fisheries-mounts/>

<sup>2</sup> <https://research4committees.blog/2022/12/09/publication-role-and-impact-of-china-on-world-fisheries-and-aquaculture/>

du Sud. Selon l'étude, « il existe un manque général de détails et de transparence » sur les accords et les licences utilisés par la Chine pour obtenir un accès légal à ces zones. Le rapport a également révélé un manque de données fiables et de transparence sur l'activité de pêche et les systèmes de surveillance de ces flottes chinoises, ce qui augmente le risque de surpêche. « Cela a entraîné une dégradation de l'environnement et une réduction de la disponibilité des ressources, ainsi que des implications socio-économiques pour les communautés locales dans certaines zones ».

L'*Office of Foreign Assets Control* (OFAC) du Trésor américain a annoncé des sanctions à l'encontre de deux individus – et de plusieurs sociétés de pêche qu'ils possèdent – pour pêche illégale et violation des droits de l'homme. Les sanctions comprennent le gel des avoirs américains des individus et des sociétés et l'interdiction de faire des affaires aux États-Unis. Au total, ces mesures auront une incidence sur 157 navires appartenant à des Chinois.

Depuis 2010, l'Union européenne a également mis en place un règlement pour traiter – et dans certains cas, sanctionner – les activités de pêche INN. Il s'applique « à tous les navires de pêche, quel que soit leur pavillon, dans toutes les eaux maritimes » et inclut des pratiques telles que la pêche sans permis valide, dans une zone protégée, l'utilisation d'engins interdits ou le non-respect des obligations de déclaration. L'Union européenne utilise un système de « cartons » pour faire appliquer cette législation et garantir que « seuls les produits pêchés légalement » entrent sur le marché européen.

- lorsque la Commission a la preuve qu'un pays tiers est impliqué dans la pêche INN, elle délivre un « carton jaune » à titre d'avertissement ; s'ensuit un dialogue visant à résoudre les problèmes ;
- la Commission délivre ensuite une « carte verte » si le dialogue est fructueux ;
- au contraire, si la Commission considère que les progrès sont insuffisants, elle donne un « carton rouge », ajoutant le pays à la liste des pays non coopérants et l'interdisant d'accès au marché européen.

Depuis 2012, la Commission a adressé des cartons rouges à six pays – Belize, Cambodge, Comores, Guinée, Sri Lanka et Saint-Vincent-et-les-Grenadines – et a ouvert des procédures envers 27 pays. En janvier, le Cameroun est devenu le dernier pays à recevoir un carton rouge pour avoir enregistré des navires de pêche en dehors de ses eaux sans contrôler suffisamment leurs activités – dont un navire impliqué dans la pêche illégale.

Un avertissement (13 décembre 2022) est parvenu à la Commission européenne par l'intermédiaire de ses partenaires consultatifs – le Conseil consultatif du marché (MAC) et le Conseil consultatif de la flotte de pêche lointaine (LDAC) – représentant des experts du secteur de la pêche, la société civile et les syndicats. Ils s'interrogent sur les raisons pour lesquelles la Chine n'a pas encore reçu de carton jaune, à la lumière des informations sur les opérations INN menées par des navires d'origine chinoise dans le monde entier. Les conseils reconnaissent que « des progrès ont été enregistrés dans la coopération entre l'Union européenne et la Chine dans la lutte contre la pêche INN » ; ils s'inquiètent toutefois du fait que ces progrès sont trop lents au regard de l'expansion rapide de la flotte chinoise.

Le LDAC et le MAC ont également alerté sur les **violations des droits de l'homme associées à la flotte chinoise** – telles que le travail forcé et la corruption, et ont demandé la divulgation de la manière dont les performances de la Chine ont été évaluées. Cependant, la Chine reste un partenaire commercial très important de l'Union européenne dans le domaine de la pêche. La Commission a répertorié 1 371 entreprises chinoises pouvant exporter des produits de la mer vers l'Union.

## 2. ALERTE SUR LA SURPECHE DANS LES EAUX TERRITORIALES EN AFRIQUE

40 % des navires pratiquant la pêche illégale opèrent au large de l'Afrique de l'Ouest, qui est, de loin, la zone du monde la plus touchée par ce phénomène. Cette pratique de pêche « non déclarée et non réglementée » (*unreported and unregulated fishing*), se poursuit. Selon l'ONU, **25 M t seraient ainsi pêchés chaque année hors de tout cadre réglementaire**<sup>3</sup>. D'après l'enquête du journaliste du Point, les navires *Mengxin 20, 21, 22, 23 et 24*, appartenant à *Dalian Mengxin Yuanyang Fishery*, du Liaoning quoique dépourvus de pavillon, ont régulièrement dû payer des amendes aux autorités du Sierra Leone pour leurs infractions aux réglementations locales sur la pêche. L'entreprise est agréée par le ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) et bénéficie même de subventions publiques pour la pêche hauturière.

Selon le même article du Point, **l'ONU considère que 40 % des prises au large de l'Afrique de l'Ouest sont illégales** ; cette pratique est non seulement contraire à la gestion durable des ressources (par la destruction d'écosystèmes marins et côtiers) mais elle a aussi un impact économique : ces pays sont contraints d'importer du poisson alors que leurs eaux territoriales comptent parmi les plus poissonneuses au monde. L'ONG *Environmental Justice Foundation* (EJF) dénonce la responsabilité de la flotte hauturière chinoise dans la surpêche : « en 2019, Pékin a accordé 1,8 Md USD de subventions « néfastes » à sa flotte nationale hors de ses eaux territoriales, soit deux fois plus que n'importe quel autre pays ». Le *think tank* britannique ODI a estimé la flotte hauturière chinoise à environ 16 000 navires en 2020, six fois plus que le chiffre officiel déclaré par les autorités chinoises. Depuis cette date, la liste des autorisations délivrées par le MARA n'est plus publiée ; il n'est donc pas possible de vérifier le nombre exact de la flotte hauturière chinoise.

Par ailleurs, 30 % des navires ayant pêché de manière illégale au cours des dernières années appartiennent à la Chine, devant le Ghana (4 %) et la Corée du Sud (4 %)<sup>4</sup>. 8 des 10 plus grosses sociétés maritimes mondiales impliquées dans la pêche illégale sont chinoises. Il convient en outre d'y ajouter les navires battant le pavillon du pays qui les héberge mais appartenant à des sociétés étrangères. Ce type de bateaux se retrouve de plus en plus dans les ports d'Afrique de l'Ouest. Ainsi, selon un diplomate occidental en poste à Abidjan interviewé par le journaliste du Point, nombre de chalutiers arborant le drapeau ivoirien ont des équipages et un capitaine chinois. De même, 90 % des chalutiers enregistrés au Ghana ont un propriétaire et un équipage chinois. Or, malgré ses 515 km de côtes, la Côte d'Ivoire importe 90 % du poisson consommé dans le pays, dont une partie a été pêchée dans ses eaux.

Ces dernières années, **les armateurs opérant en haute mer ont renouvelé leur flotte mais aussi leurs pratiques**<sup>5</sup>. L'une d'elles, le chalutage de fond, est accusée de détruire les fonds marins. Une autre, le transbordement, est tout autant décriée : elle consiste à transférer une cargaison sur un navire réfrigéré, qui, en échange, ravitaille le bateau de pêche en vivres et en carburant. Cette pratique, illégale mais répandue, permet aux chalutiers de rester en mer plusieurs mois, voire une année, avant de revenir au port. L'EJF estime que la Chine possède une trentaine d'immenses cargos réfrigérés qui stockent et congèlent le poisson, échappant ainsi à d'éventuels contrôles – les chalutiers rentrent au port avec une cargaison bien moindre que ce qu'ils ont pêché. En effet, pour assister à un transbordement et caractériser une infraction, il faut aller en haute mer... ou dans les airs.

<sup>3</sup> [https://www.lepoint.fr/monde/peche-comment-la-chine-pille-les-mers-africaines-30-12-2022-2503209\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/peche-comment-la-chine-pille-les-mers-africaines-30-12-2022-2503209_24.php)

<sup>4</sup> <https://financialtransparency.org/reports/fishy-networks-uncovering-companies-individuals-behind-illegal-fishing-globally/>

<sup>5</sup> <https://www.nytimes.com/interactive/2022/09/26/world/asia/china-fishing-south-america.html>

Des survols chargés de lutter contre la pêche illégale permettent de repérer des attroupements autour de « bateaux mères chinois », éteignant fréquemment leur système de localisation automatique AIS. La technologie permet aussi de détecter les activités illégales. L'innovation *SkyLight*, mêlant données satellitaires et technologie de pointe, permet d'estimer l'ampleur des transbordements au large de l'Afrique en repérant les manœuvres suspectes parmi les mouvements de bateaux. Les transbordements entre deux navires ayant éteint leurs AIS y sont regroupés sous l'appellation « *dark rendez-vous* ».

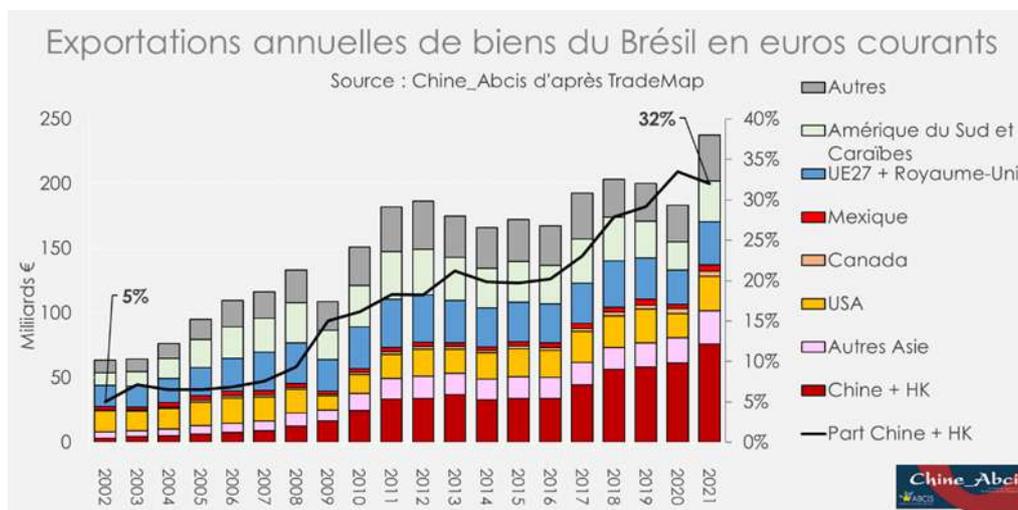
Les États africains prennent toutefois de plus en plus conscience des problèmes liés à la pêche illégale. São Tome-e-Principe a décidé d'acquérir *SkyLight* ; d'autres pays pourraient suivre. En Asie, la Thaïlande, la Malaisie, le Vietnam et l'Indonésie l'utilisent déjà ; eux aussi sont soucieux de l'activité des chalutiers au large de leurs côtes.

*Retour au sommaire* ([ici](#))

# La dépendance économique et commerciale du Brésil à la Chine s'accroît

Le Brésil, affecté par des crises économiques internes et la dévaluation du real, se recentre sur l'exportation de matières premières, notamment à destination de la Chine. Un mouvement de « reprimarisation » de l'économie du Brésil et de son appareil exportateur, influencé par la Chine, est à l'œuvre.

Après le repli de 2020 lié au développement de la pandémie de COVID-19, les exportations brésiliennes ont pulvérisé un nouveau record absolu en 2021 en valeur (237 Md € de biens exportés, + 30 % vs 2020), bénéficiant de la hausse de la demande et des prix mondiaux. **Ces exportations brésiliennes restent largement orientées vers la Chine** (Hong Kong compris), partenaire privilégié et 1<sup>er</sup> importateur de biens brésiliens (76 Md €, + 24 % vs 2020). Ce débouché représentait donc en 2021 32 % de la valeur des exportations brésiliennes vs 5 %, vingt ans auparavant. La Chine est également le principal fournisseur du Brésil (22 % des biens importés en 2021), en grande partie des produits manufacturés. Cette dépendance participe au mouvement de désindustrialisation de l'économie brésilienne<sup>1</sup>.



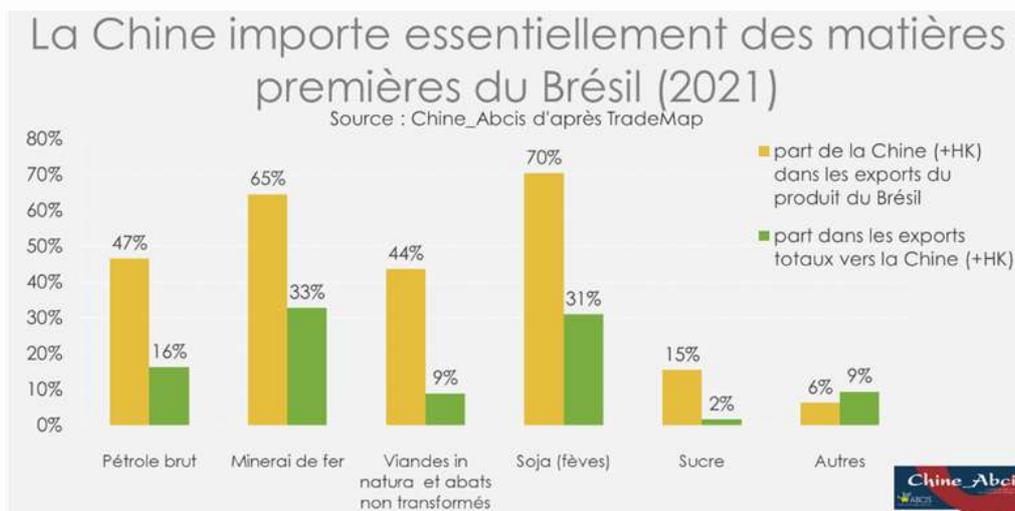
L'accélération des échanges, notamment à destination de la Chine, accentuée par la hausse du prix des matières premières et l'augmentation des importations brésiliennes, ont en effet renforcé la désindustrialisation du pays. **Les exportations brésiliennes sont majoritairement basées sur des produits peu ou pas transformés.** Signe de cette « reprimarisation », les exportations en valeur de produits manufacturés ne représentaient plus en 2021 qu'un quart des exportations, alors qu'elles étaient majoritaires en 2004 (53 %).

<sup>1</sup> [https://abcis.com/2023/01/03/le-bresil-toujours-plus-dependant-de-la-chine/?utm\\_source=Chine\\_ABCIS&utm\\_campaign=05cfe786b9-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_02\\_19\\_03\\_08\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_1ad0472e5f-05cfe786b9-233073890](https://abcis.com/2023/01/03/le-bresil-toujours-plus-dependant-de-la-chine/?utm_source=Chine_ABCIS&utm_campaign=05cfe786b9-EMAIL_CAMPAIGN_2019_02_19_03_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_1ad0472e5f-05cfe786b9-233073890)

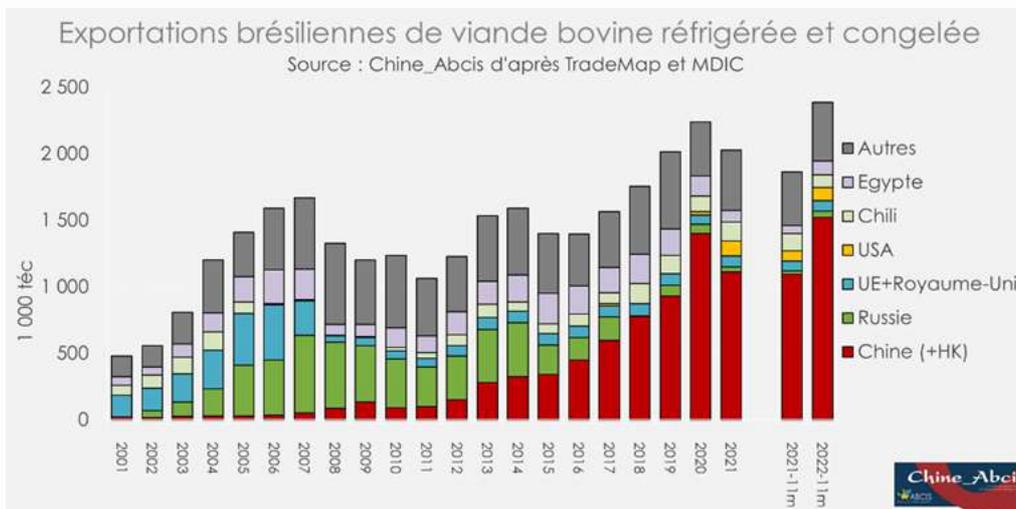
La Chine a joué un rôle moteur dans l'importation de matières premières brésiliennes en 2021. **Cinq produits totalisent plus de 90% des exportations brésiliennes vers la Chine et Hong-Kong**, dont trois produits agricoles :

- le **minerai de fer** (un tiers des exportations brésiliennes vers la Chine, qui capte deux tiers des exportations brésiliennes ;
- le **soja** (31 % des exportations vers la Chine, qui assure 70 % des achats de soja brésilien) ;
- le **pétrole brut** (16 % des exportations vers la Chine et 47 % des exportations) ;
- les **viandes et abats non transformés** (9 % des exportations vers la Chine et 44 % des exportations) ;
- le **sucré** (2% des exportations vers la Chine et 15% des exportations).

Depuis vingt ans, la Chine a développé des relations politiques, économiques et même culturelles accrues avec les pays d'Amérique du Sud ; c'est avec le Brésil que cette relation est la plus forte. La Chine a ainsi pu organiser ses filières d'approvisionnement en matières premières via le développement d'échanges commerciaux et l'essor d'investissements directs. L'ultra-dépendance du Brésil à la Chine va ainsi croissante.



Les exportations de viande bovine réfrigérée et congelée vont battre un nouveau record en 2022 ; et c'est notamment le cas des exportations vers la Chine, après un léger reflux en 2021 (dû à la fermeture du marché chinois en octobre et novembre, suite à la découverte de deux cas d'ESB atypique). Sur les 11 premiers 2022, les exportations brésiliennes de viande bovine ont atteint 2,4 M téc (+ 28 % /2021), dont 1,5 M téc vers la Chine et Hong-Kong (+ 40 %), soit 64 % du total.



Les confinements répétés en Chine tout au long de 2022 n'ont guère affecté les exportations vers la Chine. 2023 pourrait suivre la même voie. En novembre, JBS annonçait avoir signé un partenariat avec *Alibaba* (via sa filiale *WinChain* spécialisée sur les aliments) pour la distribution de ses viandes bovines, porcines et de volaille.

*Retour au sommaire* ([ici](#))



---

---

# Situation économique et financière de la Mongolie

En 2022, la situation économique de la Mongolie a été caractérisée par une forte poussée inflationniste, un endettement des finances publiques toujours important et des fragilités dans le secteur financier. Ces trois pressions continueront à se matérialiser en 2023, même si la croissance mongole devrait être forte (+5-6 % d'après le FMI, après + 4.8 % en 2022), du fait d'une reprise des exportations en lien avec la réouverture progressive de la frontière avec la Chine.

## 1. 2022 : DES SIGNES ENCOURAGEANTS DE REMISSION MAIS UNE SITUATION ECONOMIQUE TOUJOURS EMPREINTE DE FRAGILITES

**Le pays a connu un rebond en 2022 (+4.8 % contre+ 1.6 % en 2021), malgré un contexte difficile.** Le rebond est notamment dû à une reprise de ses exportations (12.5 Mds USD en 2022 contre 9.4 Mds USD en 2021) amplifiée par une réouverture progressive de la frontière avec la Chine en fin d'année, dans le secteur minier, agricole et des services. Les incertitudes ont notamment consisté en une inflation persistante à deux chiffres qui a atteint jusqu'à 16.9 % en juin 2022 et une situation tendue à ses frontières.

**Malgré ce rebond, les difficultés restent grandes, en particulier pour l'inflation, nourrie par le contexte et de mauvais choix de politique économique.** L'inflation a été simultanément alimentée par des dépenses budgétaires gouvernementales mal ciblées (extension de l'aide financière accordée à tous les enfants mongols) et par une politique monétaire trop accommodante opérée par la Banque of Mongolia (BoM) En fin d'année, la BoM s'est décidée à augmenter ses taux directeurs (de 10% en août contre 12% en septembre) ce qui a fini par stabiliser l'inflation à la baisse. La forte inflation a eu une autre conséquence en entraînant une forte dépréciation du Tugrik vis-à-vis du dollar : une dollarisation progressive de l'économie, à commencer par l'épargne, a été observée en 2022.

**Des tensions aux frontières mongoles ont également impacté l'économie locale.** Au sud, la politique « zéro-COVID » chinoise a eu des incidences sur le volume d'exportation de biens et produits mongols à destination de la Chine (350M USD en janvier contre 850M USD en novembre avec la lente réouverture des frontières), même si une forte reprise des échanges a été observée en fin d'année. Au nord, l'invasion de la Russie en Ukraine a impacté l'approvisionnement de ressources énergétiques russes vers la Mongolie : le prix de l'essence importé de Russie a connu une très forte augmentation en 2022 (+65% entre février et novembre 2022)

**Malgré tout, la croissance économique mongole en 2022 devrait se situer aux alentours des 4,5 %,** et alors que le FMI misait, jusqu'à septembre 2022, sur une croissance de l'ordre de 2.5 %. Cette augmentation de la prévision a été portée par une reprise des exportations notamment dans les secteurs miniers et agricoles.



## 2. 2023 : UNE REPRISE ECONOMIQUE DEPENDANTE DE NOMBREUX FACTEURS

**En 2023, la Mongolie pourrait atteindre une croissance proche des 6%.** Cette croissance pourrait être dopée par une reprise de ses exportations, mais également par une reprise de la consommation des ménages après près de trois années covid, ainsi que par l'exploitation d'une nouvelle phase de la mine d'Oyun Tolgoi au 2T 2023. Elle pourrait être dopée également par des cours très favorables de matières premières que la Mongolie exporte (cuivre, charbon, or).

**L'inflation est encore un fort facteur d'incertitude.** Elle pourrait notamment ralentir l'investissement dans le secteur privé ou encore limiter la croissance des crédits accordés par les banques notamment si la BoM continuait à pratiquer de forts taux directeurs. La BoM devra d'ailleurs probablement maintenir des taux directeurs élevés, au risque de contenir la croissance, afin de juguler une inflation qui ne devrait pas descendre sous les 10 % lors de cet exercice 2023.

**La réduction attendue du déficit public pourrait ne pas survenir en 2023.** Le gouvernement a, dans son budget 2023, prévu de ramener le déficit à 2.6 % en 2023 contre 3.6 % en 2022. Mais la récente augmentation de 31 % du salaire minimum, à compter du 1er janvier, ainsi que le maintien d'une allocation mensuelle universelle adressée à chaque enfant mongol questionne déjà cette intention (cette dernière devrait coûter 440M USD au gouvernement, pour l'ensemble de l'année). La mise en place d'un assainissement budgétaire demeure une priorité. Si le déficit venait à se creuser davantage, les risques seraient multiples : alimentation de l'inflation, intensification des importations, accroissement de la pression sur le taux de change, diminution de la solvabilité extérieure, réduction de l'impact d'un resserrement de la politique monétaire. Le gouvernement devra donc trouver un moyen d'accroître ses capacités de paiement en limitant par exemple la sortie de capitaux, tout en stimulant l'entrée de nouveaux capitaux, et surtout en diversifiant son économie afin d'augmenter les revenus des exportations des secteurs non-miniers ou encore en soutenant le secteur privé. La création prochaine d'une agence pour le commerce (juin 2023) va dans ce sens, elle aura pour objectif de soutenir le secteur privé et faciliter les investissements étrangers.

**En termes de stabilité financière, la santé financière des banques est source d'inquiétude.** Selon le FMI, les récentes introductions en bourse initiées par certaines banques en 2022 laissent craindre des défaillances en termes de supervision par la BoM. Il est donc essentiel qu'en 2023 la BoM achève les contrôles de bilan (AQR) des banques et qu'elle mesure l'impact que pourrait avoir certaines variations sur leurs activités (telle qu'une évolution défavorable du secteur minier sur leur bilan).

**Le pays continue à faire face à de multiples défis structurels.** La réduction de la pauvreté reste un enjeu majeur, après près de trois années de pandémie qui ont creusé les inégalités au sein de la population, avec un clivage entre population urbaine et rurale et alors que la pandémie a considérablement augmenté le prix des biens de premières nécessités et des ressources énergétiques. Les risques d'insécurité alimentaire sont eux aussi persistants avec des conditions météorologiques extrêmes, des risques naturels, et des maladies, sans mentionner la dépendance alimentaire à l'égard de la Russie et de la Chine. La diversification de son économie sera également un enjeu important.

*Retour au sommaire ([ici](#))*



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

**Responsable de la publication :** Jean-Marc Fenet  
**Rédacteurs :** Thomas Carré, Thibault Alix, Jingxia Yang, Hao Pan, Baptiste Gosson-Brion, Furui Ren, Antoine Moisson, Marie-Pia Lebrun, Louis Ouvry, François Lemal, Julien Boudet, Laureen Calcat, Haowei Hu, Cyril de Mesmay, Li Wei, Philippe Baudry, Florian Surre, Emanuel Malz, Charlotte Lau, Alain Chouan, Odile Huang, Max Chang, Pascal Millard, Jingyu Wang, Maria Girard, Cao Hui, Ani Liu, Pierre Moussy, Camille Fourmeau, Cheng Chen, Pavlo Stergard, Julie Hervé  
**Revu par :** Axel Demenet



**Pour s'abonner :** [lauren.calcat@dgtresor.gouv.fr](mailto:lauren.calcat@dgtresor.gouv.fr)